

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

SERVICE SOCIAL

L'EXPÉRIENCE DE MARSEILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

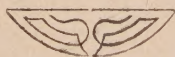
PAR

JEANNE-MARIE JAUR

Chef des Services d'Orientation

du Centre Technique de Documentation et d'Orientation Professionnelle

2, Rue Saint-Jacques à MARSEILLE



MARSEILLE
Imprimerie Ant. GED
48, rue Paradis

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
SERVICE SOCIAL

L'EXPÉRIENCE DE MARSEILLE

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

SERVICE SOCIAL

L'EXPÉRIENCE DE MARSEILLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

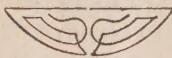
PAR

JEANNE-MARIE JAUR

Chef des Services d'Orientation

du Centre Technique de Documentation et d'Orientation Professionnelle

2, Rue Saint-Jacques à MARSEILLE



MARSEILLE

Imprimerie Ant. GED

48, rue Paradis

—
1942

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

RAYNAUD, *, § I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS, § I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY, *, § I., ‡, Professeur de Droit Romain.
LEBRET, § I., ‡, Professeur de Droit Criminel.
AUDINET, *, § I., ‡, Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET, § I., Professeur de Droit Commercial.
DURAND, § I., Professeur de Droit Administratif.
TROTABAS, § I., ‡, Professeur de Droit Constitutionnel.
DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, § I., Professeur de Droit International Public.
KAYSER, Professeur de Droit Civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STÉFANI, § A., Professeur de la Faculté de Droit de Strasbourg, Chargé de Cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CABRILLAC, Professeur de Droit civil.
MARCY, Agrégé.
REUTER, Agrégé à la Faculté de Droit de Poitiers, Chargé de Cours à la Faculté de Droit d'Aix.
BERTRAND, Chargé de Cours.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

AULAGNON, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
CRÉMIEU, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit d'Aix.
LABORDE-LACOSTE, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

SECRETAIRE

M. DELAPORTE, § I.



L'Université et la Faculté n'entendent donner, par leur visa, aucune approbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	13

PREMIERE PARTIE

L'évolution des idées en matière d'orientation professionnelle Leur épanouissement

CHAP.	I. — <i>Le cheminement des idées</i>	23
CHAP.	II. — <i>Les précurseurs</i>	27
	— Les physiciens et les physiologues.	
	— Les philosophes.	
	— Taylor - L'influence de sa méthode sur l'Organisation du travail et la Sélection - Sa critique.	
	— Le Précurseur Dill-Scott.	
CHAP.	III. — <i>Les Théories Modernes</i>	33
	— Théorie de Walter, psychologue suisse.	
	— Théorie de José Brabs, psychotechnicien belge.	
	— Théorie de Sprenger et de Stern.	
	— Théorie de Boutinaud.	
	— Quelques opinions récentes.	
CHAP.	IV. — <i>Les Congrès</i>	41
	— Bruxelles Berlin - Genève, etc...	
CHAP.	V. — <i>L'application des idées</i>	45
	I. — La Psychotechnique - Son objet - Ses buts.	
	II. — Etude comparée de l'Orientation et de la Sélection :	
	A) Méthode appliquée en Suisse à l'Institut J.-J. Rousseau.	

	B) Méthode Carrad.	
	C) Méthode utilisée dans l'Industrie.	
	D) Méthode utilisée au Centre Technique d'Orienta- tion Professionnelle.	
	E) La Sélection dans l'armée en France et à l'Etranger.	
CHAP.	VI. — <i>Les Définitions</i>	71
	— La Définition officielle.	
	— Définition de M. Luc.	
	— Définitions diverses.	
CHAP.	VII. — <i>Notre doctrine</i>	79

DEUXIEME PARTIE

La situation de l'orientation professionnelle en France Sa législation, ses résultats

CHAP.	I. — <i>Les doctrines qui inspirèrent le Législateur</i>	85
	— Critique de ces doctrines.	
CHAP.	II. — <i>La législation antérieure au Décret-Loi du 24 mai 1938</i>	91
CHAP.	III. — <i>Le financement des Centres d'Orienta- tion Professionnelle avant le Décret du 24 mai 1938 au moyen de la Taxe d'Apprentissage</i>	95
CHAP.	IV. — <i>Le Décret-Loi du 24 mai 1938</i>	99
	I. — Principes généraux contenus dans l'exposé des motifs.	
	II. — Analyse du Décret du 24 mai 1938.	
CHAP.	V. — <i>Etude des principales dispositions conte- nues dans le Décret du 24 mai 1938 et de quelques Décrets d'application</i>	105
	I. — Le Secrétaire d'Orienta- tion Professionnelle.	
	II. — Le Fonctionnement des Secrétariats départementaux et de la Commission départementale.	

	III. — Les Centres d'Orientation Professionnelle obligatoires.	
	IV. — Les Centres d'Orientation Professionnelle facultatifs.	
	V. — Le financement des Centres et des Secrétariats Départementaux.	
CHAP.	VI. — <i>Orientation de la Législation postérieure au Décret du 24 mai 1938</i>	115
	— Loi du 3 novembre 1940.	
	— Circulaire Lamirand, 5 janvier 1940.	
	— Loi du 3 avril 1941.	
	— Décret du 29 avril 1941.	
CHAP.	VII. — <i>La création des Centres d'Orientation par les Chambres de Métiers</i>	119
	I. — Loi du 10 mars 1927 relative à leur création.	
	II. — Décret du 22 février 1938, relative à leur organisation.	
CHAP.	VIII. — <i>La Profession de Conseiller d'Orientation Professionnelle en vertu de la législation</i>	123
	I. — Le Centre de Formation : l'Institut National d'Etudes du Travail et d'Orientation Professionnelle ; son enseignement.	
	II. — Personnes qui peuvent posséder le titre de Conseillers d'Orientation Professionnelle.	
	III. — Qualités requises pour être Conseillers d'Orientation Professionnelle.	
CHAP.	IX. — <i>Les Empiètements commis dans l'exercice de la profession</i>	135
	I. — A l'intérieur des Centres.	
	II. — Dans le cadre général de la Profession.	
CHAP.	X. — <i>Conséquences et résultats de la Législation sur l'Orientation Professionnelle.</i> <i>Conclusion</i>	145
	I. — Conséquences et Résultats. — Les Statistiques publiées par le Ministère du Travail en 1938.	

— Statistiques du Secrétariat
Général à la Jeunesse (*Documents*
Français du 7 juillet 1941).

II. — Conclusion.

TROISIEME PARTIE

Les expériences de Marseille

CHAP.	I. — <i>Le type « Placement »</i>	157
	Formule du Décret du 26 septembre 1922.	
	I. — Exposé général de cette expérience.	
	A) La Préorientation :	
	1° Orientation Professionnelle au 1 ^{re} degré.	
	2° Orientation Professionnelle au 2 ^e degré.	
	3° Orientation Professionnelle au 3 ^e degré.	
	B) La connaissance du Sujet.	
	II. — Les résultats de l'expérience.	
CHAP.	II. — <i>Le Type « Service Social »</i>	169
	I. — Origine de cette formule.	
	II. — Application de cette formule au Centre Technique d'Orientation Professionnelle.	
	III. — La clientèle du Centre.	
	— Son extension,	
	— Les projets en cours.	
	IV. — Les procédés utilisés.	
CHAP.	III. — <i>Conclusions</i>	187

EPILOGUE

I. — <i>La Charte du Travail</i>	193
II. — <i>La Troisième Expérience de Marseille.</i>	
ANNEXE. — Notes et Documents	203
— Différents Décrets sur l'Orientation Professionnelle.	

INTRODUCTION

INTRODUCTION

En 1924, M^{re} J. CLÉMENT, avocat à la Cour d'Appel d'Aix, soutenait devant la Faculté d'Aix-en-Provence une thèse de Doctorat de Sciences politiques et économiques sur « Le Mouvement d'Orientation Professionnelle ».

C'était l'une des premières synthèses et, sans conteste, l'une des études les plus complètes et les plus intéressantes parues, à cette époque, sur l'Orientation Professionnelle. Depuis, d'autres études ont été publiées, les unes donnant des résultats partiels de telle ou de telle expérience, les autres fixant le rôle de certains facteurs dont l'importance variait selon qu'il s'agissait d'Orientation, de Sélection, de Physiologie ou simplement de Sociologie, mais aucune nouvelle synthèse ne semble avoir été faite, à notre connaissance du moins, depuis la parution de cette thèse.

La psychotechnique est une science jeune qui date à peine d'une trentaine d'années. Dans une conférence faite au Groupe Lyonnais d'études médicales, F. MENTRE exposait l'idée qu'il faut près de 30 ans, soit environ une génération, pour que « les idées nouvelles arrivent à être
« introduites socialement dans le patrimoine de nos
« connaissances. Cette période trentenaire, dit-il, repa-
« raît dans tous les domaines de l'activité sociale avec
« une insistance qui ne saurait être fortuite ; la plupart
« des inventions et des découvertes du génie ne se sont
« socialisées qu'au bout de ce temps ; les théories philo-
« sophiques et les créations artistiques n'échappent pas
« à la loi. Les disciples ont d'ordinaire trente ans de

« moins que les maîtres et il arrive qu'une découverte
« oubliée soit refaite un tiers de siècle après, parce que
« les esprits sont plus mûrs pour la recevoir » (1).

Les événements que la France a vécus de 1936 à 1941 ont abrégé le trentenaire et ont permis de prendre la mesure de certaines doctrines et de certaines expériences : il y a désormais assez de recul pour se faire une idée de quelques essais.

Par ailleurs, nos malheurs ont permis de constater, un peu dans tous les domaines, que bien des gens, même pourvus de grands diplômes, n'étaient vraiment pas adaptés à la situation qu'ils occupaient, et cela faute d'une orientation à la base. Cette incapacité de tels sujets a démontré l'utilité de l'orientation, qui est devenue alors très à la mode.

La Presse n'a pas manqué de relater ce succès, mais n'a apporté au développement de la question que des matériaux incomplets et imparfaits. Les esprits sérieux ont, de leur côté, fait des recherches, mais s'ils se sont trouvés en présence d'une littérature nationale et internationale abondante, ils ont trouvé difficilement des études d'ensemble qui leur permissent d'avoir sur la question une vue générale et bien au point.

C'est pour aider ces chercheurs de bonne volonté que nous avons été amenés à essayer ce travail de synthèse qui fixera l'état de la question. Notre travail sera surtout un travail de coordination et de compilation qui, nous le souhaitons, pourra servir à d'autres de point d'appui pour approfondir certaines théories que les dimensions de notre étude ne nous permettent pas d'ébaucher.

Dans sa thèse de 1924, M^{lle} CLÉMENT donnait le détail des réalisations faites à ce moment-là, dans la région parisienne, à Nantes, Bordeaux, Marseille, etc... L'expé-

(1) F. MENTRE. — « Les rythmes de la vie » (Lavandier, Lyon, 1933).

rience de Marseille commencée en 1921 est désormais assez ancienne pour que nous puissions analyser les résultats d'une formule, développée en détail dans des rapports déposés aux archives de la Chambre de Commerce.

En 1935, à Marseille, une autre expérience a commencé, basée sur une formule différente : il n'y a pas assez de recul pour mesurer la valeur de cette nouvelle formule, mais les résultats acquis à ce jour sont si impressionnants, qu'elle vaut qu'on s'y arrête.

Dans sa thèse, M^{lle} CLÉMENT expose la naissance de la première formule qu'on nous permettra d'appeler « type placement », et les premiers pas pour l'application de cette formule :

17 mars 1913, décret instituant au Ministère du Travail une Commission chargée des études relatives à la physiologie du Travail.

20 juillet 1913 - Circulaire du Ministère du Travail aux Préfets pour attirer l'attention sur l'importance de l'adaptation de l'adolescent à la profession qu'il doit exercer.

En 1920, les Offices de placement sont saisis de la question ; le 16 juillet, le Congrès des Offices en discute et conclut que des Services d'Orientation peuvent être créés, à la condition de les associer à la vie locale : les Offices d'Orientation seraient de simples sections des Offices départementaux de placement. Le Ministère demande aux Offices régionaux d'organiser des expériences dans un certain nombre de villes.

Le décret du 26 septembre 1922 a consacré la formule d'Orientation agréée par le Ministère du Travail et par l'Enseignement Technique : « L'Orientation professionnelle est, dit le décret, l'ensemble des opérations incombant au Sous-Secrétariat de l'Enseignement Technique qui précèdent le placement des jeunes

« gens et jeunes filles dans le Commerce et l'Industrie et
« qui ont pour but de révéler leurs aptitudes ».

Donc, but de l'Orientation : recherche des aptitudes, en vue du placement — et mission donnée au Sous-Secrétariat de l'Enseignement Technique pour l'organisation de l'Orientation Professionnelle — Mission ou Substitution ?

L'Orientation Professionnelle de la Jeunesse est du ressort exclusif de la Famille, qui est seule responsable de la bonne ou mauvaise direction qu'elle doit donner aux enfants ; le rôle de l'Enseignement Technique ne saurait être autre que d'aider la Famille à remplir sa mission. La Famille peut être mise par la loi dans l'obligation de consulter un Centre d'Orientation Professionnelle, mais, dans tous les cas, la décision doit lui appartenir, et demeurer libre.

Le placement ni le métier ne sont une fin pour l'homme, mais seulement un moyen de l'aider à réaliser sa fin.

Limiter l'Orientation Professionnelle au métier ou au placement est, à notre avis, une erreur. Si malgré des efforts très louables et méritoires, elle n'a pas donné en France les résultats espérés, cela tient au peu de valeur scientifique que l'on a accordé à la pratique de l'Orientation Professionnelle, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays.

L'erreur fondamentale a été de rattacher les services d'Orientation aux Offices de placement et de compartimenter ainsi l'Orientation au lieu de favoriser largement l'initiative privée qui, utilisant d'autres formules, obtenait des résultats supérieurs.

L'existence du Centre d'Orientation et de Sélection du personnel de la Caisse de Compensation de la région parisienne, et les services qu'il a rendus, confirment notre point de vue.

Le mot de « professionnelle » attaché comme qualificatif à l'Orientation, est un cloisonnement qui étouffe la fonction en la limitant à la recherche des aptitudes en vue d'un métier.

Le décret du 24 mai 1938, qui a innové en matière d'Orientation Professionnelle et d'apprentissage et qui contient des dispositions excellentes à maintenir, devrait être modifié sur certains points, si l'on veut diffuser largement l'Orientation Professionnelle et parvenir à l'appliquer utilement. C'est ainsi qu'il confirme les limitations du décret de 1922 et qu'il amplifie l'erreur précédemment commise, en consacrant par des organismes fonctionnarisés la collaboration de l'Enseignement Technique et des Offices de Placement.

Contrairement à ce que dit l'exposé des motifs du décret, nous estimons avec de nombreux psychologues et économistes, « que la valeur de l'homme est faite d'autres valeurs que de force physique ».

La préorientation scolaire, telle qu'elle est pratiquée encore de nos jours, ne peut être considérée que comme un élément d'information pour la Jeunesse, et de préparation à des examens complets d'Orientation qui devraient être, obligatoirement, passés dans l'année du certificat d'études par tous les enfants, sans exception.

L'entrée des Ecoles Pratiques d'Industrie, des Ecoles Professionnelles, des Ecoles d'Arts et Métiers, se fait sur concours littéraire et mathématique et non sur examen d'aptitudes. Celui qui est doué pour le français ou le calcul deviendra ajusteur, tourneur, ingénieur : voilà une jeunesse appelée à former des spécialistes ou des cadres, qui aura son certificat d'aptitude professionnelle sans avoir jamais passé aucun examen d'aptitudes, alors qu'on oblige les enfants qui entrent directement en apprentissage à les passer. Il semble qu'il y aurait à gagner pour la meilleure utilisation des capacités et de

la main-d'œuvre spécialisée, à revoir de plus près cette question.

La formule du Centre Technique de Documentation et d'Orientation Professionnelle qui fonctionne : 2, rue Saint-Jacques, à Marseille, est différente ; elle envisage la valeur totale de l'homme ou de l'enfant.

A la base de l'Orientation, il ne saurait y avoir d'autre mot que celui de « Service », d'autre idée que celle de « Servir » la Famille, la Jeunesse. Cette idée de Service Social, appliquée à l'Orientation Professionnelle, a été préalablement soumise aux grands organismes professionnels qui patronnent le Centre ; ils l'ont agréée ; elle a réussi ; elle ne pouvait pas ne pas réussir. Nous appellerons cette formule « type service social ».

Entre temps, les services d'Orientation Professionnelle sont passés, par décret du 3 novembre 1940, de l'Enseignement Technique au Secrétariat de la Jeunesse ; le 5 janvier 1941, paraissait une circulaire fixant la doctrine du Secrétariat de la Jeunesse ; il semblait que cette circulaire devait être la charte nouvelle de l'Orientation Professionnelle en France.

Le Secrétariat de la Jeunesse déclarait d'ailleurs qu'il avait mission de réorganiser l'Orientation Professionnelle en France : on ne réorganise que les choses dont l'organisation précédente n'a pas répondu aux besoins.

Une autre loi du 23 avril 1941, parue au J. O. du 17 juin 1941, fait repasser l'Orientation Professionnelle à la Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement Technique, avec mission de coordonner parmi les diverses activités professionnelles, toutes les questions intéressant l'Orientation Professionnelle, les méthodes d'apprentissage et le placement des jeunes.

Voilà les principes qui ont fait l'objet de cette étude très objective, au cours de laquelle nous allons essayer de démontrer comment l'idée de « Service social » est

parvenue à s'imposer après une longue période d'évolution, dans tous les problèmes relatifs au travail et à l'orientation de l'homme, comment elle a été introduite dans la législation française sur l'Orientation Professionnelle, et comment elle a été appliquée au Centre Technique d'Orientation Professionnelle de Marseille avant les obligations légales.

Nous diviserons cette étude en trois parties :

- I. — *L'Evolution des Idées en matière d'Orientation Professionnelle - Leur épanouissement.*
- II. — *La situation de l'Orientation Professionnelle en France - Sa législation - Ses résultats.*
- III. — *Les expériences de Marseille.*

Pendant cette étude, nous ne perdrons pas un instant de vue, que chaque sujet à orienter est le tenant d'un milieu social qui réagit sur lui : la famille a la responsabilité de procurer à chaque individu né d'elle, les moyens de trouver son bien propre en vue du bien commun. A cause de cette responsabilité, la famille doit jouer un rôle prépondérant dans tous les cas, et l'Orientation Professionnelle ne doit pas avoir d'autre but que de l'aider à trouver le bien propre de chacun de ses fils, pour que dans un parfait équilibre et une parfaite adaptation de leurs facultés, ils travaillent à leur tour au bien commun.

PREMIERE PARTIE

**L'Évolution des Idées
en matière d'Orientation Professionnelle
Leur épanouissement**

CHAPITRE PREMIER

LE CHEMINEMENT DES IDEES

Si l'on se réfère aux nombreux ouvrages écrits sur la matière, l'étude scientifique du facteur humain dans le travail paraît remonter à une trentaine d'années environ.

Mais, bien avant cette époque, la Famille s'est préoccupée de l'Orientation de la Jeunesse pour la diriger vers des activités correspondant à ses aptitudes ; de nombreux philosophes, physiciens ou physiologues ont étudié le comportement de l'homme en vue de la réalisation totale de sa personnalité, et les « Métiers » recherché la « qualification » de la Main-d'Œuvre.

Oublier ces faits serait vouloir ignorer, par système, l'histoire des familles, des corporations, et refuser de voir les chefs-d'œuvre d'art réalisés dans les siècles passés.

L'étude scientifique du facteur humain et de ses réactions en face du travail est apparue, croyons-nous, à un moment où la machine risquait de déborder l'homme et de l'asservir. Cette recherche a été plutôt un renouvellement qu'une innovation, une réadaptation de la philosophie à l'homme travailleur. Pour nous qui avons en vue le droit individuel de l'homme en face du travail, le droit à son bien propre en vue du bien commun, objet du droit public, nous mettrons simplement en lumière

des idées qui nous ont paru aboutir à des réalisations et dont le but est de mettre l'homme exactement à sa place pour que, travaillant dans l'amour de sa profession, il y réalise sa personnalité. Nous étudierons les aménagements effectués par le droit public en vue de la sauvegarde du droit personnel de l'individu au travail, et nous verrons si le droit de ce dernier a bien été l'objet de préoccupations de justice, en vue de le servir.

Nous ne ferons donc ni l'histoire de la psychologie à travers les âges, ni la recherche des découvertes psychologiques appliquées au facteur humain depuis 30 ans ; il est facile de retrouver cette histoire dans toutes les revues techniques de biologie, de psychologie, d'études du travail, de l'enseignement technique, parues au cours du dernier trentenaire ; nous signalerons simplement des idées qui nous paraissent avoir eu une influence prépondérante sur les réalisations qui nous intéressent.

Dans la critique de l'ouvrage de SPEARMAN (1), parue dans le *Journal de Psychologie* de juin 1939 (2), Paul GUILLAUME écrit :

« Jamais on ne s'est adonné avec tant d'ardeur qu'aujourd'hui à l'étude de la psychologie et, dans tous les pays anglo-saxons, non seulement les spécialistes, mais le grand public manifeste une confiance quelque peu naïve dans la solidité et l'efficacité de la nouvelle science. On attribue couramment les succès d'un joueur de bridge ou les progrès de l'aviation à la culture psychologique, et des auteurs fondent sur leurs théories des recettes merveilleuses pour la santé morale et le bonheur. Pendant longtemps la psychologie s'était contentée du rôle de servante de la philosophie, puis, timidement

(1) C. SPEARMAN. — « Psychology down the ages » (London Macmillan, 1937).

(2) *Journal de Psychologie normale et pathologique* (Presses Universitaires, Paris).

d'abord, elle a essayé de rendre quelques services pratiques à l'éducation, à la médecine, à l'économie. Aujourd'hui, sans abandonner l'idée de donner à la philosophie des fondements, elle prétend régenter la vie pratique, elle revendique le nom de Science et s'attribue la fécondité des véritables sciences ».

Cependant, regardons là de plus près, il y a presque autant de psychologies que de psychologues ; peu d'affirmations obtiennent un crédit unanime ; en fait, on n'est pas encore sorti de l'ère des controverses pour entrer dans celle des progrès continus et décisifs ».

CHAPITRE II

LES PRECURSEURS

Au XVIII^e siècle, des physiciens, des chimistes et des mathématiciens, notamment GALILÉE, BERNOULLI, EULER, etc... ont essayé de trouver la formule mathématique du travail maximum de l'homme et de la quantité d'action qu'il lui était possible de fournir. Dans ses recherches sur la force des hommes, le physicien français COULOMB a essayé de chiffrer l'évaluation de l'effort demandé pour chaque profession. LAVOISIER et son élève SEGUIN ont poussé la question en recherchant non seulement les lois de la production de l'effort physique, mais aussi les lois de la production de l'effort intellectuel.

Au XIX^e siècle, des physiologistes français, notamment CHAUVEAU et son collaborateur MAREY ont élargi le champ des investigations, et ce dernier a inventé des méthodes graphiques pour enregistrer l'effort musculaire humain. A la même époque, le physiologiste italien Mosso a étudié les réactions des vaisseaux sanguins à la suite d'excitations psychiques et les variations des mouvements du cœur résultant de la fatigue. Certains savants le donnent comme l'initiateur de la psychophysiologie. L'ensemble de tous ces travaux paraît n'avoir eu pour but que la recherche des lois de l'énergétique humaine en face de l'effort et de la fatigue résultant de cet effort.

Les philosophes du XVIII^e siècle se préoccupèrent aussi de ces problèmes. Dans son histoire littéraire « des gens de métiers en France », J. BRUYÈRE (3) considère J.-J. ROUSSEAU comme un précurseur, puisqu'il parle dans « L'Emile » des aptitudes requises par certains métiers et des contre-indications pour certains autres. Bien que la philosophie de ROUSSEAU soit discutable sur de très nombreux points, on doit le considérer comme un novateur de son temps lorsqu'il affirme « qu'il faut des observations plus fines qu'on ne pense pour s'assurer du vrai génie et des vrais goûts de l'enfant » et exprime le désir de voir un homme judicieux nous donner un traité de l'art, si complexe et si important, d'observer les enfants.

M. BRUYÈRE aurait, peut-être, pu mentionner qu'avant J.-J. ROUSSEAU, de très grands philosophes et psychologues s'étaient occupés de la personne humaine et de son comportement en vue de la réalisation de la personnalité, et qu'on pourrait trouver dans les œuvres d'ARISTOTE, de PLATON, de SAINT THOMAS et de PASCAL, des doctrines psychologiques qui pourraient les faire qualifier, sans doute, de très grands précurseurs.

Certains auteurs estiment que c'est vers le milieu du XIX^e siècle que la Psychologie expérimentale a pris naissance. KANT ne pouvait admettre toutefois que la Psychologie put devenir une science. A son avis, les lois mathématiques ne pouvaient être utilisées pour l'étude des phénomènes psychiques. On cite comme étant le premier à avoir appliqué en 1829 l'expérimentation aux réactions psychiques, le physiologiste allemand WEBER.

FECHNER poussa plus loin les recherches de WEBER en combinant l'expérimentation et la mesure. On le donne comme étant le premier à avoir appliqué une formule

(3) J. BRUYÈRE. — « Histoire littéraire des gens de métiers en France » (L'Emile).

mathématique à une loi psychique : « à l'accroissement des sensations suivant une progression arithmétique correspond à peu près, dit FECHNER, un accroissement des excitations nécessaires suivant une progression géométrique. On considère FECHNER comme l'un des fondateurs de la Psychologie expérimentale.

Parmi les précurseurs de la psychologie vraiment humaine, nous inscrivons, non peut-être sans provoquer quelque étonnement, TAYLOR, que l'on considère habituellement comme le père de la psychologie appliquée.

L'un des buts de TAYLOR a été d'attirer l'attention des industriels, sur la nécessité d'étudier et d'analyser par des méthodes scientifiques, le travail professionnel à l'usine même, en vue d'obtenir un rendement meilleur. Il est le premier à avoir étudié la décomposition des mouvements professionnels et leur durée au moyen du chronométrage.

Ce que nous voulons retenir de son système, c'est l'ébauche de Service Social qu'il contient : « L'organisation scientifique, écrit-il, ne comporte pas nécessairement une grande invention, ni la découverte de faits nouveaux extraordinaires ; elle consiste dans une certaine combinaison d'éléments qu'on n'avait pas encore réalisés, dans le groupement de connaissances analysées et classées sous forme de lois et règles, qui constituent une science ».

« Cette science est accompagnée d'un changement complet dans l'attitude réciproque des ouvriers et de la Direction, non seulement vis-à-vis des personnes, mais encore des responsabilités et des devoirs respectifs. Il en résulte une *nouvelle répartition des devoirs, et une coopération intense et cordiale* » impossible avec l'ancien système de direction. Cette combinaison qui constitue l'organisation scientifique, peut être exprimée dans une formule : « Science au

« lieu d'empirisme, harmonie au lieu de discorde, coopération au lieu d'individualisme ».

Cet idéal de Service Social a-t-il été rempli avec le Taylorisme et la rationalisation du travail qui en est résultée ?

Les progrès réalisés par les sciences biologiques et la psychologie expérimentale, ont permis de connaître l'homme de façon plus approfondie, et d'organiser le travail dans des conditions qui lui soient plus favorables, mais en même temps plus profitable à l'industrie. L'introduction de la machine n'a pas toujours été immédiatement suivie d'un allègement du travail de l'homme. C'est plutôt le contraire.

L'introduction de la machine représente une économie de main-d'œuvre, et une augmentation de production. L'augmentation de la production et la baisse des prix de revient, dépendant de la qualité de la machine, l'homme passe au second plan comme facteur de travail. Il intéresse seulement dans la mesure où il servira parfaitement la machine. Le travail de l'homme n'est plus considéré sous son aspect humain, mais seulement sous son aspect mécanique.

Ce rythme mécanique du travail, impose à l'homme des adaptations qui, souvent, dépassent ses possibilités matérielles. Le problème étant d'augmenter le rendement des machines, la première question à résoudre, a été celle de l'adaptation, même forcée, de l'homme aux besoins de la machine. L'organisation du travail humain a dû se faire suivant le modèle du travail mécanique. L'idée majeure du Taylorisme a été la rationalisation du travail, suivant une formule qui permette de concevoir et d'utiliser tous les moyens offerts par la Technique, en vue d'améliorer l'économie générale de l'usine.

Dans cette formule, l'ouvrier ne peut être envisagé que comme un être d'une plasticité absolue, qui doit pouvoir

être adapté à tous les genres et tous les rythmes du travail. Si cette adaptation est impossible, l'ouvrier est considéré comme professionnellement incapable, et doit être éliminé sans tenir le moindre compte de sa personnalité. Le chronométrage, la chaîne, la rationalisation, ne permettent de considérer l'homme que comme l'outil complémentaire, dont on ne peut, hélas ! se passer.

Physiquement, la personne humaine n'a pas tenu ; la morbidité et le nombre d'accidents se sont accrus. Moralement, l'homme a réagi contre ce genre de servitude. Ces réactions ont attiré l'attention des employeurs, qui se sont aperçu que si on veut augmenter la production, il faut admettre que l'homme est le facteur essentiel et que la machine n'est que l'auxiliaire : celle-ci doit être construite d'après l'homme. L'emploi des ouvriers et l'organisation du travail, devront être faits en tenant compte de la nature de l'homme, de ses aptitudes, de ses possibilités. La rationalisation est à l'origine même de la Sélection, de l'Appropriation et de l'Orientation professionnelles.

Ces disciplines, aidées de la connaissance du marché du travail, doivent permettre de conseiller une organisation du travail en parfaite concordance avec les possibilités de la personne humaine. En permettant de créer pour le travail humain sous toutes ses formes, les conditions les plus favorables, en respectant dans tous les cas l'individualité de chaque personne, la psychotechnique aura redressé les abus de la rationalisation et réalisé un progrès moral.

Mais l'on considère généralement que c'est l'anglais DILL SCOTT qui a été le premier à mêler la sociologie à la psychologie. Il a essayé de découvrir quels sont les stimulants psychiques, qui peuvent augmenter le rendement humain dans l'Industrie, et parmi ces stimulants, après l'imitation, l'émulation, la diminution de la fati-

gue professionnelle, il souligne le sentiment de la Communauté d'intérêts, présent aussi bien chez le patron que chez l'ouvrier. Le patron doit témoigner de l'estime à son personnel, avoir le « respect de la personnalité » de ses collaborateurs, leur faire sentir que les relations dans l'Usine sont des relations d'homme à homme.

Mais le plus grand stimulant, est l'intérêt que l'ouvrier porte à son travail, *l'amour et la joie que doit provoquer en lui l'exercice de son métier*, l'amour de l'ouvrier pour son métier résultera du sentiment de sa responsabilité, *de la conviction qu'il exprime son individualité* dans son travail, dans le sentiment qu'il fait quelque chose d'utile. La joie au travail sera provoquée par des ateliers propres et bien installés, par un bon salaire et des perspectives d'avancement, par des habitations familiales entourées de jardins, des terrains de sports, etc...

DILL SCOTT (4) n'avait d'autre but que d'augmenter le rendement ouvrier en garantissant la paix sociale : ses idées demeurent et font l'objet des grandes préoccupations de l'Industrie moderne. Le « respect de la personnalité » ! Nous sommes loin des seules réactions psychiques, en vue du maximum de rendement, et de la mesure des réflexes pour le seul but de la rapidité de rotation d'une chaîne ou la conduite d'une machine. Le travail dans la joie, la réalisation de la personnalité sont-elles possibles sans l'exacte adaptation du sujet ? La recherche du meilleur rendement en vue de la prospérité maxima, est-elle autre chose que la recherche du bien commun ?

(4) DILL SCOTT. — « Encreasing Human Efficiency in business »
(A contribution to the psychology of business, New-York, 1914).

CHAPITRE III

LES THEORIES MODERNES

Après avoir souligné le rôle joué par certains précurseurs, il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de mettre ici en évidence, les opinions parfois divergentes, qui ont été émises à notre époque, sur les problèmes qui nous préoccupent. Nous retrouverons en puissance, dans ces opinions, toutes les applications modernes de la psychotechnique, orientation, sélection, suivant que l'on considère le sujet, sous l'un ou l'autre de ces angles, et avec l'une ou l'autre de ces conceptions philosophiques.

— La psychologie expérimentale, pensait WALTHER en 1926, a pour but l'étude des phénomènes de l'esprit, selon les méthodes des sciences naturelles. Elle a, d'après ce philosophe, un but précis : les faits psychiques, leur description, leur classification, la recherche de leurs lois et de leurs conditions d'existence, en dehors et indépendamment de toute hypothèse métaphysique.

Elle doit s'interdire rigoureusement toute spéculation sur la nature dernière des faits psychiques. La psychologie expérimentale, n'est ni matérialiste, ni spiritualiste, elle est en dehors de toute recherche transcendante, et s'attache rigoureusement au phénomène, elle ne s'occupe ni de l'âme, ni de son essence, de même que la biologie et la physique, ne s'occupent pas de l'essence

de la vie, ou de la matière (5). C'est en somme l'étude des réactions de l'homme, en face des besoins de la machine ou de l'objet.

— En 1935, José DRABS écrivait : la technique va bientôt triompher de toutes ses forces élémentaires, mais on oublie d'estimer que cette victoire gigantesque a parfois sacrifié l'intérêt humain au profit d'une tâche impériale sans cesse plus disparate, plus exigeante, comme si le travailleur même dans une civilisation mécanique cessait d'être, en définitive, le facteur essentiel primordial à la production (6).

A l'heure actuelle, la psychotechnique en pleine constitution ne peut quitter son territoire objectif, ni transgresser ses bases purement expérimentales, mais l'avenir dessine sa place dans l'ensemble des *sciences* dites *sociales* où elle sera quelque jour l'indispensable chaînon entre l'éthique et l'économique.

En attendant, ajoute-t-il, ce n'est pas la personnalité globale que la psychotechnique recherche, mais l'état de ses manifestations, ses réactions et leur degré. Peu importe ce qu'il y a derrière, c'est l'affaire des psychologues, idéalistes, spiritualistes, matérialistes, de le rechercher ; mais, quelles que soient leurs théories et leurs conceptions les plus transcendantes, ces réactions resteront toujours les mêmes et les moyens de les mesurer probablement aussi. Si l'étude de ce comportement professionnel par des procédés psychotechniques amène des conceptions nouvelles, plus claires, plus démontrables, plus proches de la réalité, au sujet de la nature et de la constitution de la personnalité, ce sera parfait, mais, pour le moment, on ne demande à la psychotech-

(5) LÉON WALTHER. — « La technopsychologie du travail industriel » (Delachaux et Niestlé, Neuchâtel).

(6) PAUL SOLLIER et JOSÉ DRABS. — « La psychotechnique » (Alcan, 1935).

nique que de déceler, et mesurer certaines aptitudes, certaines capacités, en vue de l'appropriation la plus stricte de l'homme au travail qui les exige. On n'a vraiment pas besoin d'avoir une conception idéaliste ou matérialiste de la personnalité pour examiner si un ouvrier a les qualités voulues pour le travail qu'on lui destine, et ce n'est « que l'expérimentation » et non « l'observation », seule sujette aux interprétations, qui nous y conduise. Nous ne saurions trop critiquer cette tendance de substituer ainsi « l'observation subjective » à « l'expérimentation objective », alors que l'étude du comportement est déjà si complexe, si délicate, et si souvent pleine d'incertitudes.

Bien que DRABS n'ait eu en vue que le problème de la Sélection de l'homme au bénéfice du travail, on comprend que l'exposé de sa théorie ait pu faire considérer la Psychotechnique comme une science inhumaine, car elle lui assigne pour seuls buts la recherche de l'adresse manuelle, l'analyse soigneuse des gestes et des réactions, négligeant de tenir compte du milieu social dans lequel vit l'individu, de sa personnalité, et de l'importance du facteur volonté, qui peut transformer bien souvent des insuffisances ou des inaptitudes. Un monde sépare le concept simplement mécanique ou mathématique, du concept humain, parce que, dans ce dernier, il y a encore une grande part d'indéterminé, et il y aura sans doute toujours une grande part d'indéterminable.

— D'autres psychologues comme SPRANGER et STERN donnent comme objet à la psychotechnique, l'étude de la personnalité sous l'angle de l'idéalisme et de la finalité : elle est considérée comme une structure non seulement biologique, mais spirituelle, ayant un but immanent, le bonheur, la satisfaction des instincts. C'est de cette structure, de cette globalité, que dépend le comportement humain. Ce comportement échappe à l'expérimentation, et relève de l'observation.

Notre opinion se rapproche de celle de SPRANGER, lorsqu'il prétend, dans son ouvrage sur la psychologie de l'adolescence, que les psychologues se sont trop contentés, jusqu'à nos jours, de traiter les questions de psychophysiologie ou d'analyser les diverses facultés de l'enfant, au lieu de faire porter leurs efforts sur l'étude de la personnalité infantile. Or, il s'agit pour une psychologie concrète, de saisir la vie psychique de l'enfant, dans son ensemble et son originalité, et non pas de le dissoudre en une poussière de phénomènes psychologiques. Il est nécessaire de comprendre cette vie spirituelle de l'enfant en général.

— Alfred BOUTINAUD dans son remarquable ouvrage : « Parents et éducateurs modernes », a fixé exactement la position de la question, en déclarant que, jusqu'à la grande guerre, l'effort des chercheurs s'était porté surtout sur l'étude des phénomènes psychophysiques et psychophysiologiques, et que c'était le règne de la psychologie sans âme, le triomphe des sciences positives ayant entraîné le dédain et l'abandon de la métaphysique. Cette psychologie expérimentale, ne devait pas tarder à buter contre les problèmes mêmes qu'elle avait prétendu éviter : le moi, la personnalité, l'âme. Elle avait mis son ambition à n'être qu'une science naturelle comme les autres, mais elle devait fatalement se heurter au problème de la personnalité, et renoncer à faire entrer toute la vie psychique, en formules simples. On avait voulu supprimer l'âme, mais en agissant ainsi, on avait voué la psychologie à la décadence et à l'impuissance. Sous l'influence du matérialisme et du mécanisme, elle en était venue à perdre de vue l'homme vivant, et à manquer de réalisme ; à notre époque, on aspire à *connaître* et à *comprendre* l'homme comme un ensemble.

La Caractérologie, ou l'étude du Caractère, occupe d'ailleurs une place de premier rang dans le domaine de la

nouvelle psychologie concrète, et les chercheurs se tournent volontiers vers elle. Cela ne veut pas dire que, dans cette recherche nouvelle, tout le monde soit entièrement d'accord sur les principes de cette science. Les disciplines sont diverses : Physiognomonie, phrénologie, graphologie, théorie des tempéraments, psychologie proprement dite, psychagogie, psychothérapie, etc... Notre siècle a mis son espoir dans les techniques, et beaucoup ont pensé que les procédés techniques, et les méthodes correctement employées suffiraient à tout, au point même de remplacer et de rendre inutile la formation philosophique et psychologique et la culture, et de suppléer à la personnalité ; illusion dangereuse. Il faut, en effet, des connaissances doctrinales approfondies, si l'on veut pouvoir assimiler ce qu'il y a d'utile dans les théories modernes de psychopédagogie et de caractérologie.

Il y a des années déjà que la psychologie moderne, s'oriente vers la scolastique. Le philosophe Franc BRENTANO, qui a formé les maîtres qui s'appellent STUMPF, HUSSERL, MASARYK, VON EHRENFELS, UTITZ, MARTY, KRAUS, KASTIL, pour ne parler que des plus illustres de ses disciples, a puisé son inspiration chez ARISTOTE et SAINT THOMAS. Qui ne sait, d'autre part, les affinités de la phénoménologie avec la scolastique ? On peut en dire autant de l'école des psychologues de Wurtzbourg. La valeur scientifique et sociale des RR. PP. GEMELLI, MAGER et LINDWORSKY, est également bien connue.

On peut conclure de cela, avec Alfred BOUTINAUD, qu'on ne saurait trop promouvoir la philosophie thomiste, « puisqu'elle contient dans son sein, tous les germes précieux des doctrines vraies de la psychologie moderne, sans tomber dans les erreurs manifestes où se fourvoie cette même psychologie. Les chercheurs scientifiques pourront puiser abondamment aux richesses

qu'elle apporte, à ceux qui n'ont pas peur de l'effort intellectuel. Psychiâtrie, psychothérapie et pédagogie, ont tout à gagner à s'imprégner des enseignements du thomisme. Et les courants modernes de la psychologie concrète, et de la caractérologie avec leurs études sur la personnalité, ne font que mettre encore plus en lumière la haute valeur de la « philosophia perennis ».

Dans une étude parue dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} octobre 1940, Albert RIVAUD dit, qu'avant toutes choses, il faut sensibiliser les âmes et les rendre réceptrices ; les gestes du corps se traduisent en mouvements de l'âme, et l'ordre se propage du dehors au dedans, avant de partir de l'âme pour rayonner dans les expressions du corps : il faut plier la machine, suivant l'expression de PASCAL.

Enfin, Georges LAMIRAND estime, dans son livre sur le rôle social de l'Ingénieur :

Que le sens humain, la réalité du sens humain, c'est autant l'humanité vivant dans les Cités, l'inquiétude ou le bonheur des familles des travailleurs, que le prix de revient d'un produit, ou le bénéfice d'une exploitation. Dans les conditions actuelles de l'économie, l'industrie est l'art de transformer les matières premières en billets de banque ; la société industrielle, doit au contraire, être d'abord une machine à faire vivre ceux qui lui apportent leur intelligence et leur force : du plus modeste au plus important des collaborateurs, tous sont des hommes, et non pas des matricules. Si les ouvriers se rendent compte que la gestion est juste et humaine, ils ne ménageront pas leur collaboration, mais travailleront d'un cœur joyeux à l'œuvre commune. Tout a une fin sociale dans la vie d'usine.

Nous avons tenu à mettre ces quelques idées en lumière, afin de bien souligner que les diverses formules appliquées en psychotechnique, résultent de l'une ou

l'autre de ces doctrines. A notre avis, l'Orientation est surtout affaire d'observation : elle ne peut avoir d'autre but que la recherche de la personnalité. La Sélection et l'Appropriation, ont voulu voir seulement la partie réflexe de l'homme, en ignorant par système son âme spirituelle, qui est son seul vrai moteur ; elles ne connaissent que l'homme utilitaire, dont la fin et le bonheur sont dans le métier. D'autres ont voulu voir, au contraire, dans l'homme, la totalité de la personne humaine, et c'est dans cette vision complète qu'est la raison de leur succès. L'âme seule n'est pas un être, a écrit Saint Thomas, le corps seul n'est pas un être, dans l'existence ils ne sont pas deux choses. La pensée dans une phrase, n'est pas distincte de son expression, toucher aux mots dans un vers, c'est en faire évanouir la poésie, ainsi l'âme et le corps sont un.

CHAPITRE IV

LES CONGRES

L'existence des Congrès démontre que certaines doctrines sociales et scientifiques, après avoir été expérimentées dans les laboratoires, ont besoin de s'affronter avant d'arriver à se fixer définitivement.

Pour la première fois, en 1894, à Budapest, le Congrès d'Hygiène et de Démographie, avait à son ordre du jour, des questions de physiologie appliquées au travail. Le Docteur Jules FÉLIX, de Bruxelles, faisait au Congrès, la déclaration suivante :

« Le sommeil ne suffit pas comme repos à l'homme civilisé ; mais il est nécessaire, indispensable, pour que l'homme puisse conserver la plénitude de ses facultés physiques, intellectuelles et morales et ne pas dégénérer, de varier ses travaux, aussi bien que ses plaisirs. L'homme qui se soustrait à cette loi naturelle, devient une véritable machine, et la routine tue en lui tous les sentiments et toutes les facultés ».

Au même Congrès, le Docteur ROTH, de Berlin, présentait une statistique des accidents du travail, et en tirait la conclusion que la durée du travail, doit être en rapport avec la fatigue, et le danger que présente un travail professionnel dans son exercice.

Bruxelles, 1903. — Ce Congrès pose la question « Comment peut-on, par des mesures physiologiques étudier

la fatigue ? », et adopte une résolution disant que les données scientifiques de ce moment-là ne permettent pas de fournir des bases numériques de la fatigue, au regard de l'organisation professionnelle du travail.

Berlin, 1907. — A l'ordre du jour du Congrès, se trouve l'étude du surmenage dans le travail professionnel.

Genève, 1920. — A l'occasion des cours organisés par l'Association Suisse des Conseils d'Apprentissage, le Directeur de l'Institut J.-J. Rousseau de Genève, M. Pierre BOVET provoque une réunion de psychologues s'intéressant à l'Orientation Professionnelle. Ce fut la première Conférence Internationale de *psychotechnique* appliquée à l'Orientation Professionnelle, à laquelle les principales nations européennes furent représentées.

Le but de la Conférence était de s'entretenir de questions relatives à la psychotechnique de l'Orientation Professionnelle, à ses difficultés et aux problèmes qu'elle pose. Sa conclusion fût qu'on se trouvait partout en période d'essais et de tâtonnements, mais que les expériences faites étaient encourageantes.

Barcelone, 1921. — 2^e Conférence internationale de psychotechnique appliquée à l'Orientation Professionnelle et à l'organisation scientifique du travail. On y entend pour la première fois des études sur la « sélection du personnel ».

Milan, 1922. — 3^e Conférence de psychotechnique. On s'y occupe pour la première fois de l'analyse du travail industriel et du rôle de la physiologie et de la psychologie dans la prévention des accidents du travail en relation avec la sélection ouvrière.

Paris, 1929. — M. LAUGIER, Directeur de l'Institut National d'Orientation Professionnelle qui vient d'être

fondé, présente au Congrès toute une série de tests étalonnés ou en cours d'étalonnage. En clôture, le Congrès émet la recommandation suivante :

« L'expérience acquise et les études déjà entreprises montrent que la fréquence et la gravité des accidents dépendent non seulement des dangers inhérents au genre de travail, mais aussi de facteurs physiques, physiologiques et psychologiques. En plus des investigations portant sur des éléments matériels, d'autres investigations doivent être entreprises au sujet de ces autres facteurs. L'aptitude professionnelle et l'intérêt qu'il porte à son travail, étant des facteurs d'une importance capitale au point de vue sécurité, il est essentiel que les Etats *encouragent les recherches scientifiques*, relatives aux meilleures méthodes d'Orientation et de Sélection professionnelle et leur application pratique. .

Le 9^e Congrès de psychologie tenue en 1929, à l'Université de Yale, présente des études sur la mesure et la définition de l'habileté, sur l'analyse du mouvement, la mésadaptation, le caractère, la personnalité, l'intelligence générale, la psychologie de la musique, les méthodes statistiques, les Tests mentaux.

1930 - *Princeton*. — Présidence de Mauss. Etude sur les monographies professionnelles.

Mars 1930. — L'Association des Orienteurs de France propose un plan d'organisation de l'Orientation Professionnelle en se plaçant d'après un triple point de vue, connaissance de l'enfant, connaissance de la profession, connaissance du marché du travail.

Nous arrêterons là ce simple regard jeté sur une terminologie, un vocabulaire, des idées. Au cours de la période que nous venons de traverser, des physiciens,

des chimistes, et des mathématiciens, ont essayé de rechercher les lois de l'effort humain ; des physiologistes et des médecins ont essayé de trouver les causes des accidents et de la morbidité, et de les trouver dans la fatigabilité des travailleurs ; des psychologues ont tenté de dégager la primauté du facteur humain et de créer une meilleure organisation du travail, en vue de permettre à l'homme de travailler dans la joie et de réaliser sa personnalité.

Nous avons vu des philosophes et des savants, déclarer que l'homme doit être perfectionné, et exactement adapté à son travail si l'on veut obtenir de lui un meilleur rendement, dans un moindre temps avec moins de fatigue, et essayer de trouver des méthodes, permettant de déceler les aptitudes et le caractère de chaque sujet, afin de déterminer ses possibilités, et sa meilleure utilisation sociale.

Pour essayer de dégager l'esprit de certaines législations, dont nous parlerons plus loin et de leurs applications, nous avons souligné l'influence de certaines doctrines, en exposant d'abord celles qui se rapportaient à l'homme, machine psychique, pour aboutir à celles qui recherchaient la valeur intégrale de la personne humaine.

Afin de choisir une définition qui fera ressortir l'idée de Service Social et son utilisation, nous allons rechercher ce qui caractérise la psychotechnique, et les Sciences psychologiques qui en dérivent : l'Orientation et la Sélection.

CHAPITRE V

L'APPLICATION DES IDEES

I. — LA PSYCHOTECHNIQUE.

Dans leur ouvrage précédemment cité sur « La Psychotechnique », SOLLIER et DRABS, estiment dans leurs définitions, que les Sociologues ont été amenés à constater, qu'à côté du « *facteur technique* » qu'on envisageait comme seul agent des progrès, « *le facteur humain* » jouait dans le travail moderne, un rôle au moins équivalent et que le « *moteur humain* », si spécial, méritait d'être étudié aussi scientifiquement et rigoureusement qu'un moteur inanimé, mécanique.

L'objet de la Psychotechnique est l'étude de ce facteur humain ; il s'y ajoute un *facteur social*, qui d'après eux, n'est pas de sa compétence. L'étude du travailleur, pris individuellement, reposait sur deux sciences, la physiologie et la psychologie ; celle des travailleurs, pris collectivement, suscite de nombreuses autres questions, telles que l'Hygiène et la Médecine du Travail, avec la *réglementation* et la *législation sociale* qui en découlent, et suscite des considérations *morales, sociales ou économiques* dont l'importance est devenue très grande.

Les connaissances, relatives à l'étude du Travail humain, peuvent se grouper en trois grandes catégories :

1° L'étude du *facteur humain* dans le travail, objet de la psychotechnique (psycho-physiologie et physiologie) de la *Médecine* et de l'Hygiène professionnelles.

2° L'étude du *facteur technique* : objet de toutes les sciences, des arts techniques et de la technologie dans ses rapports avec le facteur humain.

3° L'étude des *facteurs sociaux*, économiques, politiques et juridiques, ethniques, objet des sciences sociales.

La Psychotechnique dans son sens le plus large, ne constitue pas une science particulière, mais un ensemble de procédés, relevant de diverses disciplines, soumis aux règles générales de la méthode expérimentale, et ayant un but commun : la meilleure adaptation de l'homme au travail et réciproquement.

Le psychotechnicien, doit donc faire continuellement œuvre d'observation, de compréhension, d'imagination et d'ingéniosité, pour étudier toutes les formes d'activité qu'il peut rencontrer dans le travail, et pour en déduire les moyens de dépister, de mesurer chez le travailleur, les qualités qu'il doit posséder pour y être propre. Non seulement, il a besoin de connaissances physiologiques, psychologiques et technologiques solides, et d'une investigation aussi scientifique que possible, mais encore d'un entraînement continu à la recherche systématique. C'est là une conception bien éloignée de celles que se font encore beaucoup de gens, pour lesquels le psychotechnicien, ne doit recourir qu'à des sortes de barèmes ou de recettes, dont il applique les données pour résoudre immédiatement toutes les questions et tous les problèmes que soulève le travail. Obligé de faire appel à des disciplines diverses, dont la rigueur scientifique n'a pas toujours la même solidité, le psychotechnicien doit s'en tenir aux règles, aux principes et aux procédés de la méthode expérimentale, en s'efforçant, dans l'interprétation des résultats qu'il obtient, de rester aussi

objectif que possible. S'il se contentait des données pratiques actuelles de la psychotechnique, sans s'appuyer sur les sciences qui leur ont servi de base, il risquerait fort de s'écarter rapidement de la vraie voie scientifique, et ce faisant, de nuire à une discipline en pleine croissance, qu'il faut mettre à l'abri des erreurs, des exagérations et des fausses routes.

Dans la recherche des aptitudes au travail, la Psychotechnique s'applique à trois catégories de sujets :

1° *Aux jeunes gens de 14 à 15 ans* qui, à la fin de leurs études, doivent choisir un métier et entrer en apprentissage. N'ayant jamais travaillé, leurs qualités, si elles existent, n'ont généralement pas eu l'occasion de se manifester, et sont à l'état latent, en puissance, sous la forme de ce qu'on appelle communément des aptitudes. C'est sur elles que s'édifie, en majeure partie, l'*Orientation Professionnelle*.

Mais ici nous élargissons la pensée de SOLLIER et DRABS, en soulignant à nouveau, que la recherche des aptitudes, en partant de l'Orientation, ne s'applique pas seulement aux jeunes gens de 14 à 15 ans qui, au sortir de l'Ecole Primaire, veulent faire choix d'un métier ou entrer en apprentissage, mais aussi à la Jeunesse de 10 à 14 ans, dont les familles veulent connaître les aptitudes avant de la diriger vers un ordre d'enseignement ou un autre, et dans le but de corriger certaines déficiences psychiques, Elle est applicable surtout à la Jeunesse qui, après le certificat d'études, passe simplement un concours scolaire, en vue de son admission dans les Ecoles pratiques d'Industrie et de Commerce ; à la Jeunesse de 15 à 20 ans, qui sort de l'Enseignement primaire supérieur et du secondaire, et qui cherche sa direction, en vue d'un métier, d'une profession ou d'une carrière.

L'accès des études professionnelles, et des études supérieures, devrait être fermé à tous ceux qui n'au-

raient pas passé un examen psychotechnique préalable, afin de déterminer leurs aptitudes. Un bon examen d'Orientation amenuiserait la ruée actuelle vers des études supérieures, d'une Jeunesse qui n'a aucune adaptation pour une carrière, dont le choix est dû à l'entraînement de la famille ou des camarades, ou au conseil de professeurs, parfois insuffisamment documentés.

Comme l'écrit Albert RIVAUD : les Facultés sont devenues des Manufactures de bacheliers, licenciés, docteurs, agrégés. Les programmes des examens et des concours, dominant et commandent aujourd'hui, ceux de tous les enseignements. Nous avons créé un mécanisme, où tout se règle par des chiffres et des additions... sans aucune indication sur le caractère, les origines, les dispositions.. Le caractère, le sentiment profond, la vocation, autant d'inconnues !

Les bibliothèques, les laboratoires les plus riches sont inutiles, si *l'esprit* n'est pas là pour en tirer parti. Comment s'étonner que le Service de la recherche scientifique, créé à si grands frais, avec tant de collaborations, avec tout l'appareil de ses Comités, de ses Sections, ait donné si peu de résultats ? On a voulu *asservir l'esprit* au mécanisme, *l'esprit s'est vengé* en se cachant.

2^o *Catégorie - Aux sujets adultes, ayant déjà l'expérience du travail* sous une ou plusieurs formes, et qui désirent, soit de libre choix, soit contraints par la crise et le chômage, s'adonner à une autre forme de travail ; il s'agit de rechercher s'ils possèdent les qualités requises pour apprendre ce nouveau genre de travail, en vue de leur appropriation *professionnelle*.

3^o *Catégorie - Aux travailleurs qualifiés*, chez lesquels le développement des qualités nécessaires a atteint un niveau plus ou moins stable, et dont l'application pratique amène un rendement dont le taux indique leur capacité. Le degré de celle-ci, permet de les classer

dans un certain ordre, en vue de la *sélection professionnelle*.

A ces trois catégories de sujets en regard du travail, correspondent trois ordres de processus psycho-physiologiques, et trois ordres de recherches, savoir :

a) Quelles sont les grandes catégories de travaux qui cadrent le mieux avec le goût et les aptitudes présumés du sujet - *Orientation professionnelle*.

b) A-t-il les qualités nécessaires, non encore utilisées, le rendant propre au travail qu'il désire faire ? - *Appropriation ou présélection professionnelle*.

c) Quel degré de perfection, de rendement dans l'exécution du travail, ses *capacités* lui permettent-elles d'atteindre ? - *Sélection professionnelle*.

Il semble bien que le psychotechnicien n'a pas suffisamment fait ces distinctions, fondamentales cependant, d'où une certaine confusion dans le choix des procédés d'examens ou dans l'interprétation de leurs résultats.

Sur ce point, la route ne s'est guère éclairée depuis 10 ans, l'Orientation et la Sélection font l'objet de confusions regrettables : on compare aux procédés d'Orientation, des procédés de Sélection. des méthodes de sélectionneur, et nous sommes parmi ceux qui pensent que si un bon Orienteur peut faire généralement un excellent psychotechnicien sélectionneur, l'inverse n'est pas toujours vrai ; aussi allons-nous préciser la question.

II. — ETUDE COMPAREE DE L'ORIENTATION ET DE LA SELECTION.

A. — Lorsque, en mai 1918, l'Institut Jean-Jacques Rousseau de Genève ouvrit un cabinet d'Orientation, il publia un programme ainsi conçu :

Un *cabinet d'Orientation Professionnelle* est ouvert à l'Institut Jean-Jacques Rousseau à Genève, avec le concours d'éducateurs, de médecins, de commerçants, et d'industriels.

- But.* — 1° Diriger l'enfant au sortir de l'école primaire, vers la profession où comme meilleur travailleur, il arrivera au meilleur rendement, en fournissant le meilleur travail.
- 2° Amener le mutilé, l'accidenté du travail, à choisir un métier compatible avec sa blessure (appropriation).
- 3° Conduire le chômeur à exercer un métier qui tiendra compte des habitudes organiques requises.
- 4° Trouver pour l'homme âgé un nouveau travail qui n'excèdera pas ses forces.
- 5° Conseiller à la Jeunesse d'exercer un emploi qui réponde le mieux à ses aptitudes spéciales.
- 6° Dépister le *jeune homme bien doué* pour le diriger vers un organisme scolaire approprié, qui n'en fasse pas un fruit sec.

Nous trouvons dans ce programme les buts de l'Orientation et de l'Appropriation, mais il n'y est pas encore question de Sélection.

DE QUOI DOIT SE COMPOSER UN EXAMEN PSYCHOTECHNIQUE ?

1° *Un examen de connaissances* oral et écrit, portant sur les matières d'enseignement, se rapportant le plus à la profession — orthographe, calcul, dessin, expression orale et écrite.

2° *Un examen d'intelligence théorique* ayant trait à la mémoire, à la forme d'attention, à la combinaison logique, à l'abstraction, à la concentration.

3° *Un examen d'intelligence pratique*, aptitudes à l'adaptation, *capacités constructives*, sens de la technicité de l'organisation.

4° *Un examen de l'habileté manuelle*, exercices simples, travail d'exactitude des deux mains, rythme du mouvement.

5° *Un examen des fonctions sensorielles* - coup d'œil, sens des formes, des couleurs.

6° *Un examen de l'état physique* - force des mains, fatigabilité, santé générale.

7° *Une étude sur le comportement* de l'enfant dans son milieu familial et social.

8° *Une étude sur la santé* de l'enfant.

9° *Il importe de montrer* à l'enfant ses possibilités en raison de ses aptitudes, ses déficiences en vue d'une réadaptation, un but à atteindre.

A quoi vont servir les conclusions de cet examen ?

Qui en tirera profit ?

1° La chose = Sélection.

2° La personne = Orientation.

Le Docteur WALLON, dans son ouvrage sur les principes de psychologie appliquée (7), met en parallèle le rôle de l'Orientation Professionnelle et de la Sélection, et précise leurs buts. Le travailleur, dit-il, doit être choisi pour sa tâche suivant ses aptitudes. C'est en cela que consiste la Sélection Professionnelle. Mais il convient d'aider le travailleur à choisir la tâche qui lui convient

(7) Dr Henri WALLON. — « Principe de psychologie appliquée » (Colin, 1938).

le mieux, c'est à quoi répond l'Orientation Professionnelle.

Et il ajoute : La machine en élargissant son rôle réduit celui de l'activité de l'homme ; elle l'incorpore au cycle des opérations : l'homme tient à côté de la machine le rôle d'organe spécialisé, la majeure partie de lui-même se trouve exclue de son travail. Même sans machine l'organisation de plus en plus spécialisée et différenciée du travail, multiplie le nombre de ceux qui n'ont qu'à répéter sans cesse un même geste.

L'apprentissage, dont le but doit être d'acquérir plus de capacité et de savoir, risque d'être orienté vers cette mécanisation de l'individu en vue des seuls gestes de son emploi. Les contraintes qui en résultent, risquent finalement de nuire à la personne, et c'est ainsi qu'il appartient à la physiologie d'entrer à l'Ecole, à l'Atelier, à l'Usine, pour servir à l'organisation des études et du travail.

On parle fréquemment, à l'heure actuelle, de la méthode du Docteur CARRARD, utilisée à l'Ecole d'Apprentissage de l'Electro-Mécanique, 6-7, Place de la Buire, à Lyon.

Cette méthode de Sélection et d'Appropriation, commençant par un préapprentissage de trois mois, est basée sur la décomposition des gestes que comporte toute une série de travaux. On classe un ensemble de gestes communs, afin de donner au sujet une formation polyvalente. La spécialisation ne viendra que lorsque le sujet se sera approprié tout un ensemble de gestes que l'on retrouve, par exemple, chez l'ajusteur, le tourneur, le fraiseur ou bien le forgeron, le chaudronnier, le tôlier, etc... Cette méthode est une excellente méthode éducative de pré-apprentissage et d'apprentissage, mais non d'Orientation professionnelle. Les psychotechniciens formés suivant la méthode Carrard, seront d'ex-

cellents sélectionneurs, mais plus difficilement des Orienteurs.

On retrouve dans la méthode Carrard certains principes déjà précisés par TAYLOR, mais appliqués dans un autre esprit :

1° Adapter l'outillage à l'ouvrier, de manière à lui *éviter tout geste inutile*.

2° Après la décomposition minutieuse des mouvements, lui *imposer* les mouvements reconnus.

3° Régler la cadence du travail sur le chronométrage des sujets les plus rapides.

Le Docteur CARRARD préconise la décomposition des mouvements pour éviter tout geste inutile, réduire la fatigabilité, et donner une éducation polyvalente et non spécialisée, afin que, si le chômage survient dans une spécialité, le sujet puisse trouver du travail dans des spécialités, où se retrouvent des gestes de base équivalents.

Malgré des points communs, ces méthodes diffèrent par leurs buts. Chez TAYLOR, c'est l'élimination préalable de tous les sujets réfractaires au dressage convenu ; chez le Docteur CARRARD, le but est d'appropriier le sujet à un plus grand nombre de gestes, pour lui donner de plus nombreuses chances d'éviter ces éliminations.

Dans les deux cas, la tentative de façonner le matériel humain et de le dresser au rythme d'une ou de toute une diversité de machines, a démontré que la personne humaine a des lois, dont la connaissance est indispensable à qui veut utiliser ses services, et qu'il y a lieu de tenir compte de la diversité des constitutions individuelles, de la solidarité de l'être entier avec l'effort exigé de lui, et l'existence de lois biologiques, psychologiques et sociales qui régissent les réactions de chaque individu.

B. — Au sujet de la méthode Carrard appliquée au Centre de pré-apprentissage de Belle-Ombre à Clermont-Ferrand, le chef Toulemonde indiquait dans *Jeunesse-France* du 21 juin 1941, qu'on avait choisi cette méthode parce qu'elle avait obtenu des résultats appréciables, aux Ecoles d'apprentissage de la Firme Michelin (8), et faisait appel à l'esprit d'observation du garçon, lui donnait le goût du travail bien fait et le lui apprenait rapidement. Cela correspondait donc au but de l'Ecole qui est de donner aux garçons une formation générale et une formation technique par l'initiation aux métiers de base : ajustage, menuiserie, etc...

Prenons l'exemple du burinage. On recherche toutes les difficultés de ce travail. Arrêtons-nous à la première : la tenue du marteau. Après analyse, on s'aperçoit qu'il est préférable de manier le marteau dans un plan vertical (la frappe est plus précise, la fatigue moins grande, etc...) Il y a donc lieu d'assouplir le poignet de l'apprenti, et cela nécessite un exercice de cette articulation. D'ailleurs, on ne prend qu'une difficulté à la fois, et on ne passe à la suivante que si la précédente a été vaincue.

Cette méthode est expérimentale, concrète et non théorique. En formation générale, on veut que les garçons réalisent bien ce que c'est que le nombre. Pour cela on leur donne plusieurs cercles en contre-plaqué de diamètres différents. On leur fait mesurer pour chacun des cercles, la longueur de la circonférence et du diamètre, on leur fait faire la division, et ils trouvent ainsi un nombre constant.

La méthode veut aussi, et ceci est une des particularités les plus intéressantes, que l'élève ait constamment le moyen de contrôler si son mouvement est juste. Dans

(8) Ecole Chainas. Ecole des petits ouvriers Michelin. Ecole des Apprentis Michelin.

le travail de la scie, on veut que l'élève déplace la lame bien horizontalement (ce qui est indispensable pour faire un tenon par exemple). Pour cela, on lui fait faire l'exercice suivant : on lui donne une scie sans dents en aluminium (ce métal marque une trace noire sur le bois) et une pièce de bois très légèrement bombée, qu'il fixe sur l'établi ; si le mouvement est correctement exécuté, on aura un petit trait au sommet de la convexité ; si la scie a un mouvement de tangage, le trait sera marqué sur toute la face supérieure de la pièce. L'élève pourra donc voir s'il a bien travaillé ou non.

L'élève a fini son travail, par exemple, l'ajustage ; il a terminé un cube coté, il lui faut donner une note. C'est lui qui va se la mettre lui-même. On lui présente des cubes plus ou moins bien réussis, que le moniteur a notés de 0 à 20. L'élève doit comparer sa pièce aux cubes notés et se juger lui-même. Il acquiert ainsi jusqu'à la fin de son travail, l'habitude de se contrôler et de juger lui-même si son travail est bien fait.

Cette idée de travail bien fait, domine toute la méthode. A l'école des apprentis Michelin, le programme prévoit la fabrication d'une chignole, dont l'élève sera le possesseur une fois l'objet terminé. Mais si cet outil n'est pas très bien fait, le garçon n'a pas le droit de l'emporter, car on n'admet pas qu'un travail soit à moitié réussi.

On sent à Belle-Ombre et aux écoles Michelin, les moniteurs constamment soucieux de donner le goût du travail à leurs élèves. On veille à la propreté, à l'ordre, les locaux sont clairs. On sent également tous les moniteurs convaincus de ceci : c'est par le travail que l'élève aura le désir de se former, de rechercher le beau, de se cultiver.

Pour souligner encore les différences qui existent entre l'Oriental Professionnelle et la Sélection, nous

citerons un passage d'une conférence faite par M. LUC, Directeur Général de l'Enseignement Technique, le 9 mars 1939, au Musée Pédagogique.

« On n'a pas résolu le *grand problème social* et humain de l'Orientation, quand on a fait de la *Sélection*. Le seul terrain solide, c'est l'individu, mais l'Orientation doit réaliser, ce que la science grecque et Aristote considéraient comme impossible « La Science de l'Individu ». La connaissance de l'homme et de l'adolescent, a fait récemment des progrès considérables, et désormais en matière d'Orientation, l'accent est passé, du métier proprement dit, à l'homme.

Dans la Sélection, l'accent est sur le métier, c'est un ensemble de procédés scientifiques, qui ont pour but de déceler si le candidat à un métier ou à une carrière, possède les aptitudes requises pour cette carrière ; c'est le métier qui fait loi ».

C. — A titre d'exemple, voici quels sont les procédés de sélection ouvrière, utilisés aux Usines « d'Herstal » en Belgique et « Michelin », à Clermont-Ferrand.

1^{er} Temps. — Examen administratif du candidat, âge, antécédents, curriculum vitæ.

2^e Temps. — Examen médical des candidats non écartés au 1^{er} temps.

3^e Temps. — Examen psychotechnique des candidats non éliminés au 2^e temps. Examen qui porte sur l'adresse, l'attention, la résistance à la fatigue.

Les résultats permettent de classer chaque sujet à sa place, avec un maximum de chances de succès, et un minimum d'hésitation et de perte de temps.

Nous avons donné en exemples :

1^o L'ensemble des opérations que comporte un examen psychotechnique d'Orientation.

- 2° Un exemple d'appropriation et de sélection en cours de pré-apprentissage aux Usines de l'Electro-Mécanique et au Centre de Belle-Ombre.
- 3° L'exemple de sélection des Usines d'Herstal et Michelin.

Nous ne citons ici que des exemples de sélection normale, pratiquée dans un assez grand nombre d'Usines, car nous ne rangerons pas dans la catégorie « Sélection », des procédés qui ne sont autre chose que l'abus de l'homme en vue du meilleur rendement d'une chaîne ou d'une machine. Dans son ouvrage déjà cité, le Docteur WALLON est sévère pour les abus de la Taylorisation. Le principe avoué de la méthode, dit-il, est qu'il faut avant tout, supprimer chez l'ouvrier, toute réaction de choix, parce qu'elle est mangeuse de temps : il faut substituer à son rythme personnel, le rythme reconnu comme aboutissant au meilleur rendement. Il en résulte l'élimination de quiconque est incapable de suivre le mouvement prescrit. Simple caricature de la vraie sélection professionnelle, cette façon de faire a trop souvent le tort de n'être pas préventive, c'est-à-dire de mesurer non l'inaptitude, mais l'usure de l'ouvrier après plusieurs mois ou plusieurs années de travail. L'économie d'exploitation réalisée dans ces conditions par une entreprise particulière, se traduit par un gaspillage de main-d'œuvre, dont pâtit le corps social.

Par ce qui précède, nous avons vu que, entre la Sélection et l'Orientation, les points de vue sont opposés bien que, parfois, les procédés de recherche présentent des similitudes. Dans le premier cas, il s'agit de rechercher le sujet, qui n'a pas de contre-indications pour certain travail, et qui paraît avoir le plus de qualités pour effectuer ce travail ; dans le second cas, il s'agit de rechercher les aptitudes d'un individu, afin de l'aider à se diriger vers une profession. L'Orientation travaille dans

l'intérêt de la personne humaine, elle est toute au bénéfice du sujet.

Il y a des opérations extrêmement intéressantes et importantes, qui mettent en jeu le triple mécanisme de l'Orientalisation, de la Sélection et de l'Appropriation, lorsqu'il s'agit d'examens d'entrée dans une école d'apprentissage en Usine, opérations qui sont faites couramment au Centre de la Chambre de Commerce de Marseille, 2, rue Saint-Jacques.

Les opérations préliminaires, consistent pour les psychotechniciens, à aller se rendre compte du travail exigé des apprentis à l'usine même, à mener des enquêtes auprès des ingénieurs, des chefs d'ateliers, et des ouvriers, pour connaître les détails du travail de chaque poste, à procéder à l'analyse des gestes professionnels, à étudier ou rechercher les causes des accidents du travail, afin de choisir ou d'établir des tests, qui permettront de déceler les aptitudes requises pour l'exercice des différents métiers pratiqués à l'Usine.

D. — Un autre procédé que nous utilisons, lorsque les chefs d'industrie y consentent, consiste à examiner les ouvriers de l'usine, à les classer en deux lots : celui des bons et celui des mauvais, et à s'attacher à distinguer ce qui les différencie. Cette étude se fait par des moyens cliniques, des moyens médicaux (recherche de la lacune ou de la tare) et des moyens spéciaux, relevant de la psychotechnique, et consistant à faire effectuer une série de tests oraux, graphiques ou instrumentaux, et à comparer les résultats obtenus chez les bons ouvriers et chez les mauvais. Ces différents examens, permettent d'étudier les divers seuils sensoriels, moteurs, intellectuels ou caractériels et leur classement par ordre d'importance pour un ou plusieurs métiers déterminés.

Pendant cette période d'étude, l'usine fait sa publicité, et après une sélection administrative, présente une

liste de 120 à 150 candidats pour une quarantaine d'apprentis à recevoir. Lorsque ce premier choix est fait, le Centre procède alors à l'examen complet de ces sujets. Cet examen comprend : des enquêtes familiales établies par l'assistante sociale attachée au Service, afin de connaître le comportement de la famille et l'attitude du sujet dans son milieu, une enquête scolaire, une visite médicale approfondie et des épreuves psychotechniques durant plusieurs heures.

Après correction et étude des résultats, le Centre indique à l'Usine les bons sujets qui auront le maximum de chances de réussir dans le métier choisi, les sujets moyens et ceux qu'il convient d'éliminer par suite d'une insuffisance ou d'une déficience physiologique, mentale, manuelle, etc... Nous remettons à la Direction de l'usine les graphiques d'aptitudes psychologiques, techniques, manuelles et un profil biométrique établis pour chaque candidat, ainsi qu'une appréciation sur leur valeur et leurs possibilités professionnelles. Nous joignons à ces graphiques, un tableau du classement de tous les sujets d'après leur rendement dans chaque test. Ce tableau nous permettra de rechercher l'accord qui existe entre chacun de ces classements, et le classement professionnel qui sera fait à l'usine au cours des années d'apprentissage lorsqu'il s'agit d'apprentis, ou qui est déjà établi lorsqu'il s'agit d'ouvriers à sélectionner. L'étude des corrélations entre ces classements, nous permettra de contrôler la validité de nos tests et la sûreté de notre diagnostic.

L'Usine saura, d'après ce tableau, les sujets qui sont les meilleurs manuels, et ceux qui ont les meilleures notes d'ordre, de précision, d'attention, d'intelligence, de mémoire, et pourra suivre leur comportement tout au long de leur apprentissage, et nous en faire part. C'est en collaboration avec l'usine que nous choisissons les

candidats reçus. Nous ne délivrons le certificat d'Orientation Professionnelle qu'aux sujets que nous considérons comme capables de s'adapter au travail et au rythme de l'usine. Si l'usine choisit des sujets qui figurent dans un rang inférieur sur notre classement, nous déclinons toute responsabilité à leur égard.

Il est intéressant de souligner qu'il arrive assez souvent, qu'un sujet ayant obtenu un bon rang dans le classement psychotechnique, n'a qu'une place inférieure dans le classement effectué par l'usine à la suite du concours scolaire auquel elle soumet tous ses apprentis avant leur admission.

Sur notre initiative, et pour contrôler la valeur de nos résultats, les usines pour lesquelles nous avons travaillé ont accepté de prendre quelques-uns de ces sujets « à l'essai » pendant quelques mois. Elles ont reconnu leur parfaite adaptation au travail qui était exigé d'eux.

Lorsque ces examens s'appliquaient à des apprentis de 2^e ou 3^e année ou à des ouvriers, ils nous ont permis dans bien des cas de faire « reclasser » dans la catégorie des bons sujets certains d'entre eux considérés comme médiocres, parce qu'ils avaient plus d'aptitudes pour réussir dans une autre tâche ou parce que la façon de les conduire n'était pas la bonne ou inversement. Ces examens ont donc comme but : la sélection des bien doués, l'élimination des mauvais, et le reclassement de certains sujets considérés comme insuffisants.

Le Centre garde le dossier de chaque sujet, rigoureusement couvert par le secret professionnel, et ne donne à l'usine, comme nous l'avons vu, que les éléments suffisants pour apprécier la valeur des candidats.

Que deviennent les laissés pour compte ?

Le Centre d'Orientation reprend leur dossier, revoit les qualités particulières à chaque sujet, converse avec l'enfant, appelle les familles pour leur faire connaître

ses conclusions, et leur donner des conseils d'orientation pour la meilleure utilisation des facultés de chacun. Il confie ensuite famille et enfants à son Service Social pour que celui-ci les dépanne en tenant compte des qualités propres à chacun.

Dans des opérations de ce genre, chacun opère suivant sa fonction. Les Services d'Orientation font un examen psychotechnique afin de se faire une opinion sur les aptitudes des sujets.

L'Usine fait sa sélection.

Les Services d'Orientation reprennent les dossiers pour approprier suivant leurs aptitudes, ceux qui n'ont pas été admis.

La Sélection est opération brutale ; les ponts sont coupés avec la décision de l'Usine : le sujet est pris ou rejeté et le maître de la décision ne s'en occupe plus.

L'Orientation a un rôle continu, plus souple, plus au service de l'individu, puisqu'elle le reprend lorsque l'Usine l'abandonne. Si, en effet, pour certaines professions, il y a des insuffisances qui sont une cause radicale d'élimination, il existe d'autres professions qui requièrent un ensemble d'aptitudes entre lesquelles une compensation est possible. Il s'agit donc de chercher quelles pourront être les aptitudes du sujet pour les emplois qu'il peut y avoir à pourvoir.

Ayant à se prononcer sur la destinée d'un sujet et à envisager sa personnalité totale, l'Orientation ne saurait s'en tenir aux seuls critères de la Sélection ; elle ne peut, le plus souvent, se contenter, ni de leur précision, ni de leur spécialisation, car il ne s'agit plus de savoir si un individu est apte à telle ou telle fabrication, mais de rechercher dans quel ordre d'occupations il pourra se réaliser lui-même ; aussi l'Orientation nécessite-t-elle des méthodes d'expérimentation et d'observation qui

décomposent en une multitude d'aptitudes le pouvoir d'adaptation du sujet.

La conclusion de cela est claire, aucune assimilation n'est possible entre l'Orientation et la Sélection. Ce sont deux disciplines qui diffèrent par leur but, les intérêts mis en jeu, la nature des sujets, les méthodes, les agents d'exécution.

La Sélection est pratiquée généralement dans des laboratoires d'administration ou de grandes entreprises publiques ou privées par des psychotechniciens formés à faire toujours les mêmes recherches en vue du même but, la meilleure adaptation du sujet à la machine, et l'évitement des accidents ; la seule variante est la différence et la succession des sujets.

Les conclusions des épreuves de sélection sont brutales : le sujet est apte ou inapte, choisi ou rejeté sur la réussite d'un ensemble de réactions et en oubliant par système que tout homme est un complexe qui a des tenants dans un milieu familial et social et qu'il a en lui une part de spirituel qui l'anime et qui diffère de toutes les autres réactions psychiques ou nerveuses. PASCAL se serait-il trompé quand il disait qu'il faut plier la machine et la rendre plus humaine ?

Les Docteurs NOBÉCOURT et BABONEIX écrivaient dans un ouvrage publié chez Masson en 1939 :

« A côté de l'Orientation Professionnelle, il y a une
« *Orientation humaine*. Nous possédons corps, âme et
« esprit, ou si quelques-uns préfèrent un corps, une
« sensibilité et une intelligence et nous ne pouvons
« pleinement réaliser notre vie que si nous y trouvons
« ce qu'il faut pour cultiver ces trois composantes et
« garder notre équilibre ».

« Cette *Orientation humaine* a été gravement négligée
« depuis un siècle. Nous ne pouvons expliquer autre-
« ment comment l'homme qui n'a jamais possédé plus

« de moyens matériels d'être heureux (progrès techniques, médicaux, scientifiques, hygiéniques, sociaux) ne s'est jamais senti plus mécontent et plus misérable ».

Dans son bulletin n° 66 de janvier 1941, le Supérieur des Ateliers professionnels de Don Bosco à Marseille a fixé de façon impressionnante la façon dont doit être comprise et utilisée l'Orientation Professionnelle : « née d'hier, dit-il, entourée ces dernières années encore d'une curiosité méfiante, voilà l'Orientation Professionnelle passée aujourd'hui au rang de ces « nécessités indiscutables » qui ne rencontrent plus pour adversaires que quelques esprits attardés ».

« L'opposition tient d'ailleurs à un malentendu. Qu'attendons-nous, que réclamons-nous de l'Orientation Professionnelle ? Que nous donne-t-elle ? Des diagnostics formels, contraignants, ayant valeur scientifique ? Des décisions impératives, sans appel, sur le vu desquelles sans autre intervention, l'enfant sera aiguillé nécessairement et pour la vie sur la voie indiquée ? »

« Absolument pas. Qui a jamais parlé d'Orientation Professionnelle contraignante ? La technique de l'Orientation n'est pas encore assez assurée, assez rigoureuse, tout le monde en convient, pour imposer d'aussi décisives conclusions ; quel est donc le rôle de l'Orientation ? Celui-ci :

« Négativement, mettre en évidence les inaptitudes fonctionnelles ou relatives de l'individu examiné ; faire apparaître les contre-indications. Indiquer les tares et éliminer par là toutes les directions incompatibles avec le passif du sujet ».

« Positivement, fixer les branches possibles et préciser le degré d'aptitude pour chacune d'elles. Donner des indications, guider, aider. Conclusion d'une investigation prudente, donner à la famille et à l'intéressé un conseil qui pourra être librement suivi ou rejeté ».

« L'Orientation, sous cette forme, est inattaquable. A l'Oratoire, on l'a compris ainsi : brisant avec la routine, on utilise à fond ce précieux élément d'aiguillage ».

« Plus de soixante jeunes apprentis sont déjà passés au cours du premier semestre de l'exercice 1939-1940 au Centre Technique d'Orientation Professionnelle de la Chambre de Commerce. Le dossier d'Orientation est devenu une pièce « nécessaire » réclamée de chaque enfant à son entrée dans la maison. L'admission dans un atelier n'est prononcée qu'après étude du dossier d'Orientation et toujours en collaboration avec la famille et l'enfant ».

« Est-ce user de trop de soins lorsqu'il s'agit de trouver sa place à un enfant dans notre Société moderne aux rouages si multiples et aux besoins si compliqués ? Est-ce user de trop de soins lorsqu'il s'agit d'arrêter le point précis, unique, où se réalisera l'épanouissement le plus heureux de l'intelligence et de la personnalité d'un enfant et pour tout dire de sa vie totale, matérielle et morale ? »

On ne saurait mieux dire.

E. — Nous ne voulons pas terminer ce chapitre sans mentionner les méthodes utilisées par certaines nations pour sélectionner leurs armées, car si leurs résultats plaident en faveur d'une sélection bien comprise, ils démontrent aussi les conséquences redoutables qu'elles entraînent lorsque l'homme n'est plus considéré que comme un moyen.

La guerre pose à l'homme les problèmes les plus variés et les plus difficiles. Il ne les résout qu'au prix des pires difficultés et des plus grands sacrifices. Rien d'étonnant s'il s'y prépare avec tous les moyens que peuvent lui offrir la science et la technique nationales. La guerre ressemble un peu à une immense composition :

le prix est remporté par l'élève qui l'a préparée le plus minutieusement. Les dons ne suffisent pas : au courage doit s'ajouter le travail.

Tout le monde sait que, lorsque l'Amérique décida de participer à nos côtés à la guerre de 14-18, elle eût à créer de toutes pièces une armée. A cet effet, elle eût la sagesse de demander à ses psychotechniciens de créer des Tests qui permettraient de connaître les aptitudes de chaque homme, afin de le mettre dans l'arme pour laquelle il se trouvait le mieux adapté. Ce sont les fameux « Army Tests ». Elle eût soin d'ailleurs de constituer une division témoin, au sein de laquelle la répartition des sujets se fit au hasard. Les résultats furent tout en faveur des méthodes de sélection.

Nous ne pouvons pas nous rappeler sans tristesse l'insuffisante préparation de l'Armée française pour la guerre 1939-40. A notre connaissance, la sélection n'a été opérée que dans deux armes : l'Aviation et la Marine Militaire. Ne doit-on pas voir en cela les raisons de leur magnifique tenue ?

Avec quelle « Gründlichkeit » a été formé le guerrier nazi en Allemagne (9). Quelques exemples montreront avec quelle habileté et aussi quelle pénétration, la direction des forces armées du Reich, en particulier celle de la Marine, avait, dès le temps de paix, élaboré les méthodes les plus propres à sélectionner les spécialistes, dont l'ensemble constitue le personnel d'une flotte.

Les armées de terre et de l'air, avaient appliqué les mêmes procédés. Elles s'étaient attachées à former scientifiquement des types de combattants particulièrement efficaces : chasseur alpin, soldat colonial, parachutiste. C'est ainsi que l'Académie militaire d'Innsbrück avait, avec la collaboration des plus éminents alpinistes

(9) Ed. DELAGE. -- « Temps », 18 juin 1941.

— l'un d'eux avait participé à plusieurs expéditions de l'Himalaya — codifié les expériences de montagne les plus diverses. Le guide était l'objet d'un dressage approfondi. Sa tâche consistait à enseigner aux troupes l'art de l'ascension et du ski. Il était préparé à utiliser un matériel spécial, à pratiquer tous les exercices de corde, à prévoir le temps et les avalanches. Les cours portaient, en outre, sur la guerre en montagne, l'usage de la boussole et de l'altimètre, la marche sur les rochers et la glace.

Encore plus étonnantes furent les méthodes appliquées à la création du « type colonial », car l'Allemagne n'avait plus de colonies. Les « Jeunesses coloniales » se préparèrent à la dure existence africaine. En semaine, ils suivaient des « cours du soir » coloniaux, apprenaient les dialectes africains. Le Week-end se passait à élever des tentes, à grimper aux arbres, à se préparer à la vie sous les tropiques.

Pendant la guerre même, un « Corps d'Afrique » fut entraîné en vue de la lutte dans le désert. Pendant des semaines, des soldats s'exercèrent dans de vastes serres. Ils reçurent une nourriture spéciale, luttèrent contre la soif au moyen de pastilles, manœuvrèrent sur motocyclettes, tanks, chenillettes, reçurent uniquement par avions spéciaux leur ravitaillement dans des dunes de sable de la Prusse Orientale.

Quant aux formations de parachutistes et de l'infanterie de l'air, elles furent constituées avec de tout jeunes gens très sportifs, au cœur solide, aux membres élastiques et souples, sauteurs habiles, à l'abri de l'entorse et du vertige.

Peut-être moins connues encore sont les méthodes de sélection en honneur dans la Marine. Sans doute elles ne sont pas l'apanage exclusif de la Marine Leitung.

Mais c'est sur une échelle plus vaste, avec des moyens

bien plus riches et généralisées, que le Haut Commandement Allemand avait entrepris la tâche qui consistait à extraire d'une population, avant tout terrienne, les individus paraissant les mieux faits pour servir à la mer, pour s'adapter aux multiples spécialités représentées à bord d'un grand bâtiment de combat.

Comme en France, leur recrutement s'opérait selon le principe suivant : tout engagé volontaire doit être sélectionné par un examen approfondi en vue du rôle qui convient le mieux à ses facultés, aux responsabilités qui lui seront confiées.

Deux grands Centres d'examen ont été créés, l'un dans la station de la Baltique, l'autre dans celle de la Mer du Nord. Aucun candidat à un poste quelconque de la Marine (matelot - sous-officier - officier) n'est autorisé à être incorporé ou instruit s'il n'a, au préalable, obtenu un certificat de la Commission d'examen psychologique de la Marine.

La décision finale incombe d'ailleurs à l'Autorité militaire. Le Commandant en Chef désigne un Officier de Haut Grade, qui opère en liaison avec toutes les autorités de la flotte, pour déterminer le degré d'aptitudes du candidat. Son collaborateur direct est « le psychologue en chef » de la Marine : ce fonctionnaire n'a, pensons-nous, aucun similaire à l'étranger. Il établit la liaison avec les organes de recherche scientifique, dirige le travail spécialisé, la formation des autres psychologues ; surveille l'application et le développement pratique des méthodes d'examen.

A chaque commission sont affectés huit « psychologues » qui doivent faire des études universitaires complètes et être docteurs en psychologie. Ils appartiennent à un cadre spécial. Ils sont eux-mêmes choisis avec un soin extrême. A l'Université, ils ont étudié à fond la psychologie et trois matières accessoires. Ils doivent être

qualifiés pour le grade d'officier de réserve ; ils passent l'examen spécial de « psychologue » des forces de défense nationale, font trois ans de stage dans des écoles de spécialités, au laboratoire psychologique du Ministère de la Défense Nationale, avant d'être enfin nommés « assessseurs ».

Civils, ces psychologues doivent cependant penser en soldats, être de préférence anciens combattants. Au cours de nombreux embarquements dans la flotte de combat, de stages à divers cours de la Marine, ils se familiarisent avec les exigences physiques, biologiques, psychiques, des diverses spécialités. C'est ainsi qu'ils doivent connaître les qualités requises par l'activité du canonnier, du torpilleur, aussi bien que celles du mécanicien de précision ou du tourneur d'arsenal. Esprits ouverts, ils doivent rester en contact avec les Universités, les dirigeants de la Hitlerjugend, les Chefs des Industries civiles.

Les examens psychologiques sont particulièrement sévères pour les futurs officiers. Ils durent trois jours entiers. Ceux-ci ne permettent sans doute pas de scruter à fond le caractère d'un jeune homme, les juges peuvent cependant déterminer s'il est bien ou médiocrement doué, réfléchi ou léger, souple ou déprimé, s'il a du coup d'œil, du bon sens, de la bonne volonté, de l'action, ou bien s'il est déjà « calcifié à 18 ans ».

Les méthodes sont souples, vivantes. Les Tests ont pour base les formes d'expression essentielles de la personnalité : — langue, élocution, gestes, écriture — ; ils sont complétés par des renseignements nombreux sur le passé, le milieu de l'intéressé.

Pour tout futur marin, la Sélection commence par l'examen du dossier personnel. On étudie sa personnalité, sa manière d'être, de s'exprimer. L'enquête « intelligence » comporte des épreuves de mémoire, d'obser-

vation, d'imagination, de facilité, de pensée, de tendances intellectuelles, d'attention, d'adaptation. On précise ensuite les dispositions « fonctionnelles » : un futur télé-métriste doit travailler calmement, sûrement et vite. L'écouteur doit posséder une capacité de discrimination très fine à l'égard de toute source de bruits ; le type « calme » conviendra aux stations côtières, le « passionné » sera affecté à bord.

Des examens de contrôle ont lieu, pour les officiers, à la fin des cours de l'Ecole Navale, des croisières des navires-écoles et, pour les marins, à l'issue de l'enseignement de spécialités.

Une concordance d'appréciation presque totale est constatée entre les jugements de ces Commissions psychologiques et ceux des instructeurs militaires.

C'est donc une preuve originale et très vaste qui a été entreprise à la base même de la reconstitution de la jeune Marine du Reich. Le vieux principe « The right man in the right place » a été appliqué avec une science très particulière et un goût du détail spécifiquement allemand. Dans les trois armées, c'est un personnel de haute qualité, parfaitement adapté à chaque mission, qui a été chargé de la Défense de la Nation.

Et nunc erudimini.

CHAPITRE VI

LES DEFINITIONS

Nous avons déjà signalé au cours de cette étude, que le décret-loi de septembre 1922 n'envisageait l'Orientation que sous l'angle du placement et considérait celui-ci comme son but essentiel. Si l'on admet cette idée, l'Orientation ne serait plus qu'un ensemble d'opérations dont le but est la recherche des aptitudes d'un sujet en vue de son placement.

S'autorisant de la pensée de PASCAL d'après laquelle : « La chose la plus importante de la vie c'est le métier, et pourtant le hasard en dispose », M. LUC pose le principe que l'Orientation Professionnelle, le choix d'un métier sont un devoir. J'estime, dit-il, excellent le principe des stoïciens qui disent « qu'on a le devoir de se réaliser soi-même. La vertu consiste à n'être ni en-dessus, ni en-dessous de soi, on est heureux seulement lorsqu'on est à sa place ».

« Le choix raisonné d'un métier étant un devoir, quelles sont les conséquences de ce principe? Si l'on veut être l'homme de son métier, ajoute M. LUC, il faut commencer par se connaître, *le premier devoir qu'implique l'Orientation est d'aider l'individu à se bien connaître*, et de là des recherches pour connaître la valeur physiologique, intellectuelle, morale, et le caractère d'un sujet: le métier met en œuvre le corps, l'intelligence, la volonté,

le caractère, les aptitudes morales et sociales qui se résument en un mot : « la conscience professionnelle ». Si on veut être vraiment l'homme de son métier, il faut avoir de très bonne heure pensé à son métier, et pour cela avoir reçu dès la formation scolaire, des informations sur les caractéristiques des divers métiers ». — Hélas !

Nous aurons toujours devant les yeux, ce navrant défilé de jeunesse qui, après l'Armistice, est passée par centaines dans nos services : tel avait préparé des concours, n'importe lesquels, l'essentiel étant d'arriver à une fonction administrative ; tels autres avaient préparé les carrières militaires, non parce qu'ils avaient la vocation, mais parce qu'elles permettaient rapidement une certaine indépendance financière et assuraient une retraite.

Que pouvons-nous faire, disaient-ils ? et leur choix allait indifféremment d'une Ecole d'Ingénieurs à la Médecine et aux carrières coloniales et industrielles : ils avaient du goût et des aptitudes pour tout, l'essentiel était « que ça aille vite ». Et combien en avons-nous vus de ces grands jeunes gens pleurer en disant : « Nous nous sommes trompés, on nous a trompés, nous nous rendons compte que l'Enseignement qui nous a été donné ne nous mène à rien ». Grâce à Dieu, nous avons pu corriger des erreurs d'Orientation déconcertantes et déceler des vocations insoupçonnées.

La culture des vocations ! Voilà un mot qui a disparu du vocabulaire universitaire. Il y a 30 ans, on appelait les Orienteurs des « Conseillers de Vocation ». Serait-ce qu'il n'y a plus de vocations ? Lisez cette histoire :

En juin 1940, le Centre de la rue Saint-Jacques voit arriver, au milieu d'un certain nombre d'autres, deux petits gars de 14 ans, Lucien et Pierre X... mal vêtus, maigrots, les yeux brillants, l'air décidé. Leur tour venu, ils se présentent tous deux ensemble.

— Eh bien, mes enfants, qu'est-ce qu'on va bien vouloir faire ?

— Oh ! Madame, c'est bien simple, nous autres on veut être Ingénieurs des Constructions Navales...

— Ingénieurs des Constructions Navales, mais savez-vous d'abord ce que c'est qu'un Ingénieur ?

— Oui, Madame, un Ingénieur, c'est le Monsieur qui commande une Usine, qui dirige une fabrication, qui fait exécuter des pièces sur dessins qu'il a tracés, et l'Ingénieur des Constructions Navales est celui qui construit et répare des navires.

— Très bien, mais où donc avez-vous pris le goût des Constructions Navales, votre père ne travaille ni dans une Usine ni sur les quais.

— Oh ! Madame, notre amusement est d'aller sur les quais autour des bassins de radoub, autour des cales, voir construire ou réparer les navires, et nous voulons être Ingénieurs de Constructions Navales pour diriger ces travaux.

Les enquêtes rapportent qu'il s'agit d'un milieu familial pauvre, mais normal, et que les enfants sont studieux, appliqués et très compréhensifs, avec une forte volonté. La visite médicale accuse des enfants ayant souffert, et ayant besoin de bonne alimentation et de grand air.

S'agissant d'enfants qui avaient l'air de bien savoir ce qu'ils voulaient, l'examen psychotechnique fût extrêmement poussé. Les graphiques décelèrent des aptitudes psychologiques, techniques et manuelles si frappantes que le Centre ne pût s'empêcher d'appeler au téléphone les Services techniques de la Chambre de Commerce.

— Pouvez-vous recevoir deux Ingénieurs des Constructions Navales ?

Un quart d'heure après, le Service voit arriver les deux petits gars impressionnés par les beaux bureaux de la Chambre.

— Voilà, Monsieur, la dame nous a dit de vous remettre cette lettre ! On lit la lettre : Cher Monsieur, je me permets d'introduire auprès de vous les deux Ingénieurs des Constructions Navales - Signé : X...

La réaction ne se fit pas attendre ; violent coup de téléphone. — Vous vous trompez sans doute, Madame...

Le second petit gars, à qui on avait fait la leçon, s'approche du Monsieur mécontent :

— Monsieur, cette Dame m'a prié de vous remettre cette lettre, cette fois une lettre épaisse avec les résultats des examens, dans laquelle il était dit : « Bons sujets, procurer une bourse pour telle école ».

Le dossier est méticuleusement examiné... Réponse : C'est d'accord, vous pouvez les faire présenter au Directeur.

Ces enfants, ayant besoin de soins, furent envoyés par le Centre passer gratuitement trois mois à la montagne. Ils sont à l'école de bons sujets. Si on n'eût fait un examen psychotechnique très sérieux, ces pauvres petits gars seraient restés à la rue d'où ils étaient venus. Voilà un exemple de vocation.

Dominé, semble-t-il, par cette idée de métier, M. Luc dit encore : « La vie individuelle est dominée par deux principes : « On a droit au métier pour lequel on est « fait ou tout au moins on peut penser qu'on y a droit, « lorsqu'on est vraiment qualifié. D'autre part, on a le « devoir de se soumettre au métier pour lequel on a les « aptitudes les plus marquées : on a le droit d'une part « de réaliser sa vocation, d'autre part le devoir de se « soumettre à ses exigences... »

Dans un rapport établi par la Sous-Commission de la C. G. T. et adopté par la Commission Confédérale de l'Enseignement le 27 novembre 1930, il est dit que l'Orientation Professionnelle ne serait en réalité qu'une partie du problème général de la Sélection envisagée dans le projet d'organisation de l'Ecole unique. Elle aurait pour but de diriger et d'orienter chacun vers la profession où, en raison de ses aptitudes naturelles ou acquises, il est susceptible de fournir le meilleur travail et de satisfaire pleinement à ses besoins.

Elle s'adresse surtout à l'enfant qui, au sortir de l'Ecole Primaire, tâtonne et hésite avant de choisir sa voie. Si le sujet veut entrer immédiatement dans la vie active, l'Orientation doit rechercher quelle est la profession qui correspond le mieux à ses goûts et à ses aptitudes. S'il désire, au contraire, poursuivre son instruction, elle doit choisir avec lui le « type d'enseignement » le plus conforme à ses dispositions d'esprit.

L'Orientation Professionnelle ne devra d'ailleurs pas se borner à le *conseiller* au moment du choix de sa profession, mais devra également le *suivre de près*, là où il aura été placé (patron, cours, écoles), et le cas échéant, modifier l'Orientation primitive.

Elle doit tendre à éviter que les enfants ne se dirigent vers des professions sans avenir, soit du fait des transformations industrielles, soit du fait d'un trop grand afflux de main-d'œuvre.

Elle tendra à éveiller chez l'enfant le choix d'une profession mieux adaptée et lui fournira les moyens les plus aptes à lui permettre d'apprendre son métier, selon les moyens matériels de ses parents, selon ses aptitudes propres et son degré d'instruction.

L'Orientation Professionnelle est *d'ordre moral et social, puisque de sa solution dépend le bonheur de l'individu et, par contre-coup, celui de la collectivité ;*

chacun sait que les épaves sociales sont fréquemment des hommes mal orientés qui n'ont pas trouvé dans leur profession le contentement intérieur auquel ils ont droit.

Chaque pays devra donc utiliser au mieux toutes ses forces et tous ses moyens d'action, en vue d'une production en rapport avec les besoins de la consommation. Or, le facteur humain jouera un rôle essentiel dans cette organisation, d'où l'importance capitale de la question qui nous préoccupe.

A la suite, le rapport établit tout un programme d'organisation de l'Orientation et de l'Apprentissage, qui a visiblement inspiré le décret-loi du 24 mai 1938 et les décrets d'application qui ont suivi, et sur lesquels nous aurons à revenir.

Dans une étude publiée en 1939 dans *L'Etudiant Socialiste*, le philosophe Marcel DEAT, examinant sous une forme très générale le problème de l'Ecole unique, considère que l'Enseignement secondaire ne doit pas avoir pour fonction de « sélectionner une élite » :

« Transposant, dit-il, la hiérarchie des valeurs sociales sur le plan de l'intelligence, nous évaluons les niveaux spirituels et culturels selon une table qui n'est pas faite pour eux, envisageant au surplus, deux idées complémentaires, mais distinctes : celle de l'utilité sociale de la fonction, et celle des qualités personnelles de celui qui la remplit ».

Selon lui, il faut que l'idée de Sélection soit remplacée par celle d'Orientation, les plus hautes fonctions, les plus désintéressées mêmes, n'étant après tout, ne devant plus être dans un ordre social rationnel que des professions encore...

Le Professeur SCHULTZ, dans son exposé des travaux de l'Institut provincial rhénan pour l'étude du travail, définit l'Orientation :

L'étude psycho-physiologique d'un sujet a pour but, dit-il, *une évaluation de sa personnalité* ; les résultats bruts de Tests ne fournissent que l'un des éléments à considérer ; ils doivent être complétés par l'observation *du sujet* : il faut chercher à faire ressortir *l'individualité de l'enfant*.

CHAPITRE VII

NOTRE DOCTRINE

Notre doctrine, celle qui est mise en application au Centre de la rue Saint-Jacques à Marseille, et sur laquelle est basée la deuxième expérience de Marseille, nous paraît plus humaine, plus rationnelle.

A la base de l'Orientation, pensons-nous, il doit y avoir l'idée de *Service*. Servir à d'autres, servir les autres afin de leur faciliter, dans toute leur mesure, la réalisation de leur bien propre.

L'Orientation, la Sélection, l'Appropriation, ne sont que des disciplines diverses du Service Social qui ont pour but de préparer la réalisation du bien commun, en aidant chacun à réaliser son bien propre. C'est appliquer la psychologie expérimentale et l'observation à la recherche des aptitudes ou des capacités d'un individu, afin de lui donner les moyens de développer sa pleine valeur humaine et de trouver dans cet épanouissement son bonheur humain.

Appliquer les méthodes d'expérimentation psychologique à la seule recherche des valeurs physiologiques ou psychiques d'un individu afin de trouver dans quelle profession ou dans quelle spécialité de la profession, il donnera son plein rendement de travail matériel, ou facilitera le plein rendement mécanique d'une chaîne, d'une machine, peut être *une faute contre l'homme* ; tout ce qui est possible peut n'être pas

humainement permis, à moins de corriger par du repos, de la détente, de saines distractions et tous les moyens adéquats, l'usure rapide d'un système nerveux surmené qui risque d'aboutir à une rupture, ou à une usure anormale. La personne humaine a une dignité qui vaut plus que la machine, l'homme a droit à une vie équilibrée, dans un milieu social et familial normal. Le droit strict de l'homme est d'être traité comme un homme.

Il ne faut pas oublier, et nous l'avons d'ailleurs souligné plusieurs fois, que l'homme est un complexe harmonieux du physique et du psychique, un être complet composé de corps et d'âme, que celle-ci commande celui-la, que la partie de l'homme qui pense a la primauté, et que c'est le développement harmonieux de ces qualités d'âme et de corps qui le fera aboutir à son plein épanouissement, au plein rendement de sa valeur humaine totale, au rayonnement de sa personnalité dans son milieu social.

L'un des grands services à rendre à l'individu, est donc d'utiliser pleinement les données actuelles de la biologie, de la physiologie, et de la psychologie pour l'aider à bien se connaître, connaître ses valeurs personnelles, les dons qu'il a reçus pour qu'il puisse les développer et les enrichir ; connaître ses déficiences, afin qu'il puisse les redresser, les valoriser et utiliser ses qualités dans une profession qu'il aimera, pour laquelle il sera exactement adapté.

Voilà dans quel esprit nous envisageons l'Orientation. Le mot professionnelle, ajouté comme qualificatif à l'Orientation, est un cloisonnement qui étouffe la fonction en la limitant à la simple recherche des aptitudes en vue de tel ou tel métier. Le métier n'est pas une fin pour l'homme, le métier ne sera jamais qu'un moyen de réaliser sa fin.

La recherche des aptitudes possibles à telle ou telle profession étend déjà le rayon d'utilisation de l'Orientalisation ; des aptitudes se dirigent, des déficiences se corrigent, des insuffisances se complètent ; compte tenu de la connaissance qu'on lui aura donnée de lui-même, un individu pourra s'adapter à des conditions de travail ou de vie, qu'il n'eût pu envisager.

Et si, une fois connues les aptitudes et les adaptations possibles, vous avez le moyen de pousser plus loin la recherche, si vous pouvez deviner le trésor caché dans le champ et habituellement inconnu ; si vous pouvez déceler la richesse d'âme du sujet et dégager la part « d'élection » qui est en lui ; si vous lui avez fait réaliser que l'ensemble de ses possibilités et de ses qualités, fait que sa place est au rang des élites, élites intellectuelles, ouvrières, patronales ou civiques ; si vous arrivez à lui faire comprendre que les dons qu'il a reçus lui font l'obligation de se préparer à être un chef, professionnellement ou socialement parlant ; si vous êtes arrivé à dégager avec lui quel pourra être le point de rayonnement de sa personnalité, et si vous le conseillez en conséquence, alors l'Orientalisation aura pleinement rempli son rôle de service, service individuel et social.

Le 8 juillet 1941, le Maréchal Pétain disait devant la Commission chargée de la Réforme de la Constitution :

« Par état hiérarchique, j'entends le remembrement organique de la Société Française : ce remembrement doit s'opérer par la *Sélection des Elites* à tous les degrés de l'échelle sociale. Cette Sélection doit être exprimée par la restauration dans l'honneur du métier, et la restauration de l'honneur dans toutes les catégories de la Nation. La Sélection des Chefs ne peut se faire que si elle a lieu en réalité dans toutes les conditions les plus humbles comme les plus hautes ».

C'est pour tous ces motifs que nous adopterons la définition suivante :

L'Orientation Professionnelle est un ensemble d'opérations, dont le but est de faciliter au sujet une connaissance plus approfondie de lui-même, pour lui permettre de développer ses aptitudes, de corriger ses déficiences, et de réaliser sa personnalité dans une carrière pour laquelle il est exactement adapté, et dans laquelle il trouvera son bien propre en travaillant au bien commun.

C'est à notre avis, comprise dans ce sens, que l'Orientation Professionnelle peut faire partie de ce vaste ensemble d'efforts vers plus d'harmonie sociale, et en ce qui concerne la personne humaine, vers plus de dignité, d'élévation et de culture, qui constituent les buts essentiels du Travail Social.

Elle est alors, dans son sens le plus haut, un véritable « Service ».

DEUXIÈME PARTIE

La situation de l'Orientation Professionnelle en France Sa Législation - Ses Résultats

CHAPITRE PREMIER

LES DOCTRINES QUI INSPIRERENT LES LEGISLATEURS

Deux idées fondamentales doivent être signalées au début de ce chapitre, car elles éclaireront l'œuvre législative contemporaine sur l'Orientation Professionnelle.

Nous estimons, tout d'abord, que si les résultats des efforts réels et méritoires que l'on a tentés en France pour l'adaptation de l'homme à sa profession ont été insuffisants, et n'ont donné satisfaction complète ni à l'homme, ni à la profession, c'est parce que les Doctrines qui ont inspiré toute notre législation depuis 1875, ont voulu scinder l'unité de l'homme en essayant d'ignorer par système, son comportement moral et spirituel.

Si l'on considère que la seule fin de l'homme est le métier ; si le droit au travail est conçu seulement comme un principe de droits (comme une cause de profits), et non comme une source correspondante de devoirs, l'équilibre social n'est qu'une illusion. On a mécanisé l'homme, afin de réduire la durée de son travail, diminuer son effort et rendre plus immédiate la possession de son bien final « le loisir » ; l'amour du travail bien fait, le respect de la conscience professionnelle ont été méprisés, d'où mécontentement de la profession contre l'homme, irritation de l'homme contre

son travail qu'il ne sait plus aimer. Les conséquences se rejoignent...

Nous croyons ensuite, avec de grands industriels, que l'on a commis une erreur en faisant du métier l'objet d'un enseignement scolaire ou post-scolaire, et en ne confiant son apprentissage qu'à des maîtres scolaires et non à des professionnels.

L'enseignement scolaire, la culture générale scolaire et la préparation technique au métier peuvent difficilement se concilier. Le premier ne devrait comporter qu'un ensemble de connaissances qui serviraient d'assises et de fondation, c'est l'infra-structure ; mais, la super-structure devrait dépendre de la profession, qui seule doit veiller à la formation de ses Ingénieurs, de ses Techniciens, de ses cadres, de ses ouvriers et manœuvres qualifiés, la loi n'existant en cette matière que pour réglementer la profession, et les maîtres de l'Enseignement technique que pour collaborer.

Ce serait une erreur de penser que de telles idées cachent une hostilité entre l'Enseignement technique et la Profession, mais il nous semble que si l'on veut retourner en France à une vie professionnelle normale, il faut que l'enseignement du métier passe du cadre de l'enseignement général, dans celui de la profession, et que ce soit cette dernière qui le dirige.

Ce sont là des opinions controversées, et il semblerait qu'une collaboration loyale entre les deux serait profitable à tous.

Dans une note remise à la Préfecture de Marseille, le 18 juillet 1941, sous la référence n° J-O. 1698, le délégué départemental à la Jeunesse, Section de Provence, écrivait : la formation des ouvriers qualifiés par l'Etat a fait faillite, il est temps que les Professions prennent une décision, et l'initiative de se charger de la formation de leurs apprentis et qu'elles fassent l'effort nécessaire pour cela ;

Qu'elles fassent de l'Ecole une véritable préparation à l'Usine, en multipliant les contacts : cadres, visites, stages, etc... ;

Qu'elles utilisent au maximum leur Centre Technique d'Orientation et de Documentation ;

Qu'elles pensent que la partie morale et physique de la formation des jeunes, complètement négligée jusqu'ici, est essentielle ;

Qu'elles intéressent effectivement les ouvriers dans leurs Conseils d'administration d'Ecole ;

Qu'elles tiennent compte des Ecoles libres. Mais qu'elles réunissent tous leurs efforts sur le plan qu'elles auront une fois décidé.

Ainsi, la formation technique étant assurée par la Profession intéressée, et la formation morale et physique sous la responsabilité du Secrétariat de la Jeunesse, l'administration de l'Enseignement technique, en ce qui concerne la formation des ouvriers qualifiés, entrera dans son véritable rôle, qui est celui de contrôler et de subventionner, et non d'exécuter.

Nous trouvons une réponse à ces idées, dans une enquête de M. Luc, publiée par la Revue *Europe*, sous le titre « Enseignement Technique et Orientation Professionnelle ».

« Quels sont donc les principes et les problèmes de l'Enseignement technique ? Parce qu'il est né du besoin, on l'en croit esclave. Non, il sert, honnêtement. Il recrute pour la production, et c'est un aspect de l'Orientation Professionnelle. Faut-il donc fermer pudiquement les yeux sur cette nécessité du recrutement ? Faut-il abandonner au hasard pour que le désordre y règne et l'injustice, pour que ces activités essentielles, l'Industrie, le Commerce, l'Agriculture, ne soient que le refuge des médiocres, quand elles offriraient une carrière aux

meilleurs et pour le meilleur d'eux-mêmes, le plus original, le plus fécond ? Faut-il que nous ayons trop de diplômés et de bureaucrates, trop d'ouvriers qualifiés ? Ou croit-on que ceux qui échouèrent aux emplois de bureau, réussiront tardivement dans l'Industrie et le Commerce ?

« L'apprentissage est pour la production. Il ne peut en être autrement. Il importe, pour chacun et pour tous, que la France ne soit pas mendicante — qui lui ferait l'aumône ? — qu'elle produise beaucoup et bien, assez pour se nourrir, assez pour avoir confiance en soi, envie de vivre. Il est donc naturel qu'on forme des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs, des employés, pour les tâches précises qu'ils auront à remplir, et que les horaires, les programmes de l'éducation professionnelle portent, gardent en eux, les marques profondes de cette destination. Débouchés, rendement, utilité, ne sont point en eux-mêmes des mots honteux et vils ; les choses qu'ils désignent ne sont pas infâmantes. Cette production qui fait vivre les hommes et dont les progrès sont condition et signe de civilisation, mérite qu'on s'y prépare, qu'on l'avoue comme un des buts de l'éducation. On glorifie justement le travail. Ne serait-il beau qu'en littérature ?

« Mais la production n'est pas tout. La partie du patronat qui ne voit qu'elle, combattant jadis l'école professionnelle, moins capable, disait-on, que l'atelier de former des mains habiles et productives, s'opposant encore aux progrès, dans ces écoles, de l'enseignement général, fait preuve d'égoïsme, non de réalisme. C'est justement, au contraire, que la classe ouvrière s'oppose à une spécialisation prématurée et, avide de culture humaine, demande à l'éducation, à la seule éducation qu'elle reçoit, en vue du métier, à cause du métier, de ne point la rendre esclave cependant du métier, de l'af-

franchir au contraire de la servitude odieuse et totale, physique, intellectuelle, économique, qui l'a rivée au métier pendant des siècles; c'est justement qu'elle lui demande d'être un instrument de libération. Et c'est l'autre principe de l'éducation professionnelle, qu'elle soit humaine et libératrice. C'est-à-dire éducation vraie, non dressage.

« Ainsi l'Orientation Professionnelle a un autre aspect. Elle est découverte de l'homme par lui-même, par les siens, par ceux qui l'emploient. Elle est recherche de la justice, mettant chacun à sa place, c'est-à-dire à la place de son mérite, non à la place de sa naissance, de son argent, de ses relations, de sa ruse, de sa violence ».

C'est cette doctrine, peut-on dire, qui a inspiré la législation française au cours de ces vingt dernières années.

CHAPITRE II

LA LEGISLATION ANTERIEURE AU DECRET DU 24 MAI 1938

Nous donnons en annexe le texte intégral de certaines lois et de certains décrets qui peuvent intéresser plus particulièrement ceux qui voudraient se référer à notre étude. Au cours de ce chapitre, nous ferons seulement une analyse sommaire de ces lois et décrets relatifs à l'Orientation Professionnelle.

17 Mars 1913. — Décret instituant au Ministère du Travail une Commission chargée des études relatives à la physiologie du travail.

20 Juillet 1913. — Circulaire du Ministère du Travail aux Préfets pour attirer l'attention sur l'importance de l'adaptation de l'adolescence à la profession qu'elle doit exercer.

16 Juillet 1920. — Le Congrès des Offices de placement officiellement saisi de la question, conclut que des services d'Orientation pourront être créés à la condition de les associer à la vie locale ; les Offices d'Orientation seraient de simples sections des Offices départementaux de placement. A la suite, le Ministère du Travail demande aux Offices régionaux d'organiser des expériences dans un certain nombre de villes.

26 Septembre 1922. — Premier décret relatif à l'Orientation Professionnelle.

ARTICLE PREMIER. — L'Orientation Professionnelle est l'ensemble des opérations incombant au Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique, *qui précèdent le placement* des jeunes gens et des jeunes filles dans le Commerce et dans l'Industrie, et qui ont pour but de révéler leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles.

ARTICLE 2. — La centralisation des études et des recherches scientifiques concernant l'Orientation Professionnelle sera effectuée sous la Direction du professeur titulaire de la Chaire d'Organisation technique du travail humain* au Conservatoire National des Arts et Métiers.

ARTICLE 4. — *En vue d'aider les Offices publics de placement dans leur tâche et leur permettre de placer rationnellement les adolescents, il peut être créé, avec le concours du Sous-Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique des Offices d'Orientation Professionnelle.*

ARTICLE 6. — Les Offices d'Orientation Professionnelle que *des Associations* auraient constitués, pourront être également subventionnés par le Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique. Ils devront, à l'appui de leur demande, présenter leurs statuts et fournir toutes justifications sur leur fonctionnement.

ARTICLE 7. — Tous les Offices publics et les Offices privés subventionnés par l'Etat sont soumis à l'Inspection de l'Enseignement technique, prévue à l'article 7 de la loi Astier du 25 juillet 1919.

L'arrêté du 10 février 1925 fixe les conditions de constitution de la Commission d'Orientation Professionnelle appelée à siéger autour du Sous-Secrétariat d'Etat à

l'Enseignement technique. Cette Commission est divisée en quatre sections : scientifique, pédagogique, économique et administrative.

De Septembre 1922 à Mai 1938 il n'y a, à notre connaissance, aucun autre décret codifié concernant l'Orientation Professionnelle. « Toutes Associations » qui, suivant le texte des décrets, ont créé chez elles, des Offices d'Orientation Professionnelle jusqu'au 23 mai 1938, bénéficieront donc de l'antériorité.

Si donc des Associations familiales, ouvrières, ou d'assistance ont créé chez elles, avant le 24 mai 1938, des Services d'Orientation Professionnelle, qu'elles bénéficient ou non des subventions de l'Enseignement technique, elles ont un droit incontestable d'antériorité et peuvent bénéficier des mesures transitoires prévues au titre V du décret du 18 février 1939, modifié par le décret du 5 juillet 1939 sur les conditions d'ouverture des Centres d'Orientation facultatifs.

CHAPITRE III

LE FINANCEMENT DES CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE AVANT LE DECRET DU 24 MAI 1938 AU MOYEN DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Il fallait faire vivre les Offices publics ou privés : une partie de leurs ressources peut provenir des versements qui leur sont faits par l'Industrie au titre de la taxe d'apprentissage. Les applications qui peuvent être faites aux Offices publics et privés d'Orientation Professionnelle peuvent aller jusqu'au 10 % du montant global de la somme à verser annuellement.

C'est là une question délicate, les Comités départementaux pouvant avoir tendance à s'arroger des droits et prérogatives que la Loi ne leur donne pas. Comme la question est d'importance et que l'on risque parfois de se trouver devant des discussions difficiles, nous aurions voulu donner en annexe une étude qui nous a été communiquée par le Service d'Information de l'Enseignement libre et qui nous a paru la mieux faite sur la matière, mais cela dépasserait le cadre de notre thèse.

C'est la loi des finances de juillet 1925 qui, par son article 25, a institué la taxe d'apprentissage.

Le décret du 9 janvier 1926 fixe le régime des déclarations et des demandes d'exonération, le contrôle et l'examen des unes et des autres.

Le décret du 14 septembre 1935 dit à l'article 2 : Dans sa demande d'exonération, le chef d'Entreprise indique :

c) Le montant de la participation aux frais des œuvres complémentaires de l'Enseignement technique... qui comprennent l'Orientation Professionnelle, le pré-apprentissage, l'enseignement ménager, etc...

CHAP. II, ART. 7. — *Le Comité départemental ou les sections examinent le bien-fondé de la demande, tant au point de vue de la réalité de la dépense qu'à celui de l'utilisation qui a été donnée.*

ARTICLE 11. — *Le Comité départemental statue sur la demande d'exonération...*

Il y a lieu de bien souligner que le Comité départemental qui a mission de statuer ne peut le faire que sur trois points bien précisés :

1° Vérifier si l'œuvre qui reçoit est bien au nombre de celles prévues au paragraphe c) de l'article 2 du chapitre 1 comme œuvres complémentaires de l'Enseignement technique ;

2° Vérifier si vraiment l'Œuvre a reçu les fonds ;

3° Et vérifier l'utilisation qu'elle en a fait pour des dépenses d'Enseignement technique autres que des dépenses somptuaires.

Tout accord ou refus qui dépasse ces trois points précis peut constituer un abus du droit.

Cette interprétation a d'ailleurs été confirmée par une circulaire ministérielle du 6 janvier 1937, qui fixe la doctrine en ces termes : « Les Comités commettent une erreur certaine en refusant l'exonération pour subvention en faveur d'œuvres d'Enseignement technique qui

ne figurent pas sur la liste des écoles, ou cours publics ou privés que mon Administration leur fait parvenir chaque année. Cette liste n'a d'autre but que de renseigner le Comité sur les Œuvres d'Enseignement technique fondées par l'Etat, de créer une présomption favorable à leur sujet ; c'est seulement un moyen d'éclairer le Comité sur ces Œuvres. *Mais on n'a pas le droit de conclure que telle école ou tel cours qui ne s'y trouve pas porté doit être exclu du bénéfice des subventions provenant des assujettis à la taxe d'apprentissage.*

Le devoir du Comité est de faire procéder à l'Inspection de l'Œuvre qui a reçu une subvention pour laquelle l'exonération est demandée et de se faire communiquer le rapport. Si l'Enseignement est suffisant et si la subvention a bien servi à des fins d'Enseignement technique, si elle a été employée à des dépenses utiles, c'est-à-dire non somptuaires, *l'exonération s'impose comme si l'Œuvre était portée sur la liste communiquée par mon Administration* (Circulaire du 6 janvier 1937).

Tous ces textes sont très clairs et il est utile d'en souligner la clarté, car certaines œuvres complémentaires de l'Enseignement technique et notamment des Offices d'Orientation créés sous le régime du décret du 26 septembre 1922, et qui avaient introduit auprès des Préfectures une demande d'inscription sur la liste des bénéficiaires de la taxe d'apprentissage, se sont vu discuter les versements qui leur avaient été faits, au titre de la taxe, légalement et en droit strict.

D'après les textes de loi, il n'y a pas à être ou ne pas être inscrit sur une liste départementale de bénéficiaires de la taxe d'apprentissage, ni à être admis ou pas admis au bénéfice de la taxe par le Comité départemental de l'Enseignement technique après avis du Ministre, il y a plusieurs points de droit qui demeurent absolus et sans conteste possible, c'est :

1° Celui du contribuable, d'attribuer une partie des sommes dues par lui au titre de la Taxe d'Apprentissage à l'une ou à l'autre des œuvres de son choix prévues au titre c) de l'article 2 du décret du 14 septembre 1935.

Ce droit ne peut lui être contesté si les sommes ont bien été versées et encaissées, et si l'utilisation en a bien été faite en conformité avec les termes du décret.

2° Celui des œuvres prévues au même chapitre, de recevoir et d'utiliser légalement les sommes qui leur sont versées au titre de la taxe. Toute autre prétention est abus du droit et le Conseil d'Etat ne saurait en décider autrement.

CHAPITRE IV

LE DECRET-LOI DU 24 MAI 1938

Ce décret fait loi en la matière. Etant donné son importance, nous joignons à la suite de notre exposé son texte intégral avec celui de plusieurs décrets d'application.

Avant d'analyser les principales dispositions de ce décret, nous croyons utile de commenter brièvement le contenu de l'exposé des motifs, parce qu'il fait ressortir le bien-fondé de notre thèse.

I. — *PRINCIPES GENERAUX CONTENUS DANS L'EXPOSE DES MOTIFS.*

Ce décret est publié seize ans après celui de septembre 1922, qui rattachait l'Orientation Professionnelle aux Offices de placement et qui disait à l'article 3 :

« Les Offices publics de placement, lorsqu'ils procèdent au placement des jeunes gens de moins de 18 ans, en qualité d'ouvriers ou d'employés, ont le devoir de s'assurer qu'ils sont titulaires du certificat d'aptitudes professionnelles prévu par l'article 47 de la loi du 25 juillet 1929, ou qu'ils possèdent une attestation concernant leur inscription aux cours professionnels obligatoires pendant trois ans.

La loi du 25 juillet 1919 a eu pour but de former une main-d'œuvre qualifiée ; le décret du 26 septembre 1922, avait pour but d'adapter la jeunesse à cette qualification.

Voyons maintenant comment le décret de 1938 juge ces expériences qui ont duré respectivement 16 et 19 ans, car il semble que l'expérience de 1922 des Centres d'Orientation attachés aux Offices de placement, a été fort loin de donner les résultats espérés.

Le décret que nous avons l'honneur de vous soumettre, dit le rapport du 24 mai présenté au Président de la République, a pour objet d'assurer au pays la *main-d'œuvre qualifiée*... Le rétablissement d'un rapport normal entre les charges publiques et le revenu national, l'équilibre du budget, l'aisance de la Trésorerie, la possibilité de poursuivre l'effort de justice sociale et de solidarité humaine, dépendent d'un accroissement sensible de notre production, c'est-à-dire, *au premier chef de la qualité de nos producteurs*, ouvriers et techniciens et de leur nombre.

« Or, le Comité National d'Enquête sur la production dans son rapport général publié au J. O. du 16 décembre 1937 note, qu'en dépit du chômage persistant, *les industries éprouvent de sérieuses difficultés à recruter la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin*... Ce que nous présentons aujourd'hui, nous paraît instituer *une organisation de l'apprentissage* assez précise et assez large pour que le pays dispose ENFIN de la main-d'œuvre sans laquelle sa vie ne pourrait être assurée ni son abondance garantie.

« L'intérêt personnel des travailleurs coïncide sur ce point avec l'intérêt de la Nation. La machine supplée de plus en plus au manœuvre dans l'accomplissement des tâches matérielles et mécaniques, et des ouvriers qualifiés peuvent seuls la mettre au point, la régler, la con-

duire, la réparer aussi bien que la concevoir et la construire. Aussi l'homme « *dont la valeur professionnelle est faite surtout de force physique* » n'a de stabilité dans son emploi, que dans la mesure où, par une formation *proprement humaine*, il domine son outil et son métier, et peut au besoin l'adapter aux tâches nouvelles que crée chaque jour le progrès des techniques. La qualification professionnelle, est pour tout travailleur la garantie la plus sûre de la liberté, de la dignité, de la vie même.

« Le présent décret satisfait donc à une double *nécessité* économique et humaine. Il précise, élargit, renforce et coordonne les mesures qui résultent d'un effort législatif de 19 années, aussi bien dans le titre premier qui touche à l'Orientation, que dans le titre deux relatif à l'éducation professionnelle. Ces deux parties du décret se tiennent étroitement l'une à l'autre. L'éducation professionnelle est d'autant plus fructueuse qu'elle s'adresse à des jeunes gens dont les goûts et les aptitudes répondent aux exigences du métier : *pas de qualification sans Orientation préalable* ».

Dans le discours d'ouverture qu'il a prononcé le 8 juillet 1941 devant la Commission du Conseil National chargée des études relatives à la Constitution, le Maréchal Pétain, Chef de l'Etat Français, a exposé des idées qui nous imposent une profonde réflexion :

« En cinq générations, la France a passé des régimes
« les plus autoritaires au régime de liberté réglée ou
« déréglée... qui a fini dans l'impuissance de décider et
« même de délibérer... En France, le régime donnait
« tous les signes de l'incohérence attestée par la substi-
« tution chronique des décrets-loi à la procédure légis-
« lative régulière.

« La Constitution... rétablira cette qualification générale des Français, qui a donné à notre pays la plus

« solide structure, fondant le droit de citoyenneté non
« plus sur l'individu épars et abstrait, mais sur la posi-
« tion et les mérites acquis dans un groupe familial,
« communal, professionnel, provincial et national, sur
« l'émulation dans l'effort, sur l'intelligence tendue vers
« le bien de la Communauté, sur les *Services* dans tous
« les cadres de l'activité humaine.

« Mais la hiérarchisation d'une société, implique
« l'exercice de la responsabilité à tous les échelons.
« Etre responsable, c'est être capable de répondre de ce
« qu'on fait. Nous avons pratiqué un régime où le prin-
« cipe de l'irresponsabilité était posé de la base au som-
« met de l'Etat... irresponsabilité du pouvoir exécutif,
« sauf pour le cas de haute trahison, celui d'incompé-
« tence n'étant pas retenu : c'est pourquoi nous en
« sommes sortis par la porte du malheur.

« Ne nous contentons pas d'abroger ce qui fut nocif
« et ce qui est mort, faisons du neuf avec des valeurs
« concrètes et permanentes que le pays garde et met à
« notre disposition ».

— Nous tenons enfin à faire remarquer que la liberté
familiale est sauvegardée par la phrase suivante de
l'exposé des motifs « nous croyons devoir souligner que
notre texte respecte pleinement la liberté de l'enfant et
celle de la famille, comme celle de l'employeur. Il ne
s'agit pas d'imposer un choix, mais de rendre obliga-
toire une consultation.

Le maintien de cette liberté est à nouveau confirmée
par l'article 19 du décret du 2 septembre 1939, « cette
disposition ne porte pas préjudice au libre choix des
familles, en ce qui concerne le Centre d'Orientation Pro-
fessionnelle qu'elles désirent consulter ».

Le Secrétaire Départemental ayant, comme nous le
verrons par la suite, mission d'organiser l'Orientation
Professionnelle dans les Ecoles primaires publiques,

avec le concours des Centres obligatoires, des Centres facultatifs créés par les communes, et par des médecins chargés de mission d'Orientation devra, étant donné l'esprit de la loi, faciliter l'exercice de cette liberté en dirigeant la Jeunesse vers des Centres choisis par la famille, même si l'Orientation est organisée dans les Ecoles qu'elle fréquente.

II. — ANALYSE DU DECRET DU 24 MAI 1938.

Le titre premier du décret du 24 mai 1938, établit le cadre hiérarchique et administratif de l'Orientation Professionnelle qui se compose :

Au 1^{er} échelon : du Ministre chargé de l'Enseignement technique ;

Au 2^e échelon : du Conseil supérieur de l'Enseignement technique ;

Au 3^e échelon : de l'autorité préfectorale ;

Au 4^e échelon : de l'Inspecteur d'Académie du département où il y aura le Secrétariat d'Orientation Professionnelle ;

Au 5^e échelon : du Secrétaire départemental d'Orientation Professionnelle qui fonctionne sous l'autorité de l'Inspecteur d'Académie ;

Au 6^e échelon : de la Commission administrative départementale ou interdépartementale, dont la composition est fixée par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement technique, après avis du Conseil supérieur de l'Enseignement technique et du Ministre du Travail.

Les membres de cette Commission seront choisis, après avis du Préfet, en majorité au sein des Comités départementaux de l'Enseignement technique. Un représentant du Ministère de l'Agriculture sera appelé à siéger à côté de praticiens de l'Orientation, d'Educateurs, d'Industriels et de Commerçants, d'Ouvriers et d'Employés. L'Inspecteur d'Académie est Président de droit de cette Commission. Les délibérations sont soumises à l'approbation du Préfet.

Les décrets ultérieurs fixeront :

Les conditions de fonctionnement des Secrétariats départementaux, leur financement, et les conditions d'ouverture des Centres obligatoires et facultatifs.

Dans l'article 8 de ce même titre, le décret fait ressortir toute la valeur sociale de l'Orientation Professionnelle et de toute son opportunité, en rendant obligatoire d'ici un délai de trois ans, pour tous les enfants âgés de moins de 17 ans qui entreront en apprentissage, la délivrance d'une « attestation d'Orientation Professionnelle » mentionnant au moins l'indication du ou des métiers qui ont été reconnus dangereux pour la santé de l'enfant.

Toute cette hiérarchie représente un encadrement rigoureux, nous le constaterons encore mieux dans les décrets d'application de l'Orientation Professionnelle. Il y a lieu de remarquer qu'en regard de cet encadrement, il n'est nulle part question de doctrines, ni de techniques, ni de méthodes scientifiques d'Orientation à appliquer dans les Centres, sauf pour les Centres facultatifs qui auront une réglementation bien plus stricte que celle des Centres officiels.

CHAPITRE V

ETUDE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LE DECRET DU 24 MAI 1938 ET DANS QUELQUES DECRETS D'APPLICATION

I. — *SECRETAIRE D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.*

Le pivot de toute l'organisation est le Secrétaire d'Orientation Professionnelle.

L'exposé des motifs du décret du 24 mai 1938 indique :
« Il ne s'agit pas d'imposer un choix, mais de rendre obligatoire une consultation, et nous avons tenu à entourer cette consultation de toutes les garanties utiles. Elles seront réalisées par la création de Secrétariats départementaux ou interdépartementaux et de Centres d'Orientation Professionnelle obligatoires, par la composition de la Commission administrative des Secrétariats, par la coordination étroite de l'œuvre d'Orientation et de l'œuvre d'éducation, par la collaboration depuis longtemps éprouvée des organismes de placement, par le contrôle permanent de l'utilité et de la qualité des Centres facultatifs ».

L'article premier du titre premier de ce même décret ajoute : « Il sera institué par décret, dans chaque département ou groupe de départements, un Secrétariat d'Orientation Professionnelle soumis à l'autorité préfectorale et placé dans les attributions de l'Inspecteur d'Académie du département où est fixé le siège du Secrétariat. La création de ces Secrétariats sera échelonnée sur une période de trois ans.

Les Secrétariats d'Orientation Professionnelle ont pour mission de coordonner les travaux des Centres d'Orientation Professionnelle, d'en contrôler le fonctionnement et d'assurer avec la collaboration de l'Inspection de l'Enseignement technique, la liaison de ces Centres avec les écoles et les Offices de placement ».

Les conditions de recrutement des Secrétaires sont fixées par le décret du 24 février 1939 qui indique que, pour exercer cette fonction, il faut être âgé d'au moins 25 ans,

- être Français, et pour les hommes, avoir satisfait aux obligations militaires ;
- être pourvu d'un baccalauréat ou du brevet supérieur ou être pourvu d'un diplôme, jugé équivalent par le Ministre de l'Education Nationale, sur avis du Comité d'Inspection ;
- être pourvu du diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle (le décret ne dit pas lequel, probablement celui qui est délivré après deux stages de 15 jours) ;
- avoir fait un stage de trois mois dans un Centre d'Orientation Professionnelle ;
- être en possession du certificat d'aptitude aux fonctions de Secrétaire.

A l'issue du stage, le Directeur du Centre établit sur les stagiaires un rapport qui, après avis de l'Inspecteur d'Académie, est envoyé au Ministre de l'Education

Nationale qui, pour avis, le transmet à l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

Le Ministre nomme chaque année une Commission d'examen des candidats aux certificats d'aptitude aux fonctions de Secrétaire. L'examen se compose de trois parties : examen du rapport de stages, épreuves écrites et orales. La Commission dresse la liste des candidats proposés pour l'obtention du certificat, c'est le Ministre qui le délivre.

Le titre II du décret prévoit, pendant une période de trois ans, qui se termine le 24 février 1942, toute une série de dispenses qui font que, pratiquement, la nomination des Secrétaires départementaux d'Orientation Professionnelle relève — si l'on peut dire — du bon vouloir du Ministre de l'Education Nationale.

II. — *FONCTIONNEMENT DES SECRETARIATS
DEPARTEMENTAUX ET DE LA COMMISSION
DEPARTEMENTALE (Décret du 24 Mai 1938 -
Décret du 2 Septembre 1939 - J. O. du 2 Sep-
tembre 1939).*

La Commission administrative instituée auprès du Secrétariat départemental d'Orientation Professionnelle est composée de 10 membres de droit et de 12 membres élus et 12 suppléants. Pour le département de la Seine, le nombre des membres élus est doublé. S'il s'agit d'une Commission interdépartementale, le nombre des membres élus et de droit peut être doublé ou triplé.

La Commission est présidée par l'Inspecteur d'Académie.

Ses attributions consistent à donner des avis sur :

1° le projet de budget du Secrétariat d'Orientation Professionnelle ; 2° sur la désignation des médecins à qui seront confiées les missions d'Orientation Professionnelle ; 3° sur les demandes de subventions en faveur des Centres d'Orientation Professionnelle ; 4° sur la répartition des Ecoles publiques entre les Centres d'Orientation Professionnelle et les médecins chargés de mission.

Elle statue sur les oppositions formées à l'ouverture des Centres facultatifs, etc... (Voir annexe).

Le Secrétaire départemental :

ARTICLE 22. — Répartit les Ecoles primaires publiques élémentaires entre les Centres obligatoires et facultatifs (créés par les Communes).

ARTICLE 23. — Si le Centre d'Orientation Professionnelle est éloigné de l'école, il désigne le médecin chargé de mission, après en avoir déféré au Préfet.

Nous consacrerons un prochain chapitre aux rôles respectifs des Maîtres de l'Enseignement primaire et des Médecins dont il est parlé aux articles 23 et suivants : nous soulignons seulement, pour le moment, le texte de l'article 28 : « lorsqu'une Ecole aura été confiée à un médecin chargé de mission d'Orientation Professionnelle, les Directeurs devront lui présenter leurs élèves aux fins d'établissement de la *fiche médico-physiologique*. A notre connaissance, la fiche médico-physiologique n'est que l'un des éléments d'information indispensable à tout examen psychotechnique, mais il ne constitue pas à lui seul l'examen d'Orientation Professionnelle.

Si on essaye de serrer de plus près le rôle des Commissions départementales d'Orientation, on trouve que leur objet consiste à approuver un budget, à voter des subventions, à donner son avis sur la désignation de

médecins chargés de mission !... et sur la répartition des Ecoles publiques entre divers Centres.

III. — CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLEMENT OBLIGATOIRES (Décret du 6 Avril 1939).

Le décret du 24 mai 1938 prévoit, obligatoirement, l'existence d'un Centre d'Orientation dans la ville principale de chaque département et autorise, sous certaines conditions, les Communes ou les organismes professionnels, à créer des Centres facultatifs.

Pour les Centres obligatoires, le Directeur et le personnel du Centre sont nommés par le Maire, après agrément du Préfet, donné sur avis favorable de la Commission départementale.

Sont incapables de diriger un Centre obligatoire ou d'y remplir la fonction de Conseillers d'Orientation Professionnelle, les condamnés et les personnes qui ont été frappées d'interdiction d'enseigner.

Peuvent être Directeurs ou Conseillers de Centres obligatoires :

1° Les Français, âgés de 25 ans au moins, munis du diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

Ou d'un doctorat en médecine complété par le certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

2° Les personnes ayant appartenu à l'Enseignement public ou au cadre des Inspecteurs du Travail, ou à celui des contrôleurs de la Main-d'Œuvre, ou celles qui ont dirigé pendant cinq ans au moins un Office de placement, à la condition de justifier du double stage de 15 jours à l'Institut National.

Des Membres de l'Enseignement public, des Inspecteurs de la Main-d'Œuvre ayant effectué les mêmes stages, peuvent être détachés dans les emplois de Directeur ou Conseiller, aux conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

IV. — *CONDITIONS D'OUVERTURE DES CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE FACULTATIFS (Décret du 18 Février 1939, modifié par Décret du 5 Juillet 1939).*

Les conditions d'ouverture des Centres facultatifs sont beaucoup plus strictes que les conditions d'ouverture des Centres obligatoires.

Les Communes, les Associations professionnelles, les groupements professionnels légalement constitués, qui voudraient ouvrir un Centre doivent, préalablement, déclarer leur intention au Secrétariat d'Orientation Professionnelle, désigner le local, et joindre à leur déclaration :

Une expédition de la délibération décidant la création d'un Centre et s'il s'agit d'un Centre non communal, une copie des statuts du groupement professionnel et de l'Association professionnelle ;

Le plan des locaux ;

Une notice mentionnant les noms et domicile du Directeur et de ses collaborateurs, acte de naissance, casier judiciaire, diplômes universitaires, les titres aux fonctions d'Orienteur, l'indication des lieux de résidence et des professions exercées au cours des 10 dernières années ;

Une note sur les méthodes d'Orientation Professionnelle qu'il compte appliquer ;

Un état contenant la nomenclature des appareils, instruments, documents permettant de procéder à l'examen d'Orientation Professionnelle ; enfin, l'engagement de ne percevoir aucune rémunération pour les opérations et Conseils d'Orientation.

Nous soulignons que les conditions incluses dans les trois derniers paragraphes ne sont pas demandées aux Centres officiels.

L'Inspecteur d'Académie, le Procureur de la République, l'Inspecteur de l'Enseignement technique, désignés par le Ministre, peuvent faire opposition à l'ouverture d'un Centre facultatif :

dans l'intérêt de l'ordre public, des bonnes mœurs et de l'hygiène, et lorsque le Directeur ou son suppléant ne remplissent pas les conditions requises ;

lorsque l'organisation projetée est insuffisante ;

lorsque le service des enquêtes médicales n'aura pas été organisé de manière suffisante. Rien dans le décret n'indique le critérium de suffisance ou d'insuffisance....

A défaut d'opposition, le Centre est ouvert dans un délai de deux mois. S'il y a opposition, les intéressés peuvent faire appel.

Les titres requis pour être Directeur ou Conseiller d'un Centre d'Orientation Professionnelle sont les mêmes que pour les Centres obligatoires.

Pendant un délai de trois ans, qui expire le 18 février 1942, des Centres d'Orientation facultatifs existants, subventionnés par l'Enseignement technique, les départements, les communes, ou « des établissements publics » pourront, sur avis favorable de la Commission administrative, être autorisés par décision du Ministre de l'Education Nationale à continuer de fonctionner, sans être astreints à l'ensemble des obligations énumérées aux titres 1 et 2.

Pendant ce délai de trois ans, le Directeur et ses collaborateurs n'auront pas à justifier des certificats de

stages à l'Institut National, s'ils peuvent présenter un certificat de stage de même nature dans un Centre français ou étranger de formation d'Orienteurs, reconnu suffisant par le Ministre de l'Education Nationale, après avis de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique.

Les titres 3 et 4 du décret règlent les conditions de fonctionnement et de contrôle des Centres facultatifs.

Ils sont tenus d'établir ou de faire établir une fiche scolaire et une fiche médico-physiologique : nous avons dit que cette fiche ne peut être considérée que comme élément d'information, non comme une fiche psychologique d'Orientation.

Les fiches seront adressées avant le 1^{er} juillet, au Secrétaire départemental.

Lorsque les Centres d'Orientation Professionnelle facultatifs auront été créés par une Commune et bénéficieront des subventions de l'Etat ou du département, des Ecoles publiques pourront leur être rattachées dans les mêmes conditions que ces écoles auront été rattachées aux Centres obligatoires.

Cette mesure ne joue pas pour les Centres créés par des Associations professionnelles : est-ce pour sauvegarder leur liberté d'action ?

Chaque année, les Centres facultatifs doivent faire parvenir au Secrétaire départemental un rapport sur leur activité, rapport qui sera communiqué à la Commission administrative.

Le contrôle permanent des Centres d'Orientation professionnelle est du ressort de l'Inspecteur d'Académie ou de son Délégué, et *pour la partie administrative seulement*, du ressort du Secrétaire départemental. L'Inspecteur d'Académie ou son Délégué peuvent assister aux opérations d'Orientation Professionnelle (rien de tout cela pour les Centres obligatoires).

Enfin l'article 13 est en contradiction avec l'article 12, qui limite le contrôle du Secrétaire départemental à la partie administrative. Les Centres facultatifs, dit l'article 13, devront fournir au Secrétariat d'Orientation Professionnelle tous les renseignements qui pourraient leur être réclamés soit par le Secrétariat, soit par l'Inspection Générale de l'Enseignement technique, qui a également mission de les inspecter.

Le droit de diriger un Centre facultatif peut être retiré à son Directeur à la requête de l'Inspecteur d'Académie, ou de l'Inspection Générale de l'Enseignement technique pour une faute grave dans l'exercice de ses fonctions, incapacité ou inconduite. Le Centre peut être fermé s'il est détourné du but pour lequel il est institué.

V. — *LE FINANCEMENT DES CENTRES ET DES SECRETARIATS D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE (Décret du 24 Mai 1938 et Décret du 24 Février 1940 - J. O. du 3 Mars).*

ARTICLE PREMIER. — Les Secrétariats d'Orientation sont entretenus au moyen des ressources d'une Caisse départementale d'Orientation Professionnelle créée par délibération du Conseil Général, dont les recettes et les dépenses sont inscrites au budget du département. Les ressources de cette Caisse se composent des subventions des départements, de l'Etat, des Communes, des Etablissements publics, et des souscriptions et cotisations des particuliers.

ARTICLE 2. — Les ressources de cette Caisse seront affectées :

1° A l'installation et à l'entretien du Secrétariat d'Orientation Professionnelle.

2° Au service des rémunérations et frais de déplacement des médecins chargés de mission d'Orientation Professionnelle.

3° A l'attribution des subventions aux Centres obligatoires ; et *s'il reste des ressources disponibles aux Centres facultatifs*, dans les deux cas après avis de la Commission administrative.

Pour faire vivre les Centres obligatoires, les Communes ont la faculté d'instituer par délibération du Conseil municipal, approuvée par le Préfet, une Caisse d'Orientation Professionnelle dont les recettes et dépenses seront inscrites au budget municipal, et dont les ressources proviennent de subventions de l'Etat, des départements, des Communes, des Etablissements publics et de subventions particulières.

ARTICLE 4 (très important). — Lorsqu'une Commune est désignée comme siège d'un Centre d'Orientation Professionnelle obligatoire, s'il y existe un Centre d'Orientation Professionnelle reconnu suffisant par la Commission administrative siégeant auprès du Secrétariat d'Orientation Professionnelle, ce Centre peut être rendu obligatoire par décision du Ministre de l'Education Nationale, à la demande de la Municipalité.

CHAPITRE VI

ORIENTATION DE LA LEGISLATION POSTERIEURE

AU DECRET DU 24 MAI 1938

— *Une loi du 3 Novembre 1940* a transféré l'Orientation Professionnelle et la formation de la Direction de l'Enseignement technique au Secrétariat de la Jeunesse.

— *Une circulaire du 5 Janvier* (en annexe) de M. LAMIRAND, adressée à tous les Centres, souligne que d'après les enquêtes faites, dans la majeure partie des Centres d'Orientation Professionnelle la méthode de travail employée est inefficace et parfois dangereuse. Dans un Centre, par exemple, il a été constaté qu'aucune conversation particulière n'est entreprise avec les enfants, et que la décision n'est donnée que d'après la réponse faite à certaines questions d'ordre purement intellectuel ; il n'est tenu aucun compte du caractère, pas plus que de certaines qualités particulières à l'exercice d'un métier. C'est un examen scolaire et non un examen d'ensemble des aptitudes générales de chaque individu.

Cette même circulaire exige que rien ne soit ni fait, ni entrepris, qui ne s'inspire des méthodes étudiées par des gens qui ont travaillé la question avec désintéressement et dévouement.

Suit toute une méthode d'Orientation.

Le document conclut : Peu de Centres ont une Documentation utile. Vous devez vous tenir au courant de tout ce qui concerne l'apprentissage, les écoles, l'état du marché du travail. Votre travail est précis, il se résume ainsi : connaître l'enfant, connaître les professions, connaître l'état du marché du travail. Cette circulaire est en somme une critique très vive et pertinente de tout ce qui a été fait au cours des vingt dernières années.

— *Le 17 Juin 1941 paraissait au J. O. une loi du 23 Avril*, portant réorganisation du Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse. Cette loi déclare :

ARTICLE PREMIER. — Sont rattachés au Cabinet du Ministre :

1° La Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique pour toutes les questions techniques et professionnelles.

2° Le Centre National à la recherche scientifique.

ARTICLE 2. — Le Secrétariat Général de l'Instruction Publique comprend :

1° La Direction de l'Enseignement supérieur.

2° La Direction de l'Enseignement secondaire.

3° La Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique pour tout ce qui concerne les Ecoles techniques en vue de la coordination des divers ordres d'Enseignement.

ARTICLE 5. — La Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique connaît, sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Instruction Publique, de toutes les questions concernant les Ecoles publiques. Elle connaît, en outre, de toutes les questions concernant les activités professionnelles.

Un Directeur adjoint est chargé, sous l'autorité et le contrôle du Directeur du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique, de coordonner parmi les diverses

activités professionnelles, toutes les questions intéressant l'Orientation Professionnelle, les méthodes d'apprentissage et le placement des jeunes.

Cette loi remet entre les mains de la Direction de l'Enseignement technique, tout ce qui est Orientation Professionnelle et apprentissage.

— *Un décret du 29 Avril 1941* nommait le Directeur Général de l'Enseignement technique M. LUC, Directeur Général du Travail des Jeunes, M. LUC conservant dans cette fonction le titre de Directeur Général qui lui fût conféré à titre personnel, par l'article 5 de la loi du 12 novembre 1940.

Par décret du 29 avril, M. le Colonel REA, était nommé Directeur adjoint et placé en cette qualité auprès du Directeur du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique.

Par décret du 29 avril 1941, M. GARRONE, Directeur à la Jeunesse, est nommé Directeur de la formation des Jeunes. Ces nominations du 29 avril, parurent seulement au J. O. du 20 juin 1941 :

— Les rôles du Secrétariat à la Jeunesse et du Directeur de la formation des Jeunes, sont fixés respectivement par les articles 3 et 6 de la loi :

Il contrôle dans toutes les organisations et institutions relevant du Secrétariat d'Etat, la formation morale, sociale, civique et professionnelle des Jeunes.

Il a la délégation permanente pour toutes les questions ressortissant à la formation des Jeunes.

La Direction de la formation des Jeunes, est chargée de la formation des cadres, du contrôle des groupements des Jeunes, de la coordination des Inspections et délégations générales.

Un décret du même jour, fixait les attributions de la Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique.

La Direction comprend :

2° Une section des Ecoles techniques, publiques et privées.

3° Une section de l'Orientation Professionnelle, de l'apprentissage et du placement des Jeunes inoccupés.

ARTICLE 4. — Les Services de l'Enseignement technique dépendant antérieurement de la Direction de l'Enseignement technique sont rattachés à la Direction du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique. Ils y constituent la section des Ecoles techniques.

Il n'est en rien dérogé aux textes antérieurs réglant sous le contrôle du Secrétariat Général à l'Instruction Publique, les rapports de l'Enseignement technique, avec les autorités universitaires.

ARTICLE 5. — La section de l'Orientation Professionnelle de l'apprentissage et du placement des Jeunes inoccupés, réunit les services chargés antérieurement de ces divers problèmes, tant à la Direction de l'Enseignement technique, qu'au Secrétariat de la Jeunesse. Cette section comprend deux bureaux : l'un chargé de toutes les questions d'apprentissage, l'autre chargé de l'Orientation Professionnelle et de la formation des Jeunes inoccupés.

Un Directeur adjoint connaît, sous l'autorité et le contrôle du Directeur du Travail des Jeunes et de l'Enseignement technique, de toutes les questions traitées par cette section.

La loi du 3 novembre 1940 est abrogée. La circulaire du 5 janvier, signée de M. LAMIRAND, doit tomber par le fait même, et on en revient à la législation des décrets-lois du 24 mai 1938.

CHAPITRE VII

CREATION DE CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE PAR LES CHAMBRES DE METIERS

I. — LOI DU 10 MARS 1937.

Nous avons dit plus haut, avant de nous étendre sur le décret-loi du 24 mai 1938, qu'il n'y avait pas, à notre connaissance, entre septembre 1922 et mai 1938, d'autres décrets codifiés concernant l'Orientation Professionnelle ; c'est à dessein que nous avons omis, à ce moment-là, la loi du 10 mars 1937 portant organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales, et le décret du 22 février 1938 donnant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Offices d'Orientation Professionnelle créés par les Chambres de Métiers.

Nous avons mis en évidence, que le décret du 24 mai 1938, représente un encadrement rigoureux de l'Orientation ; les deux décrets que nous allons passer en revue représentent un encadrement plus rigoureux encore *de l'Apprentissage et de l'Orientation Professionnelle* dans l'artisanat, et démontrent que la pensée du Ministère de l'Education Nationale était bien la prise en mains aussi complète que possible de l'Orientation et de la formation vers les métiers ; le métier étant une fin. Cette

étrointe n'a pas facilité, à notre connaissance du moins, l'organisation de l'Orientation Professionnelle et de l'Apprentissage dans l'Artisanat — (en raison de leur importance, nous donnons cette loi et ce décret en annexe).

L'article 4 de la loi du 10 mars 1937, déclare que l'on pourra instituer, auprès de chaque Chambre de Métiers un Service d'Orientation Professionnelle pour les Métiers, dont les modalités d'organisation et de fonctionnement seront déterminées par décret, rendu sur proposition du Ministre du Travail, du Ministre de l'Education Nationale et du Ministre de la Santé publique.

ARTICLE 5. — Avant l'entrée en apprentissage, les jeunes gens désireux de choisir un métier devront, OBLIGATOIREMENT, SUBIR au Service d'Orientation Professionnelle créé ou désigné par la Chambre de Métiers, un examen médical et psychotechnique, destiné à déceler leurs aptitudes et contre-indications professionnelles.

Le Service d'Orientation Professionnelle de la Chambre de Métiers est chargé, sur le vu du résultat de cet examen, de conseiller les futurs apprentis et de les orienter vers les métiers qui répondent à leurs aptitudes et à leurs goûts, en tenant compte des besoins du marché du travail.

La Chambre de Métiers pourra adjoindre au Service d'Orientation Professionnelle un Service de placement en apprentissage.

II. — *LE DECRET DU 22 FEVRIER 1938 dit en substance :*

Que des Offices d'Orientation Professionnelle peuvent être créés par délibération des Chambres de Métiers

comportant l'engagement d'assurer le fonctionnement de l'Office au moins pendant 6 ans ; la délibération devra être, pour approbation, soumise au Ministre chargé de l'Enseignement technique.

Les incapacités sont les mêmes que celles du décret du 24 mai 1938. Les compétences pour être Directeur ou Orienteur sont là aussi étendues à toutes les catégories de fonctionnaires énumérées dans le décret du 24 mai.

Un médecin désigné par le Préfet, sur la proposition de l'Inspecteur départemental d'Hygiène, est obligatoirement attaché à l'Office.

Chaque Office doit être pourvu d'un Conseil d'Administration comprenant 8 à 12 membres nommés par la Chambre de Métiers ; et feront partie de droit de ce Conseil avec voix délibérative, l'Inspecteur d'Académie ou son Délégué, un Inspecteur du Travail, l'Inspecteur d'Hygiène ou son Délégué, un représentant de l'Office de placement désigné par le Ministre du Travail, un Inspecteur de l'Enseignement technique désigné par le Préfet.

L'Office créé par la Chambre de Métiers ne pourra commencer à fonctionner qu'après avoir obtenu l'autorisation des Ministres du Travail et de l'Enseignement technique. A la demande d'autorisation devra être jointe la nomenclature des appareils, instruments, documents permettant de procéder à l'examen médical et psychotechnique et des monographies afférentes aux différents métiers artisanaux exercés dans le ressort de la Chambre de Métiers.

A défaut d'Offices créés par elles, les Chambres de Métiers peuvent s'entendre avec les départements, les communes, les établissements publics, les Associations ou Sociétés, les Syndicats ou Fédération de Syndicats qui auront institué un Office d'Orientation Professionnelle mais, dans ce cas, les Directeurs et Conseillers de

ces Offices devront être agréés par le Ministre et répondre à toutes les conditions prévues dans le décret autorisant la création d'un Office par la Chambre de Métiers.

Nous n'avons su voir nulle part que la liberté des familles ait été prévue ou sauvegardée, puisqu'il est dit au contraire à l'article 5 de la loi du 10 mars 1937, que les jeunes gens désireux de choisir un métier artisanal devront *obligatoirement subir* au Centre d'Orientation créé ou désigné par la Chambre de Métiers, un examen médical et psychotechnique. L'idée de subir obligatoirement indique plutôt l'idée de contrainte que l'idée de liberté.

Par ailleurs, la Chambre de Métiers n'a aucune liberté, puisque la désignation des Directeurs et Orienteurs doit être agréé par le Ministre, et que le médecin doit être désigné par le Directeur départemental de l'Hygiène ; *et cela s'étend aux Offices que la Chambre de Métiers aurait choisis si elle ne crée pas elle-même un Centre.* La seule liberté que possède la Chambre de Métiers est celle d'assurer le financement.

Enfin il est curieux de noter, et nous verrons pourquoi plus loin, que le décret prévoit deux interventions, celle du médecin et celle du psychotechnicien.

Ne pourrait-on pas conclure que la loi et décret, quoique publiés en régime de liberté, constituent, grâce à une réglementation stricte, un véritable monopole, puisque, suivant les cas, il faut ou l'autorisation, ou l'agrément de l'un ou de l'autre des Ministres de la Santé, du Travail, de l'Education Nationale, monopole qui s'étend obligatoirement aux organismes qui pourraient être appelés à rendre service à la Chambre de Métiers. En fait, on peut dire que, financement mis à part, si une Chambre de Métiers crée un Office d'Orientation, ce ne sera rien moins qu'un Organisme d'Etat.

CHAPITRE VIII

LA PROFESSION DE CONSEILLER D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA LEGISLATION

Dans son discours d'ouverture des travaux de la Commission chargée du projet de réforme de la Constitution le Maréchal indique que : « La Constitution... rétablira cette qualification générale des Français qui a donné à notre pays la plus solide structure... »

D'autres avaient signalé, avant le Maréchal, que la France a failli mourir, parce qu'elle avait perdu le sens de la conscience professionnelle et était devenue, dans tous les ordres, un vaste magasin uniprix, chacun empiétant sur la fonction ou la profession de son voisin.

En comparant les textes législatifs relatifs à l'Orientation Professionnelle et à son personnel, on est obligé de constater qu'ils contiennent des dispositions contradictoires. Certains d'entre eux, par exemple, nomment un nombre respectable de fonctionnaires, de diplômés et de médecins, sans parler de Commissions administratives, qui sont supposés avoir des compétences particulières pour s'occuper d'Orientation Professionnelle ; et d'autres comme la circulaire LAMIRAND du 5 janvier 1941, font une critique sévère de l'Orientation Professionnelle, et insistent sur l'utilité d'une remise en train

urgente après des essais de 20 ans. Est-ce que la nécessité de cette réorganisation urgente n'est pas due à la confusion que l'on a faite sur des personnes soi-disant qualifiées pour faire de l'Orientation et sur leurs titres ? Nous allons essayer d'approfondir la question.

Il s'agit ici d'abord de qualification, mais aussi de droit individuel, puisque l'échec pourrait provenir de l'empêchement qu'on a facilité, ou voulu faire faire, par des fonctionnaires sur les conseillers d'Orientation Professionnelle, titulaires du grand diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle, après études complètes et stages réglementaires. Quelque but qu'aient poursuivi les décrets, n'est pas Orienteur qui veut, de même que l'on n'est pas forcément un bon médecin parce que l'on a passé de nombreuses années dans une Faculté.

I. — LE CENTRE DE FORMATION :

L'Institut National d'Orientation Professionnelle et d'Etudes du travail - Son enseignement.

Il n'y a en France qu'un seul établissement habilité pour délivrer le diplôme du Conseiller ou Conseillère d'Orientation, c'est l'Institut National d'Orientation Professionnelle. Cet Institut fondé en novembre 1928, fonctionnait dans les locaux du Musée pédagogique, 41, rue Gay-Lussac, à Paris, et dépendait du Conservatoire National des Arts et Métiers, 292, rue Saint-Martin. Le premier Conseil de Direction était composé de MM. FONTÈGNE, LAUGIER et PIÉRON.

En février 1939, l'Institut s'installait dans un magnifique immeuble neuf à la même adresse, et prenait le titre d'Institut National d'Etudes du Travail et d'Orien-

tation Professionnelle, avec le même Conseil de Direction, et un Conseil d'Administration au sein duquel nous trouvons les noms de MM. LABBÉ, LUC, LAHY, etc...

L'Institut, dit le Bulletin n° 9 d'octobre 1938, décerne, après examen, un diplôme de Conseiller d'Orientation aux élèves régulièrement inscrits *ayant suivi avec assiduité*, les enseignements théoriques et pratiques organisés pour la préparation à ce diplôme, et fait un *stage* à la Consultation d'Orientation organisée par l'Institut.

La préparation du diplôme de Conseiller d'Orientation Professionnelle exige l'assiduité aux cours et travaux pratiques, du début de novembre au début de juin. Sauf dispense spéciale, ne pourront s'inscrire à l'Institut, pour la préparation au diplôme, que les candidats âgés de 22 ans au moins et 45 ans au plus.

Une Session d'examen pour l'obtention du diplôme, a lieu tous les ans en juin ; les épreuves consistent en trois compositions écrites, d'une durée de deux heures chacune et portant sur :

- a) La physiologie et la pathologie générale et psychiâtrie, ;
- b) La psychologie ;
- c) L'organisation de l'Orientation et les Sciences économiques ;

Et trois épreuves pratiques d'une durée de deux heures chacune et relatives à :

- a) A l'examen physiologique ;
- b) A l'examen psychologique ;
- c) A la technique de l'Orientation ;

Enfin cinq interrogations orales portant sur :

La physiologie et la pathologie générale et psychiâtrique,

La Psychologie,

L'Orientation et les Sciences économiques,
La Pédagogie,
La Technique des Métiers.

L'horaire des cours et travaux pratiques en cours
d'année était le suivant :

Physiologie : 20 leçons.

Psychologie : 28 cours.

Pathologie : 6 leçons.

Psychiâtrie : 6 leçons.

Pédologie : 14 leçons.

Economie politique : 20 leçons.

Technique des Métiers : 12 leçons et 12 visites.

Organisation de l'Orientation Professionnelle : 18
leçons.

Sélection et Orientation : 6 leçons.

Travaux pratiques de Physiologie : 1 heure chaque
mardi au Laboratoire de Physiologie de la Sorbonne.

Travaux pratiques de Psychologie : 2 heures chaque
jeudi au Laboratoire de Psychologie de l'Institut.

— Séances de stages d'Orientation : chaque jeudi
après-midi.

Technique des Tests scolaires : 1 heure chaque
samedi.

— Et 2 mois de stages obligatoires après obtention
du diplôme (disposition établie en novembre
1939).

Nous avons tenu à donner le détail de ce programme
d'Enseignement pour montrer qu'une culture de base
importante est nécessaire si on veut pouvoir l'assimiler,
et l'effort de travail que représente l'année d'études pour
l'obtention du diplôme. Pour le plus grand nombre, les
élèves étaient, avant d'entrer à l'Institut, munis d'une
ou deux licences, ou du diplôme d'Assistante Sociale.

II. — PERSONNES QUI PEUVENT POSSEDER LE TITRE DE CONSEILLER D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

Or, les décrets relatifs aux Chambres de Métiers et les décrets d'application qui ont suivi le décret du 24 mai 1938 donnent le même droit d'être Conseillers d'Orientation et de diriger un Centre à toute une série de fonctionnaires qui auront été autorisés à suivre à l'Institut deux stages de 15 jours (dont ils peuvent être dispensés), et à présenter un rapport de stage. Il n'est plus question de limite d'âge. De ce nombre sont :

Les personnes ayant appartenu à l'Enseignement public,

Les personnes ayant appartenu au cadre des Inspecteurs du Travail,

Les personnes ayant appartenu au cadre des Contrôleurs de la Main-d'Œuvre,

Les personnes qui ont dirigé pendant 5 ans au moins un Office public de placement,

Les Docteurs en médecine : mais pour ceux-ci l'Institut n'est pas d'accord.

Répondant à une question posée par la Chambre de Commerce de Marseille, l'Institut écrivait le 6 février 1941 : « Je vous adresse la liste des médecins qui ont suivi des cours à notre Institut. Ils se divisent en deux groupes : les uns peu nombreux (trois) ont suivi les cours réguliers et obtenu le diplôme, d'autres ont suivi une session spéciale de deux ou trois semaines organisée par notre Institut avec le concours de l'Institut d'Hygiène de la Faculté de Médecine de Paris, et ont obtenu le certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut.

Ces médecins ne sont pas des Orienteurs, mais ont seulement été initiés aux méthodes de l'Orientation Professionnelle spécialement à celles se rapportant au point de vue médical et physiologique. Ils sont ainsi tout indiqués pour être médecins des Services d'Orientation Professionnelle, mais ne peuvent pas être conseillers d'Orientation.

Qui donc a raison, l'Institut National ou le décret du 6 avril 1939 sur les Centres obligatoires ?

Le décret du 14 avril 1939 sur les Centres facultatifs considère comme valables des diplômes français ou étrangers de même nature, reconnus équivalents par le Ministre de l'Education Nationale. Personne n'a jamais fixé quelle est la nature de ces diplômes français ou étrangers, ni leur équivalence.

Nous avons déjà indiqué que le décret du 2 septembre 1939 prévoit des médecins chargés de mission dans les Ecoles éloignées des Centres d'Orientation ; que ces médecins devront établir une fiche médico-physiologique, ce qui n'est nullement de l'Orientation Professionnelle.

Que penser de toute la série de fonctionnaires qui, remarquables peut-être dans l'exercice de leur fonction, n'ont pas, par grâce d'Etat, les qualités requises pour faire de l'Orientation ou de la Sélection. En faisant la preuve par l'absurde, peut-on dire que l'un ou l'autre de ces fonctionnaires pourrait être chargé par des Industriels d'un Centre psychotechnique en Usine, et dans l'affirmative, pourquoi n'étendrait-on pas ces compétences en les autorisant, en fin de carrière, à exercer la médecine ?

Il ne faut jamais oublier, en matière d'Orientation Professionnelle, que le Conseiller d'Orientation a en mains l'avenir d'un être humain, auquel il peut faire le plus grand mal s'il le dirige sans avoir une connaissance suffisante de sa personnalité, et qu'il engage

gravement sa propre responsabilité en pêchant même par ignorance. C'est uniquement cette responsabilité qui doit compter en Orientation et non des préoccupations de retraite ou d'amélioration de la fonction.

III. — *QUALITES REQUISES POUR ETRE CONSEILLER D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.*

D'après M. FONTÈGNE, Inspecteur Général de l'Enseignement Technique, Directeur de l'Institut d'Orientation Professionnelle, il faut :

Savoir écrire convenablement, afin de pouvoir faire paraître dans la Presse des articles et des études ;

Savoir parler pour faire des Conférences dans les milieux les plus divers ;

Avoir une culture aussi forte que possible, qu'on aura soin d'entretenir et de développer ;

Avoir une connaissance complète de la Technique des Métiers ;

Avoir une bonne connaissance de la vie, de ses difficultés, de ses contradictions, de ses misères ;

Avoir un sincère amour du sujet, qui fait qu'on se « met dans la peau » de celui qu'on veut orienter. Le sujet n'aura pas confiance tant qu'il ne se sentira pas pénétré de l'intérêt véritable que lui porte l'Orienteur, et celui-ci ne trouvera le point de réaction que tout autant qu'il aimera son sujet ;

Avoir beaucoup de tact, de délicatesse, de prudence, de savoir-faire avec les parents pour qu'ils se mettent en confiance et disent, dans tous les cas, la vérité ;

Avoir une fermeté douce et habile à l'égard de la famille et des sujets ;

Avoir un excellent jugement, une saine logique, un esprit froid, une grande facilité d'adaptation ;

Avoir enfin un extérieur gracieux, aimable, avenant, et n'avoir jamais la mine maussade, ennuyée, hautaine.

Ces conditions sont-elles mieux remplies par des hommes ou par des femmes ?

A Paris et en Province, nous avons eu la curiosité d'en faire le relevé, ce sont surtout les femmes qui sont Directrices de Centres et Conseillères des Centres Officiels. Le Centre des Caisses de Compensation de la Rue Viala est dirigé par M^{lle} Renée COURTHIAL, celui de la Chambre de Commerce de Toulouse par M^{lle} G. ALQUIER.

— Bien des gens sont d'avis que lorsqu'il s'agit de laboratoires de psychotechnique mécanisés en vue de la Sélection, ou de laboratoires d'Usine en vue de l'embauche, des hommes pourraient paraître plus adaptés ; d'autres prétendent que des femmes seront pour le moins aussi habiles, aussi attentives et aussi expérimentées, et qu'elles pourront donner une collaboration aussi utile que la collaboration masculine au Chef du personnel et à la Surintendante d'Usine.

— S'il s'agit d'Orientation en atelier de préapprentissage ou d'apprentissage masculin, il vaut évidemment mieux des hommes.

— S'il s'agit d'Orientation ou de Sélection dans les camps de Compagnons ou les Chantiers de Jeunesse, les hommes semblent plutôt mieux indiqués pour appliquer les méthodes Carrard avec la mallette de Belle-Ombre, enseignées au Centre de formation de Clermont.

— Mais s'il s'agit d'Orientation de la Jeunesse masculine et féminine de 8 à 20 ans, nous sommes d'avis

qu'une femme a plus de qualités que l'homme pour remplir les conditions requises par M. FONTÈGNE pour un bon Orienteur ; la femme a, malgré tout, plus de finesse, plus de sensibilité, plus de divination, plus de savoir-faire : elle se rendra plus facilement « disponible », suivant l'expression d'Alfred BOUTINAUD.

Les Conseillers d'Orientation Professionnelle devraient approfondir cette page magnifique qu'il a écrite dans l'un de ses ouvrages : « Toute âme d'enfant, dit-il, renferme en elle-même d'admirables possibilités qui ne demandent qu'à être mises à jour et en valeur : pour prendre ce contact, il est nécessaire de sortir de soi, de *se rendre disponible*.

« Il faut se garder de traiter l'enfant comme un adulte en miniature ; l'enfant n'est pas une abstraction, mais une créature concrète, un composé humain et non pas une âme et un corps seulement, d'où nécessité de comprendre l'enfant dans sa nature psychophysique. L'enfant est un long devenir, une constante évolution vers l'adolescence, puis vers l'âge adulte, d'où nécessité d'une attitude de compréhension pédagogique correspondante, surtout à l'âge de la puberté ».

« C'est par le dévouement affectueux à la Jeunesse qu'on acquiert l'acuité de vision psychologique et qu'on devient capable de saisir la personnalité enfantine dans sa contexture totale vivante, dans son Orientation vivante et concrète. Les lumières de la psychologie scientifique leur seront d'un faible secours en comparaison de celles que leur procurera la compréhension affectueuse de l'enfant. L'attitude d'observation recommandée par la psychologie expérimentale est, en effet, celle du naturaliste. Froide et impersonnelle, elle se révèle impuissante à rejoindre cette réalité mystérieuse et si complexe qu'est une personnalité enfantine. Elle ne réussirait qu'à glacer la vie psychologique de l'enfant

qu'elle prétendrait vouloir étudier objectivement. L'enfant a tôt fait de comprendre s'il a le droit de se montrer naturel, tel qu'il est, ou si, au contraire, il doit se défier, adopter une attitude de réserve, de prudence ou de dissimulation en présence de l'observateur qui manque de sympathie ou d'affection. Contact, sympathie, charité, voilà les conditions indispensables pour la compréhension de l'enfant ».

« Provoquer la sympathie ! — La personnalité enfantine pourrait être considérée comme formée de couches concentriques : d'abord la couche biologique, puis le moi social, puis le moi intellectuel, enfin le cœur et le moi spirituel, mais tout ceci ne formant qu'une personnalité. On peut diriger son attention sur chacun de ces plans pris séparément et l'attitude et ses résultats seront totalement différents. La personnalité se trouvera alors décomposée en autant d'aspects et de vues partielles, et la réaction du sujet variera selon l'aspect considéré. S'occuper seulement du physique de l'enfant quand on s'adresse à lui est tout autre chose que de parler à son intelligence et à son cœur. L'enfant a parfaitement conscience de ces nuances d'attitude et il sent qu'on ne le comprend pas dans la totalité de sa personne. Le regard porté ainsi sur lui présente, en effet, des degrés de pénétration allant des couches superficielles de sa personnalité aux couches profondes. La véritable sympathie s'adresse à la personnalité tout entière de l'enfant prise d'un seul coup et dans son ensemble. L'enfant apparaît alors unique en son genre, recélant en lui-même des possibilités et des virtualités qui ne demandent qu'à s'actualiser. Il sent que l'attitude sympathique de son éducateur est orientée vers son être psychique propre, vers sa valeur concrète et que le cap est mis droit vers son âme d'enfant sans se laisser accrocher par l'accessoire et l'accidentel.

M. le Doyen Barthélemy RAYNAUD, Doyen de la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, a publié dans le *Sémaphore de Marseille* du 25 février 1941, une étude sur l'Enseignement technique : il est sage d'en retenir la conclusion et de l'appliquer à l'enrichissement personnel que doit avoir un Conseiller d'Orientation Professionnelle : « Pour conclure, écrit M. Barthélemy RAYNAUD, je dirai qu'à cet Enseignement technique, il faut une âme et que c'est cette âme qui est particulièrement à soigner : ici, comme ailleurs, pour réussir il faut beaucoup d'amour, beaucoup d'amour de ce que l'on fait d'abord, beaucoup d'amour aussi pour aider et servir les autres ».

CHAPITRE IX

LES EMPIETEMENTS COMMIS DANS L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE CONSEILLER D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

A notre avis, on rendrait un service important à l'Orientation Professionnelle, appelée à jouer un rôle dans l'organisation corporative et sociale de notre pays et à la Jeunesse, si l'on respectait l'ordre des valeurs aussi bien à l'intérieur d'un Centre que dans le cadre général de cette profession.

1. — EMPIETEMENTS A L'INTERIEUR DES CENTRES:

Un examen sérieux d'Orientation Professionnelle doit se composer en effet, de deux parties bien distinctes :

1° L'information ;

2° L'observation et l'expérimentation.

L'information comprend :

La conversation du Conseiller d'Orientation Professionnelle avec la Famille et l'enfant et le questionnaire qu'on leur fait remplir après cette conversation ;

Le questionnaire rempli par le Maître d'Ecole sur le comportement de l'enfant à l'école, intelligence, caractère, goûts, aptitudes ;

L'enquête de l'Assistante Sociale dans le milieu familial, social et scolaire ;

La visite médicale aussi complète et poussée que possible.

Dans cette information, cinq catégories de personnes jouent chacune leur rôle et apportent un élément au dossier : la Famille, l'enfant, le Maître, le Médecin, l'Assistante Sociale.

Le rôle principal, primordial, appartient au Conseiller d'Orientation qui aura à ajouter au dossier ses observations personnelles qu'il appuiera sur des expériences aussi variées que possible, aucun Test ne pouvant par lui-même permettre la moindre conclusion, et qui aura à conclure à la suite de méditations personnelles sur l'ensemble des pièces du dossier, et sur chacune en particulier.

Tous ceux qui apportent une pièce au dossier ont leur responsabilité limitée à cette pièce ; le Conseiller d'Orientation Professionnelle, *seul*, a la responsabilité *entière*, et le Conseil qu'il donnera à la famille engagera non seulement sa conscience, mais tout l'avenir d'un sujet.

L'enjeu de l'affaire est de valeur, et on comprend les qualités demandées à un bon Orienteur et Orientrice, la culture approfondie qu'on lui demande, et l'enseignement très poussé qu'on lui donne à l'Institut. Pourquoi donc vouloir empiéter sur les valeurs ? Le rôle de l'Assistante Sociale est d'informer sur le comportement de l'enfant et d'assister à la visite médicale ; le rôle du Médecin est d'informer sur le comportement physiologique de l'enfant ; le rôle du Maître d'Ecole est d'informer sur le comportement de l'enfant à l'école ; la res-

pensabilité morale de chacun de ces informateurs est engagée pour l'information qu'il a donnée, mais elle ne va pas plus loin ; il peut se tromper et, par le fait même, fausser l'information, mais le Conseiller d'Orientation Professionnelle aura en son pouvoir des moyens de contrôle qui lui permettent de déceler si l'un ou l'autre de ces informateurs a vu juste ou non : lui seul a le devoir de ne pas se tromper.

Nous avons reçu des observations de telle Directrice d'Ecole d'Assistantes Sociales qui nous disait : « Comment se fait-il que chez vous les Assistantes stagiaires ne voient qu'incidence passer des Tests psychologiques, alors que dans les Centres obligatoires, on leur enseigne à les faire passer » ? Nous avons répondu : Nous faisons cela parce que nous estimons que pour le bien du sujet, la seule valeur en cause, un compartimentage sévère est de rigueur, et que chacun ne doit faire que son métier : l'Assistante Sociale les enquêtes, et rien de plus ; le médecin la visite médicale et l'établissement de la fiche biométrique, rien de plus. Le Conseiller d'Orientation prend leur avis, et rien de plus : il doit évidemment se concerter avec eux, mais c'est à lui et à lui seul qu'appartient la décision.

II. — *EMPIETEMENTS DANS LE CADRE GENERAL DE LA PROFESSION.*

Nous ne voudrions pas, et nous nous excusons de revenir sur cette idée, que l'on nous accuse de faire la critique des fonctionnaires. Bien loin de nous cette pensée. Il y a parmi eux des hommes remarquables comme honorabilité, culture et valeur professionnelle, qui exercent leur fonction avec des capacités reconnues et un

très haut sentiment du devoir. C'est à toutes ces catégories professionnelles de fonctionnaires ou de médecins de valeur, énumérées dans les décrets d'application du 24 mai 1938, que l'on doit poser la question : Quelles qualités avez-vous donc pour faire sérieusement de l'Orientation Professionnelle après un double stage de 15 jours, et un rapport de stage, alors que vous pouvez être dispensés de l'un et de l'autre, tandis que l'obtention du grand diplôme de l'Institut demande de telles études, et que la « vocation » de Conseiller ou de Conseillère d'Orientation demande de telles qualités et engage de telles responsabilités ! C'est en raison même de ces responsabilités, que s'il y a une profession où ne doit régner ni empiètement, ni confusion, c'est bien celle d'Orienteur et d'Orientrice.

Cela ne veut pas dire que nous leur contestions le droit de diriger un Centre ou d'être Conseillers d'Orientation, mais il est indispensable dans l'intérêt de l'enfant, qui seul compte, qu'à droits et devoirs égaux, ils fassent des études au moins égales et aillent eux aussi, même après 45 ans d'âge, suivre les cours complets de l'Institut, et faire les stages réglementaires. La défiance et la réserve des familles n'auraient alors plus de raison. S'il y a une profession souvent critiquée, c'est celle de l'Ingénieur. Pour certaines écoles, il y a des concours qui nécessitent des études spéciales, et le diplôme n'est délivré qu'après être passé par des Ecoles d'application. A côté de cela, d'autres Ecoles d'Ingénieurs dont l'entrée était ouverte à tous les porteurs du seul diplôme de baccalauréat et qui ne vont à la sortie, dans aucune Ecole d'application. Sur le chantier ou à l'usine, ils s'appellent tous M. l'Ingénieur... s'agissant du travail et du façonnage de la matière, cela n'a qu'une importance relative, l'ingéniosité pouvant remplacer le génie civil ; mais s'agissant de la personne humaine dont la valeur est infinie et qu'une erreur de diagnostic peut précipiter

dans le malheur, pourquoi de tels empiètements et de telles confusions de valeur ?

— Le Docteur Paul BONCOUR, professeur à l'Institut, lors d'une Conférence faite à l'occasion du Congrès des Orienteurs en 1935, a donné l'énumération des opinions sur le rôle du Médecin en Orientation Professionnelle.

1^{re} *opinion*. — Le rôle médical est purement *négatif*, le praticien est uniquement contre-indicateur, son examen clinique est consigné sur une fiche transmise à l'Orieur, qui prend ensuite sa décision : il y a donc séparation très nette entre le Médecin et l'Orieur ; c'est l'opinion du Centre de Niort.

2^e *opinion*. — Une deuxième opinion consent au Médecin une action *rectificatrice* ; une profession étant choisie, le médecin est averti et formule, s'il y a lieu, les objections à cette Orientation. C'est l'opinion des Centres de Lille et d'Annecy.

3^e *opinion*. — Orientation faite en commun : c'est-à-dire le Médecin participe à une sorte de Conseil de vocation et donne son avis. Il a un rôle de contre-indicateur d'une part et un rôle positif d'autre part, mais en participation.

4^e *opinion*. — Une quatrième opinion est que le Médecin a le rôle prépondérant en Orientation Professionnelle et que le rêve serait d'avoir à la tête des Centres d'Orieurs, un médecin Orieur. Rien ne s'oppose à cela, répond l'Institut National, mais à la condition que le médecin ait suivi le cycle complet d'Etudes de l'Institut et pris le diplôme après stages réglementaires. Un médecin qui n'a suivi que les sessions d'information de 15 jours ne saurait être Conseiller ou diriger un Centre.

5^e *opinion*. — Cette dernière opinion, est celle des décrets qui les chargent des missions d'Orientation Professionnelle, c'est que les médecins d'Hygiène chargés de Services d'Inspection dans les Ecoles sont les plus qualifiés pour faire de l'Orientation, vu qu'ils suivent le comportement physiologique de l'enfant durant sa scolarité. Les décrets prévoient que le médecin chargé de mission devra établir une fiche médico-physiologique. Mais nous avons dit que la physiologie ne joue dans l'Orientation Professionnelle qu'un rôle d'information. Bien entendu, nous sommes ici dans le domaine de l'Orientation et non dans celui de la Sélection à l'embauchage en Usine, où le rôle du médecin peut être fort différent.

— La mission la plus délicate, est celle que l'on essaye de faire donner aux Maîtres de l'Enseignement ; la catégorie des éducateurs est celle qui vient en tête de la liste de ceux qui peuvent faire de l'Orientation Professionnelle, après deux stages de 15 jours et un rapport de stage avec dispenses prévues.

En mars 1930, la Commission d'Orientation Professionnelle du Centre parisien de la Ligue de l'Enseignement réunie sous la présidence de M. LABBÉ, Directeur Général de l'Enseignement Technique, émettait le vœu suivant :

Considérant que l'Orientation Professionnelle est un élément important de l'organisation économique ;

Qu'elle répond aux principes de justice économique qui régissent notre démocratie ;

Qu'elle est de nature à favoriser le recrutement national de nos différents ordres d'enseignement ;

Que dans tous les pays, le personnel enseignant est

étroitement associé aux médecins et aux Conseillers dans cette Œuvre ;

Que celle-ci ne peut réussir que si elle a lieu à l'école et par l'école ; émet le vœu suivant :

Que le Ministre rappelle les circulaires de 1920 et 1921 invitant les Inspecteurs d'Académie à participer à l'organisation de l'Orientation Professionnelle ;

Que les Instituteurs soient préparés à la pratique de l'Orientation Professionnelle et qu'on récompense leur activité dans ce domaine.

Au Congrès International de l'Enseignement primaire de 1939, M. LUC, Directeur Général de l'Enseignement Technique (10) précisait sa conception du rôle de l'école en Orientation Professionnelle :

« Comment, disait-il, l'Ecole peut-elle servir l'Orientation ? D'abord par une longue préorientation qui commence avec la vie scolaire elle-même et qui prend toutes les formes de l'éducation, physique, intellectuelle, artistique, morale et sociale. Mais vient le moment du choix, de l'Orientation proprement dite. Il faut en préciser le sens. Il ne s'agit plus du placement, c'est-à-dire du discernement de cette place, souvent de hasard, que l'enfant occupera dans la vie professionnelle. Il s'agit avant tout de définir le champ dans lequel les aptitudes de l'enfant, souvent complexes, trouveront le mieux l'occasion de s'exercer, dans son intérêt et dans l'intérêt commun. *En ce sens, le rôle de l'Education est prédominant.* C'est parce que jusqu'ici elle ne l'a pas complètement rempli que l'Orientation Professionnelle est assurée du succès. Non qu'elle soit seule en cause... Il y faut l'intervention du Médecin, des professionnels, et d'abord et avant tout de la famille dont il s'agit simplement de conseiller, de guider la liberté.

(10) Compte rendu du Congrès dans Ecole et Travail.

« On voit que les Maîtres doivent être formés à ce rôle dès l'Ecole Normale. Celle-ci comporte des programmes de psychologie expérimentale, de pédagogie dont l'idée d'Orientation Professionnelle préciserait et enrichirait le contenu. L'Ecole annexe fournirait le thème et le lieu d'exercices nombreux aussi intéressants qu'utiles ».

En raison de son importance, la question fût portée devant le Congrès National des Orienteurs de France en 1935. M. LOMBARD, Orienteur de l'Office de Nantes, et M. BOZONET, Industriel, Inspecteur Régional de l'Enseignement technique, Président de la Commission d'Orientation Professionnelle de Rouen, présentèrent des rapports qu'il faudrait citer en entier :

L'Ecole, déclarait M. LOMBARD, ne peut se désintéresser de la préparation à la vie professionnelle : il est normal qu'elle se préoccupe au premier chef de l'Orientation Professionnelle des enfants, on ne conçoit pas qu'elle puisse préparer un avenir, ou plus exactement, un devenir professionnel sans s'attacher à aiguiller les élèves vers une activité dont les exigences s'harmonisent avec leurs aptitudes. Le rôle de l'Ecole primaire sera double :

1° Elle fera ce qu'on appelle la préorientation professionnelle ou documentation professionnelle générale.

2° Elle fournira aux Conseillers d'Orientation Professionnelle, les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'Orientation individuelle.

Voilà cette fois nettement précisé le rôle respectif des parties en cause.

M. LOMBARD ajoute que l'Ecole doit être une préparation à la vie professionnelle, c'est pourquoi le maître devra fréquemment appeler l'attention de ses élèves sur l'importance du choix judicieux d'une profession. Le maître devra faire connaître les monographies des différentes professions, renseigner sur les avantages, les

inconvenients, sur les aptitudes requises. Il devra s'appliquer à former chez l'enfant, une mentalité professionnelle, c'est-à-dire, déposer en lui un idéal professionnel : l'amour du métier, l'amour du travail, l'amour-propre qui incitera l'enfant à ne pas être inférieur à sa tâche, le sens de l'effort, la ponctualité, l'habitude de l'ordre, le goût de la précision, le goût du travail bien fait, le goût de la recherche. Ces qualités plus ou moins accusées, peuvent être devinées chez les bons écoliers et développées par l'éducateur.

Le travail manuel, éminemment propre à habituer les enfants à se servir de leurs mains, peut aussi leur faire acquérir ces qualités essentielles, l'amour du travail, habileté manuelle, habitude de l'ajustage, habitude des tracés, faire l'éducation de l'œil et de la main. La visite d'ateliers, de bureaux, de chantiers, de comptoirs, est une excellente leçon de choses. Pour les ruraux, la visite d'expositions agricoles et d'exploitations rurales peuvent être excellentes. La présentation de films supplée à la description des professions. Un bon film, véritable monographie par l'image, contribue largement à plonger l'enfant dans l'ambiance professionnelle. Enfin l'éducation physique, conjuguée avec l'enseignement et la pratique habituelle de l'hygiène, est une excellente préparation à l'Orientation Professionnelle.

Ici, M. LOMBARD en arrive à la collaboration entre l'Enseignement primaire et l'Orientation Professionnelle.

Pour que l'Orientation Professionnelle joue un rôle efficace de transition entre l'école et la vie professionnelle, il importe que les deux organismes opèrent en liaison étroite.

Par la tenue à jour du livret scolaire, par la rédaction de la notice scolaire, le maître peut fournir à l'Orienteur des renseignements qui aideront ce dernier à

apprécier en toute objectivité, les caractéristiques du sujet.

Mais on ne saurait demander à l'instituteur de remplir lui-même les fonctions d'Orienteur. Si, en effet, il connaît la valeur intellectuelle, morale, manuelle d'un sujet, il n'a pas le temps nécessaire pour connaître des professions, des aptitudes requises, des conditions d'apprentissage, de l'encombrement du marché du travail, des risques de chômage, des accidents du travail, des salaires, etc..

On ne saurait non plus lui demander d'étudier, pour les préciser, les différents aspects psychologiques des enfants, de se tenir au courant des procédés d'Orientation ; on ne peut pas demander aux Instituteurs, Institutrices, d'être avec un égal bonheur, éducateurs, techniciens, économistes, sociologues, psychologues et physiologistes.

Leur rôle est de *préparer l'Orientation et de fournir tous les renseignements d'ordre psychologique et physiologique qui peuvent présenter de l'intérêt pour cette orientation*. Les renseignements que l'Ecole devra fournir à l'Orienteur, sont de l'ordre suivant : goût de l'enfant, ses connaissances, ses aptitudes ou ses inaptitudes, son caractère.

Nous avons tenu à insister sur la question si délicate de l'empiètement des valeurs. Si après 20 ans d'exercice, l'Orientation Professionnelle officielle n'a obtenu que des résultats minimes, c'est parce que l'on a voulu ou permis des empiètements de gens sans qualification, au lieu d'exiger des valeurs strictes, régulièrement formées, en vue de la haute mission à remplir et des responsabilités que comporte cette mission.

CHAPITRE X

CONSEQUENCES ET RESULTATS DE LA LEGISLATION SUR L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE CONCLUSIONS

I. — CONSEQUENCES ET RESULTATS.

Le *Bulletin du Ministère du Travail* (N^{os} 4, 5, 6, de 1938), donnait la situation de l'Orientation Professionnelle réalisée en France avec le concours des Offices de placement. Il résulte, dit le *Bulletin*, que pour l'exercice 1935-36, 58. départements possédaient un Service d'Orientation Professionnelle rattaché à un Office public de placement ; que 3 départements envisageaient, pour 1937, la création d'un Service d'Orientation Professionnelle et que 18 départements avaient un Service d'Orientation Professionnelle indépendant.

D'après le rapporteur, 12 Centres d'Orientation Professionnelle seulement faisaient usage de Tests ; 25.524 enfants — dont 11.073 filles — auraient été examinées en vue de leur Orientation Professionnelle ; 15 départements auraient examiné un nombre supérieur à 500, la première place revenant à la Seine-Inférieure avec 3.444 enfants orientés.

Sur les 6.790 contre-indications relevées, 9,35 % seraient d'ordre médical, 8,94 d'ordre économique et 8,22 d'ordre scolaire.

8.296 enfants auraient été placés par les soins des dits Offices.

50 % dans la profession choisie en premier lieu.

17 % dans la profession choisie en second lieu.

33 % dans une autre profession.

Quant aux motifs indiqués par 5.867 enfants, ils se répartissent comme suit :

57 % déclarent s'inspirer de leur goût personnel.

19 % déclarent vouloir exercer le métier de leurs parents.

24 % obéissent à d'autres suggestions.

Dans ces chiffres n'entre pas en ligne de compte le département de la Seine où 11.094 enfants se seraient présentés aux Offices municipaux annexés aux Comités de patronage des apprentis, et aux Offices attachés à diverses mairies de la région parisienne. Il faut supposer que les Centres de Paris sont au moins de ceux qui utilisent les Tests.

Donc pour l'exercice en cause, pour l'ensemble de la France, la région parisienne comprise, 90 Offices publics d'Orientation Professionnelle ont examiné en tout 36.618 enfants sur une population scolaire et primaire supérieure d'environ 3.000.000 d'enfants, dont 580.000 environ en fin de scolarité, soit près de 7 %. Il y a lieu de souligner qu'en 1936, l'expérience des Offices publics créés par le décret de septembre 1922 dure depuis 14 ans !...

Il y a lieu aussi d'ajouter aux Offices publics un certain nombre d'organisations aidées et soutenues par les Pouvoirs publics et qui faisaient aussi de la Documentation et de l'Orientation Professionnelle, notamment :

Le Service d'Orientation Professionnelle du Laboratoire de Psychologie de l'Ecole des Hautes Etudes, 1, rue Cabanis, Paris (14^e).

Le Service d'Orientation des Etudes de la Ligue de l'Enseignement, 3, rue Récamier, Paris (7^e).

Le Bureau Universitaire de Statistique, 110, rue de Grenelle, Paris (7^e).

Le Bureau Universitaire d'Information sur les carrières, 104, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e).

Le Centre d'Orientation Professionnelle artisanale de la Chambre de Métiers, 176, quai de Jemmapes, Paris (10^e).

Le Service d'Orientation Professionnelle de l'Enfance en danger moral, 17, rue du Pot-de-Fer, Paris (5^e).

Le Centre de l'Institut National d'Orientation Professionnelle, 41, rue Gay-Lussac.

Le Centre des Amis de l'Enfance, 19, rue Grillon, Paris (4^e).

Le Centre de la Fédération des Anciens Elèves des Ecoles Professionnelles et Pratiques, 62, rue Saint-Antoine, Paris (4^e).

Le Comité de l'Ecole à l'Atelier, 11, rue de Lesseps, Paris (18^e).

Il serait extrêmement intéressant de mettre en regard et pour la même période, d'une part les résultats des 18 Centres dus à l'initiative privée, fonctionnant en province et aux 10 Centres fonctionnant à Paris, et d'autre part les résultats des efforts faits en Europe et en Amérique pour l'Orientation et l'adaptation de la Jeunesse. Les chercheurs trouveront ces derniers résultats dans les statistiques publiées par le Bureau International du Travail.

Dans leur numéro 7 de juillet 1941, *Les Documents Français* donnent deux séries de renseignements qui illustrent la position de l'Orientation en France 19 ans

après le décret de 1922, qui chargeait l'Enseignement Technique de l'organisation de l'Orientation Professionnelle.

1° Chaque année en France, disent *Les Documents Français*, environ 250.000 garçons et 260.000 filles prennent rang dans la vie active du pays...

En 1939, 59.453 enfants sortis de l'Ecole ont été signalés aux différents Centres, 42.667 se sont présentés et ont été examinés, 10.166 seulement ont été placés. Comme les Centres officiels et obligatoires sont à peu près tous rattachés à des Offices publics de placement, le placement a joué seulement pour deux pour cent de la population scolaire entrant dans la vie active du pays. L'Orientation a joué sur 8 % de cette même population, y compris les chiffres de la préorientation faite obligatoirement dans les Ecoles publiques. Un statisticien curieux pourrait rechercher ce qu'ont coûté aux finances publiques l'ensemble des personnes intervenues officiellement, à un moment ou à un autre, pour le placement de ces 10.166 sujets et l'Orientation de 42.667 jeunes gens ou jeunes filles.

2° D'autre part, *Les Documents Français* publient un tableau de la situation des Centres d'Orientation Professionnelle en zone non occupée, situation arrêtée à juin 1941. Nous y voyons pour 37 départements :

2 Secrétariats départementaux, l'un avec juridiction sur les départements de l'Ariège, Haute-Garonne, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne ;

L'autre avec juridiction sur les départements de l'Aude, Aveyron, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales (Tous ces départements sont du Midi, de la rive droite du Rhône au confluent du Tarn et de la Garonne).

Pour 37 départements, Secrétariats organisés compris,

en tout seulement 5 Centres obligatoires : Limoges, Marseille, Montpellier, Nîmes, Saint-Etienne.

Et 21 Centres, dits facultatifs, créés par l'initiative privée : Toulouse, Carcassonne, Narbonne, Alès, Béziers, Bourg, Bellegarde, Limoges, Montluçon, Nice, Marseille, Châteauroux, Grenoble, Pau, Tarbes, Clermont, Lyon, Villefranche, Chambéry, Annecy, Toulon, Perpignan.

Dans ces 26 Centres, nous ne savons trouver, sauf erreur, comme Orienteurs ou Directeurs de Centres, que huit personnes ayant le grand diplôme de l'Institut National dont sept femmes, et Monsieur l'Abbé BESSON de Clermont, professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Seulement 14 Centres ont un service médical organisé, parmi lesquels 11 facultatifs.

Seulement 12 Centres ont une Assistante Sociale non stagiaire, parmi lesquels 9 Centres facultatifs.

L'organisation du Centre de la Chambre de Commerce de Marseille est, par hasard, à peu près laissée dans l'ombre : elle est pourtant, de l'avis même du Secrétariat Général, et sans conteste, la plus importante de la zone libre. Par lettre recommandée du 4 août, M. le Président du Conseil d'Administration priait *Les Documents Français* d'avoir à faire les rectifications nécessaires.

Tous ces chiffres sont pleins d'intérêt ; la statistique serait plus intéressante encore si *Les Documents Français* pouvaient publier un tableau de la situation en zone occupée.

Nous ne voulons pas clore ces statistiques sans mettre en lumière quelques réalisations dues à l'initiative privée, parmi lesquelles une place de tout premier rang doit être réservée à l'œuvre magnifique réalisée à l'Office des Caisses de Compensation de la région parisienne par M^{lle} Andrée COURTHIAL : Nous avons eu l'honneur de faire nos stages à l'Office dirigé avec tant de

savoir et de compétence par M^{lle} COURTHIAL et nous sommes heureux de lui renouveler ici nos sentiments de très vive reconnaissance pour l'enseignement qu'elle nous a donné.

Cet Office d'Orientation est l'un des Services de la Caisse de Compensation de la région parisienne, 10, rue Viala, à Paris. Cette Caisse avait tenu à ne pas limiter son action, après enquêtes à domicile, au paiement d'allocations par simple compensation. Comme les Caisses de Compensation en ont le droit, toutes les fois qu'elles veulent ne pas se borner à être de simples Caisses de répartition, celle de la rue Viala a créé un certain nombre d'œuvres sociales au bénéfice de 300.000 familles inscrites, presque toutes de la Métallurgie, cliniques, laboratoires biologiques, un hôpital, enseignement ménager, etc...

En 1932, M^{lle} Andrée COURTHIAL, à son retour des Etats-Unis, installa un laboratoire de psychotechnique, et un Centre d'Orientation Professionnelle où elle mit en pratique les méthodes américaines de psychologie expérimentale. Sa clientèle est une clientèle libre : l'Office exerce son activité dans le cadre des activités professionnelles et non dans le cadre scolaire ou territorial comme la plupart des Centres de Paris. Les enfants sont envoyés par les familles, les Assistantes Sociales, les Industriels qui veulent faire sélectionner soit leurs candidats apprentis, soit leurs candidats employés et ouvriers.

L'activité de l'Office au cours des dernières années est marquée par le tableau suivant qui indique le nombre d'enfants orientés :

Exercice 1932-1933	225
» 1933-1934	569
» 1934-1935	898

Exercice 1935-1936	1.282
» 1936-1937	1.697
» 1937-1938	2.343
» 1938-1939	2.994
» 1939-1940	4.657

Cet Office a à sa disposition tout le groupe des Assistantes Sociales attachées aux divers services de la Caisse de Compensation, ce qui lui permet de maintenir un contact étroit avec les familles et de suivre la Jeunesse qui est passée par les Services d'Orientation. Il est, sans conteste, l'un des mieux organisés de France et l'une des plus belles réalisations françaises de l'initiative privée. Son budget très important lui a été une aide indispensable. Quel que soit le dévouement des personnes compétentes et leur zèle, elles ne pourront rien si elles ne sont pas comprises et largement aidées par les organismes qui ont les moyens financiers. L'argent ne peut rien par lui-même, et si l'on veut des réalisations fécondes, il ne faut pas craindre de mettre à la disposition des Centres, beaucoup d'argent : avec des soucis financiers, on ne peut aboutir qu'à des réalisations à courte vue.

La Chambre de Commerce de Paris a créé en 1925 un Office de consultations et d'Orientation Professionnelle, accompagné d'un service médical et d'un service cinématographique d'informations professionnelles. Ces réalisations sont exposées en détail dans un ouvrage de GAILLARD et LOMONT sur le choix d'un métier. De 1925 à 1938, cet Office a eu à examiner 18.000 enfants.

La Méthode utilisée, tient un peu, pourrait-on dire, de la méthode Carrard utilisée aux Usines Michelin et aux Usines de l'Electro-Métallurgie à Lyon. Chaque enfant est soumis, durant les premiers mois, à une observation méthodique complétée par des organismes d'apprentissage dénommés « ateliers-écoles ».

Les enfants font, dans ces établissements, l'essai de métiers divers, et ce n'est que lorsqu'ils sont passés par une série d'ateliers, qu'ils sont dirigés vers telle ou telle formation suivant leurs aptitudes.

De cette façon, à la suite d'essais multiples, l'enfant s'oriente de lui-même sous la surveillance de techniciens et d'orienteurs. C'est là une formule très riche en résultats, puisque l'enfant n'est dirigé que vers la profession pour laquelle il a des aptitudes réelles. Cette méthode comporte un effort financier important pour la création de ces ateliers-écoles, mais encore une fois l'argent en lui-même n'a aucune valeur, il ne vaut que par l'utilisation qui en est faite, et il ne saurait être mieux dépensé, au grand bénéfice de la personne humaine et de l'Industrie, que dans la formation de cadres et de main-d'œuvre excellemment qualifiés.

La Chambre de Commerce de Marseille n'est pas demeurée en arrière, et ses réalisations méritent, elles aussi, d'être citées en exemple. Elle porte un intérêt tout particulier à tout ce qui est Enseignement technique et utilise, pour le développement de cet enseignement des formules très diverses qui vont du simple patronage à la gestion directe : Ecole pratique de Commerce, Ecole supérieure de Commerce, Ecole de Chimie, Ecole d'Electricité Industrielle, Ecole d'Ingénieurs, Ecole de la Radio, Ecole Courbet préparatoire à la Marine Marchande, Ecole d'apprentissage de la Métallurgie, Cours professionnels, etc... Le Centre d'Orientation rue Saint-Jacques est dans le circuit des organismes patronés par la Chambre de Commerce qui a trois de ses membres au sein du Conseil d'Administration. Les Ecoles d'enseignement ménager et l'Ecole de Service Social de Provence sont dans ce même circuit.

II. — CONCLUSION.

La conclusion de cette partie sur la législation doit être, à notre avis, la suivante :

- 1° Nous nous trouvons en présence d'un droit strict, c'est celui de chaque individu de recevoir un conseil qui lui ouvre la voie pour laquelle il est exactement adapté, et où il pourra trouver son bonheur et réaliser sa personnalité ;
- 2° En présence d'un devoir strict, celui du Conseiller d'Orientation, qui n'a pas le droit de commettre d'erreurs d'aiguillage graves, sous peine d'engager sa responsabilité et de fausser l'Orientation du sujet. Pour éviter des erreurs, il doit répondre à des conditions de culture, de caractère, de discernement très précises, et s'entourer d'informations les plus complètes possibles, afin d'éclairer son jugement ;
- 3° En présence de la législation qui doit sauvegarder les droits du premier, et préciser les devoirs du second en entourant son intervention de toutes les garanties scientifiques voulues, et en sauvegardant sa mission contre l'empiètement de ceux qui, n'ayant pas reçu la même préparation pour la remplir dans le seul intérêt de l'individu, risquent de commettre des erreurs qui peuvent les préjudicier gravement.

La législation relative à l'Orientation Professionnelle fixée par les décrets, répond-elle exactement à ces conditions ? On peut supposer le contraire. Elle représente pour l'Orientation un organisme administratif important, qui comporte des interventions nombreuses qui

manquent de souplesse, et qui ne sont pas toujours une garantie de compétence.

Le décret du 24 mai 1938 et les décrets d'application qui ont suivi contiennent des dispositions excellentes à maintenir, mais leur application paraît aboutir à des difficultés qui ne sont pas dues au seul fait de la guerre. Nous estimons que si cette législation doit être conservée, elle gagnerait à être revue et allégée, car elle ne correspond plus exactement à l'esprit social d'après-guerre.

TROISIÈME PARTIE

LES EXPÉRIENCES DE MARSEILLE

CHAPITRE PREMIER

LE TYPE PLACEMENT

(Formule du Décret du 26 Septembre 1922)

I. — EXPOSE GÉNÉRAL DE CETTE EXPERIENCE.

En 1933, M. Gérard BOUDOURESQUE, Chef de l'Office d'Orientation Professionnelle, attaché à l'Office Départemental de la Main-d'Œuvre, publiait un ouvrage ayant pour titre : « L'Orientation Professionnelle - Matière d'enseignement - Organisation de l'Orientation sur le plan scolaire : essai tenté dans les établissements publics de la Ville de Marseille.

Cet ouvrage, fruit d'une expérience datant à ce moment-là de plus de dix ans, avait pour objet de présenter les résultats obtenus d'octobre 1930 à juillet 1933 pendant l'essai d'organisation de l'Orientation Professionnelle dans les classes mêmes de l'Ecole publique. Il vaut d'être lu et médité; il contient des idées souvent fort justes ; il représente un effort d'organisation judicieux, d'autant plus méritoire qu'il fallait préparer l'opinion à l'idée d'Orientation Professionnelle.

M. BOUDOURESQUE a eu le soin de publier chaque année un rapport sur le résultat de son expérience : on ne saurait trop le féliciter du travail important qu'il a dû faire pour mener à bien cette idée de l'Orientation en

cours de scolarité. Des essais semblables ont été conduits dans plusieurs grandes villes : Nantes, Lyon, Nice ; Marseille mérite une place plus qu'honorable.

L'idée de l'expérience est exposée dans la préface. Après s'être rendu compte *des résultats insuffisants de la méthode de liberté*, M. BOUDOURESQUE imagina d'insérer l'Orientation Professionnelle dans le programme scolaire à côté des matières de l'Enseignement, et il se mit d'accord avec le corps enseignant pour faire cet essai.

On prendrait les élèves à la classe du Certificat d'Etudes primaires. Un cours d'Orientation Professionnelle serait prévu une fois par mois dans l'horaire des études. Durant ces cours, le Conseiller d'Orientation Professionnelle expliquerait aux élèves pourquoi il faut réfléchir avant de choisir un métier ; il leur montrerait comment le travail est gouverné par les dispositions intellectuelles, les aptitudes physiques, les qualités morales ; il leur apprendrait l'objet de chaque profession et les matières premières qui y sont travaillées ; il les renseignerait sur les opérations principales, l'outillage, les conditions de travail, d'apprentissage, la situation économique. Des examens physiques et psychologiques suivraient les cours.

Pour l'Orientation, on se tiendrait aux directives suivantes : Les élèves à l'intelligence verbale seraient dirigés vers les cours supérieurs de deuxième année, et ceux qui auraient l'intelligence manuelle iraient dans les cours complémentaires de préapprentissage : ce serait l'Orientation au premier degré.

L'Orientation Professionnelle au deuxième degré serait faite dans la deuxième année des cours supérieurs et des cours complémentaires de préapprentissage. On contrôlerait d'abord la première décision ; le cas échéant, le passage d'une catégorie d'études à l'autre corrigerait

l'erreur de pronostic. Ensuite l'analyse des professions et l'investigation psychologique et médicale seraient poussées, cette fois, dans chaque branche manuelle ou verbale, jusqu'aux détails, jusqu'aux spécialités. Les élèves choisiraient à la fin du cours celles qui leur conviendraient. A ce moment, on dépisterait ceux qui pourraient occuper les emplois de maîtrise, les postes de direction.

Ceux qui ne le pourraient pas trouveraient un débouché dans le placement en apprentissage.

A l'Ecole primaire supérieure, au Lycée, à l'Ecole professionnelle on départagerait les autres, et ce serait l'Orientation au troisième degré.

Dès 1930, un essai fût tenté sur 20 écoles, mais seulement pour les cours complémentaires de préapprentissage. A partir d'octobre 1931, le système complet fût appliqué, dans les 20 écoles, aux classes du Certificat d'études primaires, aux cours supérieurs de deuxième année et aux cours complémentaires d'Enseignement général ; on ajouta même une Ecole primaire supérieure pour un essai d'Orientation au troisième degré. L'action se trouva engagée sur un ensemble de 83 classes, dont 42 cours supérieurs, 32 cours complémentaires de préapprentissage, 6 cours complémentaires d'Enseignement général première et deuxième années, plus deux classes de troisième année primaire supérieure et une quatrième année commerciale.

Il restait à orienter l'élève en faisant à l'Ecole même un certain nombre d'opérations qui se classent en trois groupes : la préorientation, la connaissance de l'élève, le choix de la profession. Cette formule préconisée par M. BOUDOURESQUE a été la formule officielle de ces 20 dernières années. Les modifications prévues par les décrets d'après-guerre et par la circulaire Lamirand, laissent supposer l'importance des résultats obtenus.

A. — LA PREORIENTATION

La préorientation, estime M. BOUDOURESQUE, a pour but de faire connaître l'intérêt qu'il y a à se renseigner avant de choisir une profession, à provoquer les collaborations utiles et préparer ceux qui sont appelés à faire un choix, à recevoir avec profit les conseils que leur donnera plus tard l'Office d'Orientation Professionnelle.

La réalisation s'est traduite par des cours donnés dans les Ecoles et enchaînés de manière à conduire les élèves, par étapes, vers le but désiré. Voici le programme des cours d'Orientation Professionnelle de l'année scolaire 1932-33, cours illustrés par des projections cinématographiques et des monographies de métiers :

1° ORIENTATION PROFESSIONNELLE AU PREMIER DEGRÉ

1° *Le Travail*. — Définition ; les divers modes de travail. Comment les professions se classent par objet dans l'ensemble de l'activité humaine.

2° *Les aptitudes ou dispositions*. — Définition de l'aptitude. Pourquoi et comment la bonne exécution d'un travail dépend des aptitudes. Les différentes sortes d'aptitudes.

3° *Le choix de la profession*. — Pourquoi il faut réfléchir avant de choisir une profession. Comment on doit choisir une profession ; les différents points à examiner. Comment on peut se renseigner sur les conditions exigées par les professions ; comment on peut connaître ses propres dispositions.

4° *Le choix de la profession d'après les aptitudes intellectuelles*. — Les professions à intelligence supérieure. Les professions à intelligence élémentaire ; à forme verbale ou discursive ; à forme sensorielle ou

manuelle. Dans quels cas on peut se diriger vers l'un ou l'autre groupe de professions.

5° *Le choix de la profession d'après les aptitudes physiques.* — Travaux pénibles et travaux légers. Les différentes sortes de contre-indications médicales ; les professions qu'il ne faut pas choisir dans chaque cas.

6° *Le choix de la profession d'après les aptitudes caractérielles.* — L'importance du caractère dans la réussite professionnelle ; les différentes sortes de contre-indications caractérielles ; les professions qu'il ne faut pas choisir dans chaque cas.

7° *Le choix de la profession d'après les conditions économiques.* — Etude comparée des salaires et des débouchés.

8° *La formation professionnelle.* — Comment on peut apprendre une profession. L'intérêt qu'il y a à rester à l'école le plus longtemps possible ; le danger d'un placement ou d'une spécialisation prématurée. Les deux voies à choisir après le certificat d'études primaires ; dans quel cas on doit prendre l'une ou l'autre direction suivant les professions choisies.

2° ORIENTATION PROFESSIONNELLE AU DEUXIÈME DEGRÉ.

a) *Cours supérieurs deuxième année.*

9° *Les caractéristiques du Commerce, de l'Administration, de l'Enseignement, en général.* — Objet : étude comparée des principales opérations ; conditions de travail ; conditions d'apprentissage ; conditions économiques. Les principaux éléments intellectuels, physiques, caractériels de l'aptitude commerciale, administrative. A quels élèves convient tout particulièrement l'enseignement.

10° *Les carrières libérales.* — Renseignements généraux sur les conditions de travail, les conditions économiques. L'aptitude aux études secondaires Quels sont les élèves qui peuvent avoir intérêt à se diriger vers le Lycée : les dangers particuliers à une mauvaise Orientation, dans ce sens.

11° *Les emplois de maîtrise et les emplois de l'industrie.* — Comment on peut se préparer à ces emplois. Les Ecoles pratiques d'industrie, les Ecoles de métiers, les Ecoles primaires supérieures à caractère professionnels (Liste des Ecoles, conditions d'admission, dossiers à établir, débours, bourses accordées, durée des études, diplômes, débouchés).

b) Cours complémentaires d'Orientation Professionnelle et de Préapprentissage.

12° *Les professions moyennes de l'Industrie.* — Monographies professionnelles de l'alimentation, du bâtiment, des cuirs et des peaux, du vêtement, du bois et ameublement, de la mécanique et électricité, du livre, de l'agriculture.

13° *Le placement en apprentissage.* — Conditions d'un bon placement. Le contrat d'apprentissage. Ce qu'un apprenti doit connaître de la législation du travail ; ses droits, ses devoirs. Les cours professionnels de perfectionnement.

3° ORIENTATION PROFESSIONNELLE AU TROISIÈME DEGRÉ.

a) Ecoles primaires supérieures.

14° *Les professions moyennes du Commerce.* — Monographies professionnelles du vendeur, du secrétaire, du comptable, du sténo-dactylographe, du représentant de commerce. La banque, les assurances ; les études de notaire, d'avoué, d'huissier ; la douane.

15° *Les emplois moyens de l'Administration.* — Monographies professionnelles du commis, de l'expéditionnaire, de la dame employée, etc...

a) Dans l'administration publique, l'Enregistrement, les Contributions indirectes, les Douanes, les P. T. T., les Ponts et Chaussées et Mines, l'Hygiène sociale, l'Assistance publique, la Caisse des Dépôts et Consignations, les Administrations municipales, les Préfectures, les Ministères ;

b) Dans l'administration privée, Chemins de fer, Offices coloniaux, Banques, Crédit Lyonnais, Banque de France, Comptoir National d'Escompte, Crédit Foncier de France, Compagnies de Navigation, Tramways, Gaz et Electricité. Conditions d'admission, avancement, concours exigés (conditions et dates probables).

16° *Les professions de l'Enseignement primaire, primaire supérieur, technique.* — Comment on peut s'y préparer. Les écoles normales : conditions d'admission, durée des études, débouchés.

17° *Professions supérieures du Commerce, de l'Administration, de l'Assistance publique.* — Monographies professionnelles du Directeur commercial du rédacteur dans les différentes administrations, de l'Assistante sociale, de la sage-femme.

Comment on peut se préparer à ces professions : les Ecoles de Haut Enseignement Commercial, les Ecoles Hôtelières, les Ecoles de formation sociale, les classes spéciales des Ecoles primaires supérieures.

b) *Ecoles pratiques, Ecoles primaires supérieures à caractère professionnel.*

18° *Les emplois de maîtrise dans les professions industrielles.* — Monographies professionnelles du contremaître, vérificateur, chef de chantier, métreur,

conducteur de travaux, chef d'atelier (mécanique, électricité, automobiles, aviation, chaudronnerie, mines, travaux publics, charpente, bâtiment, agriculture).

19° *Les emplois techniques de l'Administration.* — Le P.-L.-M., les P. T. T., la navigation, l'armée. Conditions d'admission, concours (conditions et dates probables), avancement.

20° *Les emplois de direction dans l'industrie.* — Monographies professionnelles de l'ingénieur, du chimiste, de l'architecte, du dessinateur. Comment on peut se préparer à ces emplois : les grandes écoles spéciales (Ecoles Nationales, pratiques ou supérieures d'agriculture ; Ecoles d'Ingénieurs, Arts et Métiers ; Ecole Professionnelle d'Electricité, de Chimie, etc...). Conditions d'admission, concours d'entrée, diplômes, débouchés.

Les élèves étaient tenus de faire des résumés de ces cours et des devoirs. En plus de ces cours aux élèves, une série de conférences techniques sur les métiers, étaient faites chaque année dans le but de montrer aux Instituteurs et aux Assistantes Sociales les points sur lesquels devait porter leur collaboration.

Les cours de préorientation étaient effectués à l'Ecole même et incorporés dans l'Enseignement réglementaire. En fin d'année scolaire, les élèves étaient familiarisés avec le problème de l'Orientation Professionnelle ; ils étaient à même de choisir une profession, il ne restait plus au Conseiller d'Orientation que de confirmer ou déconseiller d'après les résultats des examens d'aptitudes.

B. — LA CONNAISSANCE DE L'ELEVE

Si nous avons bien compris la méthode de M. BOUDOU-RESQUE, c'est le Conseiller d'Orientation qui fait lui-même les enquêtes indispensables à toute connaissance

du sujet, enquête auprès des maîtres à l'école, enquête auprès des camarades d'école dans des conversations avec eux.

Le dossier type est composé de 36 pages et contient les rubriques suivantes :

Instructions concernant le mode d'emploi,

Avis sur le caractère confidentiel du dossier, art. 378 du Code Pénal,

Etat civil,

Résultats de l'enquête scolaire,

Résultats de l'enquête familiale,

Résultats des enquêtes complémentaires dans les patronages, les Sociétés sportives, les groupements post-scolaires,

Appréciation du maître (résultats scolaires),

Appréciation du psychotechnicien,

Appréciation du médecin consultant,

Appréciation du médecin psychiatre,

Appréciation générale du Conseiller d'Orientation,

Décisions,

Apprentissage ; renseignements concernant la formation professionnelle.

Après les enquêtes, des procédés d'expérimentation au moyen de quelques Tests ; et à ce propos, M. Boudouresque écrit une chose extrêmement judicieuse et qu'il faudrait afficher en grosses lettres dans tous les Centres d'Orientation Professionnelle : « La plaie en Orientation Professionnelle, écrit-il, c'est précisément que beaucoup trop de gens, pour la raison que leur activité touche de plus ou moins près aux questions de métiers, découvrent en eux, de temps à autre, un Orienteur qui sommeille. Alors, sans rien connaître de la pratique, ils donnent leur opinion, ils acceptent tel procédé, ils refusent tel autre, etc... »

Les épreuves techno-psychologiques sont passées dans les classes, dans un local organisé pour cela, avant la récréation du matin, et elles durent une heure et demie environ. Les Maîtres surveillent afin d'éviter le copiage.

Pendant ce temps, les Assistantes Sociales font l'enquête sur la situation de la Famille. L'ouvrage continue en indiquant les méthodes de classification des métiers en vue de faciliter au Conseiller d'Orientation le moyen de diriger l'enfant sur un métier ou un autre.

II. — *LES RESULTATS DE L'EXPERIENCE.*

Depuis que l'Orientation Professionnelle a été organisée dans les Ecoles suivant ces règles, dit M. BOUDOU-RESQUE, dans sa conclusion, le nombre des consultants venus à l'Office de Marseille a augmenté dans des proportions inattendues. L'effectif examiné dans les 22 écoles déjà équipées a été en 1932 de 2.012. Sur les 1.643 pour lesquels le moment était venu de prendre une décision, 1.288, soit un pourcentage de 78,3 sont venus à l'Office. Avant l'essai, le nombre des élèves orientés chaque année était de 1.200, soit une moyenne de 5 élèves par école sur les 250 écoles de Marseille.

Les isolés ont été cette année-là de 893, ce qui porte le total des consultations pour l'année 1932, après 11 ans d'exercice, à 2.181. pour une population scolaire primaire d'environ 80.000 enfants.

Dans un rapport sur le fonctionnement de l'Office en 1940, M. BOUDOU-RESQUE rappelle la méthode très judicieusement imaginée et appliquée par lui depuis 1931 et donne les résultats de l'expérience.

Cette méthode a été appliquée jusqu'à la fin de l'année scolaire 1938-39 dans 31 établissements de l'Enseignement public, à savoir 16 écoles de garçons, et 15 écoles de filles. En 1940, ce nombre devait être augmenté,

mais les événements ne s'y sont pas prêtés. Malgré cela, le nombre des consultations de 1940 a été à peine inférieur à celui de 1937.

Avant l'essai, le nombre des consultations libres était de 1.200 ; en cours d'essai, l'ensemble des consultations de 1932 était de 2.181, celles de 1937 ont été de 1.362, celles de 1940, de 1.141. Ces chiffres sont éloquentes par eux-mêmes.

Nous avons rencontré, dit le rapport de 1940, de très grosses difficultés dans le dépistage des emplois disponibles. Nous sommes arrivés quand même à placer rapidement une bonne partie des enfants de 14 à 15 ans, 104 en tout. Les autres, de 16 à 18 ans, forment un groupe très nombreux dans la catégorie des apprentis qui restent encore à placer. Ce sont, pour la plupart, des jeunes gens qui n'ont pas pu commencer au moment voulu l'apprentissage d'un métier, et aujourd'hui, pour la raison que *leurs connaissances professionnelles ne justifient pas le salaire qu'on doit payer à leur âge*, on les écarte systématiquement. Déjà dans des rapports précédents, on avait signalé les incidences inattendues, que les conventions collectives ont eues sur le placement des jeunes travailleurs. La difficulté de trouver des emplois rapidement, nous a obligés à placer certains candidats dans une situation d'attente comme coursiers ou petites mains (Il y a lieu de rappeler que l'Office dépend de l'Office de placement et se trouve dans le même immeuble).

Comme conclusion, dit le rapport, nous signalons une fois de plus, combien le problème économique, en particulier la question du placement, a surtout déclenché notre action, puisque toujours il a gouverné nos décisions. La nécessité de trouver un emploi a été le premier mobile qui a poussé la plupart des consultants vers le Centre d'Orientation Professionnelle, mais les exigences

du placement ont parfois démolì les plus savantes combinaisons.

Voilà les résultats et les conclusions de cette formule type placement, et d'une expérience qui a débuté en 1921, qui a changé de méthode en 1932, et qui a été largement aidée, puisqu'il s'agit d'un organisme officiel. Aurait-on le droit de faire des reproches aux personnes qui ont pourtant conduit l'expérience avec compétence, zèle et dévouement, ce serait une erreur. L'expérience de 1932 était parfaite dans sa conception, et la méthode d'utilisation ne mérite que des félicitations. Les statistiques que nous avons données plus haut, démontrent que la formule officielle « placement » n'a pas mieux réussi ailleurs qu'à Marseille.

Si notre manière de voir est exacte, il semble que le défaut de résultats tient à deux causes principales :

La fin de l'homme n'est pas le métier, et le but de l'éducation ne saurait être le placement, l'un et l'autre ne sont que des moyens.

La recherche des aptitudes d'un sujet doit avoir pour but de l'aider à réaliser sa personnalité, et l'Orientation d'un sujet de 14 ans ne saurait être rendue définitive par un placement ou une mise en apprentissage.

On peut ajouter que les Offices d'Orientation rattachés aux Offices de placement manquent d'air, et que leur formule limite les initiatives personnelles.

Ils dépendent, en effet, du Ministère du Travail, de l'Education Nationale, de la Santé, de la Préfecture, de la Mairie, et de tout le cortège de Commissions administratives, sans que l'une ou l'autre de ces Institutions administratives, qui ont souvent des buts et des intérêts divergents, aient une responsabilité quelconque. Peu importe en somme si la Jeunesse en souffre et si la France manque de « qualification », comme l'a constaté réellement le Chef de l'Etat.

CHAPITRE II

LE TYPE « SERVICE SOCIAL »

DEUXIEME EXPERIENCE

I. — ORIGINE DE CETTE FORMULE.

Il faut remonter à 1924 ou 25 si l'on veut bien comprendre les raisons de cette création. A cette époque, quelques pères de famille avaient créé à Marseille un Secrétariat des familles nombreuses, mais comme le budget était insuffisant, ils venaient eux-mêmes à tour de rôle recevoir les familles, s'inquiétaient de leurs besoins, et avisaient aux moyens de les dépanner et de leur rendre service. Des familles de tous les milieux sociaux trouvèrent rapidement le chemin du Secrétariat : familles de très braves gens pour le plus grand nombre et qui pâtissaient surtout de leur ignorance. L'éducation, l'orientation, la recherche d'une profession étaient surtout jeux du hasard.

Préoccupé de ces déficiences familiales en matière d'éducation et d'orientation, ce même groupe créa en 1930 une Association familiale plus spécialement chargée de questions éducatives, et, dès 1935, y annexa un Office familial de Documentation et d'Orientation qui fonctionna sous le régime de la loi du 26 septembre 1922. Les grands organismes professionnels de Marseille

curent tout de suite leur attention attirée par l'importance de la question, et donnèrent leur patronage et leur concours.

Le 9 juin 1937, l'Office se transformait en organisme professionnel et déposait les statuts d'une Association créée au titre de la loi de 1901. Cette Association ne faisait que continuer celle précédemment créée. Son Conseil d'Administration ne comprend que des personnalités représentant soit l'une ou l'autre des Grandes Industries Marseillaises, soit les plus grands organismes professionnels, la Chambre de Commerce, la Société pour la Défense du Commerce et de l'Industrie, l'Union des Industries Métallurgiques, les Caisses de Compensation, l'Union Maritime, le Bâtiment, l'Electricité, l'Huilerie et Savonnerie, les Produits chimiques, les Assurances, la Banque, le Grand Commerce, la Chambre d'Agriculture, les Chambres syndicales, de l'Ameublement, de l'Automobile, etc...

Les statuts ont subi à plusieurs reprises des modifications nécessitées par les circonstances pour permettre un plus grand développement du Centre. Les principales lignes des statuts sont les suivantes :

Il est formé à Marseille entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts une Association déclarée régie par loi du 1^{er} juillet 1901 sous le nom de « Centre Technique de Documentation et d'Orientation Professionnelles ». Le siège social est à Marseille, au siège de la Société pour la Défense du Commerce et de l'Industrie de Marseille, 29, La Canebière.

Le Centre Technique a obtenu le patronage de la Chambre de Commerce de Marseille. Par l'habilitation et le patronage reçus de la Société pour la Défense du Commerce, il constitue le Centre d'Orientation Professionnelle de cette Société et des divers Syndicats et Associations professionnelles qui lui sont affiliés.

L'Association a pour but :

- 1° De recueillir, centraliser, diffuser, par tous les moyens appropriés, toute la Documentation concernant les diverses professions, carrières libérales et métiers et, d'une façon générale, l'étude de toutes les questions s'y rapportant ;
- 2° De donner des consultations gratuites d'Orientation scolaire et universitaire ;
- 3° De donner des consultations gratuites d'Orientation professionnelle ;
- 4° D'étudier les questions de sélection du personnel et d'organiser l'apprentissage, de façon à permettre à la Jeunesse de trouver des situations stables et aux milieux professionnels de se procurer du personnel qualifié.

Toutes les questions politiques ou confessionnelles sont rigoureusement exclues et interdites.

L'Association est administrée par un Conseil de 30 membres pris parmi les représentants les plus en vue des grandes collectivités commerciales, industrielles ou libérales.

La Direction du Centre Technique et de tous ses services est assurée par le Président, avec le concours des membres du Bureau et, s'il y a lieu, avec d'autres membres du Conseil à qui il pourra donner délégation. Les fonctions de membre du Bureau et du Conseil sont gratuites.

Le Centre a réussi. Installé primitivement dans un Bureau comprenant seulement quatre grandes pièces, le Centre a dû s'installer en février 1941 dans de grands locaux de 13 pièces, qui commencent à se révéler trop petits.

Les chiffres présentés à l'Assemblée Générale de 1941 sont les suivants :

	Années (12 mois)				
	1937	1938	1939	1940	1941
Nombre de visites	568	972	3.104	5.090	10.920
Documentation par lettres:	482	831	1.884	2.410	3.156

A fin octobre, le chiffre des visites de 1941 dépassait de 2.043 le nombre total des visites de 1940, soit en 10 mois une augmentation de 40 % sur les chiffres des 12 mois de 1940. Le Centre ne fait pas de préorientation, ne va pas dans les Ecoles, et toutes ses opérations se passent dans ses bureaux ou dans les Usines. La clientèle y vient en toute liberté.

II. — APPLICATION DE CETTE FORMULE AU CENTRE TECHNIQUE ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

Les Industriels et les Commerçants aiment, à très juste titre, connaître les risques du patronage qu'ils accordent, établir un programme d'action clair, net et précis, et marcher ensuite dans la ligne : c'est ce qui a été fait. La formule du Centre, exposée plus haut, fût soumise aux grands Organismes professionnels, elle fût unanimement approuvée ; on prit comme type de fonctionnement le Centre des Caisses de Compensation de la région parisienne rue Viala ; on adopta une méthode scientifique, celle de l'Institut National et de la rue Viala ; on exigea du personnel technique des diplômes de haute culture, et le grand diplôme de l'Institut avec certificats de stages ; le Président est seul responsable de la bonne marche administrative et scientifique, les services techniques dépendent exclusivement de lui. La

formule est heureuse : le Centre marche et prospère, comme l'indiquent les chiffres cités plus haut.

Le financement est assuré, en partie, par les versements qui sont faits au titre de la taxe d'apprentissage, et, en partie, par des cotisations des organismes professionnels dont dépend le Centre.

Le personnel du Centre se compose de deux parties qui chacune ne relève que du Président. L'administration d'une part, et d'autre part les services techniques. Après le Président, c'est le Chef des Services techniques qui a la responsabilité générale et la Direction de l'ensemble des services.

Le personnel attaché au Centre, nommé par le Conseil d'Administration, comprend :

Une Conseillère d'Orientation, Chef de Service responsable, diplômée d'Etudes supérieures de Droit et du Grand Diplôme de l'Institut National d'Etude du Travail et d'Orientation Professionnelle après études complètes, et stages réglementaires au Centre des Caisses de Compensation de la rue Viala, à Paris.

Une Conseillère d'Orientation, diplômée d'Etudes supérieures de Philosophie, licenciée ès-Sciences, diplômée du grand Diplôme de l'Institut National avec stages à l'Institut.

Une Conseillère d'Orientation Professionnelle, licenciée en Droit, diplômée de l'Institut de Clermont,

Une Assistante de psychologie licenciée,

Une Bibliothécaire à la Documentation,

Des correctrices,

Une Assistante Sociale,

Un Docteur de Médecine Générale et 7 Docteurs spécialistes, tous agrégés ou Professeurs à la Faculté, nommés par le Président avec l'agrément de M. le Professeur J. MONGES, membre du Conseil d'Administration et Président du Conseil de l'Ordre des Médecins,

Cinq Secrétaires.

L'affluence devient tellement importante que de nouveaux services complets devront être créés sous peu.

Le Centre possède un matériel de Tests psychologiques, sensoriels, manuels, extrêmement important ; il y a des Tests pour tous les âges, Tests d'Orientation et de Sélection. Le matériel du Centre représente une valeur d'environ 300.000 francs. Le programme n'est d'ailleurs pas terminé, des achats importants sont en vue, l'intention du Conseil d'Administration étant de faire du Centre non-seulement un organisme d'application, mais aussi un organisme d'études scientifiques.

Le Centre possède, en outre, une riche documentation comprenant environ 1.500 dossiers rigoureusement tenus à jour concernant les Ecoles, concours, carrières, professions, métiers. Cette Documentation est très consultée par la Jeunesse masculine et féminine de tous les ordres d'enseignement, et par les familles.

Le Centre, tel qu'il est, fait honneur aux grands organismes qui le patronnent, qui s'intéressent à ses travaux et qui utilisent ses services. C'est une formule simple, les rouages ne sont pas compliqués, et les responsables, très peu nombreux, savent qu'ils engagent à tout instant leur responsabilité. Cette formule rend possible les initiatives, et il semble qu'elle devrait être envisagée partout si l'on veut que l'Orientation Professionnelle se développe, tout en allégeant fortement les finances de l'Etat, des Départements et des Communes.

III. — LA CLIENTELE DU CENTRE - SON EXTENSION - LES PROJETS EN COURS.

La clientèle, provenant de tous les milieux sociaux, est extrêmement intéressante ; elle comprend de jeunes enfants de 8 à 14 ans dont les parents veulent connaître l'âge mental, le caractère ou les aptitudes, en vue

de corriger certaines déficiences ou modifier le régime d'études ;

— la Jeunesse qui vient de passer le Certificat d'Etudes et qu'il faut diriger vers des études supérieures, vers des écoles d'apprentissage, vers les professions rurales ou artisanales ; (Le Centre ne fait pas de placement) ;

— la Jeunesse de 15 à 20 ans, qui a terminé ses études et qui demande à être conseillée en vue de son avenir ;

— la Jeunesse des classes de philosophie qui cherche sa voie ;

— les retardés pour des motifs physiologiques ou psychologiques, dont le Centre s'occupe ensuite pour les faire rééduquer.

Enfin, les services du Centre sont de plus en plus utilisés pour la Sélection du personnel, ouvrier et employé. avant ou après embauche, comme nous l'avons signalé dans notre étude sur la Sélection.

La préorientation scolaire.

— Le Centre n'a pas été encore appelé à faire de la préorientation ni dans les écoles privées, ni dans les écoles publiques. Pour ces dernières c'était normal, puisqu'elles ont à leur disposition un Centre obligatoire attaché à l'Office de Placement, et que la fonction de ce Centre est justement d'aller faire de la préorientation dans l'Ecole même, comme matière d'enseignement. Quant aux écoles privées, elles n'ont pas su apprécier, plus que les écoles publiques, les services énormes que l'Orientation peut rendre à la Jeunesse.

La question de l'extension ou de la réorganisation de la préorientation dans l'Enseignement primaire, ayant été posée, nous avons été appelés à donner notre avis. Nous nous garderions bien d'élever la moindre critique

sur la méthode utilisée par le Centre obligatoire, et préconisons simplement une organisation plus vaste, plus nette et plus sociale.

Nous demanderions d'abord que l'Inspection médicale soit très sérieusement organisée dans toutes les Ecoles publiques et privées, pour les élèves et pour les maîtres, et que des ordres clairs et précis fussent donnés pour que la collaboration la plus étroite fût établie entre les Assistantes Sociales scolaires, les Services médicaux scolaires, les Maîtres, et les Services d'Orientation, la Direction du mouvement restant dans tous les cas à ce dernier, sous le seul contrôle de l'Inspection Académique, et du Secrétariat de la Jeunesse.

Un mois après la rentrée des classes, la séparation rigoureuse des enfants retardés devrait être faite ; cette séparation serait organisée en collaboration avec les Maîtres, les Médecins et les Assistantes Sociales scolaires. Ces enfants passeraient un examen de niveau mental et seraient ensuite placés dans des classes de perfectionnement ou des Etablissements spécialisés, pour être confiés à des maîtres spécialisés dans la rééducation des retardés et des débiles. Ces enfants seraient suivis chaque année par les Services d'Orientation, en vue de juger de l'état de récupération et de préparer leur utilisation pour le moment où ils seront en âge et en mesure de se mettre au travail.

Un programme de conférences scolaires d'information et de documentation serait établi : 1° Conférences aux éducateurs ; 2° Conférences aux élèves de l'Enseignement primaire.

Le programme des Conférences aux éducateurs serait réparti sur cinq ans, à raison de cinq conférences par an, qui seraient données par les personnalités les plus qualifiées des principales professions masculines et féminines de la région.

Les conférences seraient faites à raison de six par an aux élèves des deux classes qui préparent le Certificat d'Etudes primaires : le programme en serait réparti sur deux ans. Les chargés de cours seraient les Médecins, les Assistantes Sociales, des techniciens et des Conseillers d'Orientation ; des résumés de Conférences seraient faits par les élèves, revus et annotés par les Maîtres comme devoirs de classe. Ces notes de devoirs seraient mises dans les dossiers de chaque élève en vue d'être communiquées aux Services d'Orientation. Les sujets de Conférences seraient choisis de telle sorte que les enfants soient mis au courant de tous les groupes de professions de la région qui peuvent les intéresser.

Le Secrétariat de la Jeunesse ayant la responsabilité de la formation morale de la Jeunesse aurait la charge de leur enseigner que la fin de l'homme n'est pas le métier, qu'il a des devoirs moraux, familiaux, sociaux et non pas seulement des droits ; et pour les jeunes filles, que le rôle primordial de la femme est d'être épouse et mère, et que toute son éducation en vue d'un métier ou d'une profession doit tenir compte de la fonction première de la femme.

Le rôle annuel des Centres d'Orientation serait :

1° De coordonner et de diriger le mouvement des Conférences d'information et de documentation sur les carrières et métiers, tant aux maîtres qu'aux élèves;

2° Passer l'examen des retardés au cours des premiers mois de l'année, veiller à leur répartition dans des classes ou des Centres de perfectionnement ou de rééducation.

3° Passer l'examen psychotechnique de toute la Jeunesse qui se prépare à entrer dans les Ecoles pratiques d'Industrie et de Commerce.

Nul ne pourrait être admis dans une Ecole pratique de garçons ou de filles s'il ne peut présenter un certificat d'Orientation. Les notes d'aptitudes compteront pour 75 % dans la moyenne des notes du concours d'entrée. Le classement par aptitudes sera communiqué au jury d'examen et aucune admission ne pourra être prononcée tant que ce classement et les graphiques individuels d'aptitudes n'auront pas été étudiés par le jury d'examen.

4° Passer ensuite un examen psychotechnique à toute la Jeunesse qui va se présenter au certificat d'Etudes primaires. C'est l'examen d'aptitudes qui permettra de conseiller aux familles, ou bien de continuer les études ou de diriger l'enfant vers des études supérieures, ou bien l'entrée de l'enfant dans une école d'apprentissage, ou bien sa mise au travail. Dans tous les cas, les Centres ne pourront agir que comme Conseil, la décision appartenant exclusivement à la famille.

Les Centres d'Orientation n'ont pas à faire de placement. Le placement est du ressort d'Offices spécialisés qui devront fonctionner en collaboration étroite avec les organismes professionnels, les Centres d'Orientation, dont ils devront respecter le diagnostic, et le Secrétariat de la Jeunesse. Si, dans les cas spéciaux, le Centre est tenu de veiller au placement, c'est son Service Social qui devra, à cet effet, se mettre en rapport avec les Services sociaux et patronaux de la région.

A partir d'une date fixée, aucun garçon et aucune fille ne pourront être mis au travail, ou entrer dans une Ecole pratique ou professionnelle, s'ils ne peuvent produire un certificat d'Orientation Professionnelle. La responsabilité du patronat sera engagée et des pénalités importantes seront établies pour toute infraction à cette obligation. De plus, les Assurances devront refuser de couvrir les accidents du travail de la Jeunesse qui ne pourra exciper d'un certificat d'Orientation.

Les enfants qui seraient passés une première fois au Centre seraient obligatoirement suivis pendant 3, 4, 5 ans jusqu'à ce qu'ils soient stabilisés dans un métier ou une profession de leur goût où ils travaillent dans la joie. La suite de cette Jeunesse pourra être faite de la façon suivante :

Si l'enfant se trouve dans les Ecoles pratiques ou les Ecoles d'Apprentissage, la Direction de l'Ecole tenant compte du tableau d'aptitudes qui lui aura été délivré donnera des notes sur le comportement de chaque élève en cours d'année ; ces notes iront au dossier de l'enfant, après avoir été examinées avec soin par les Orienteurs qui auront à décider si l'enfant peut ou non continuer.

S'il s'agit d'enfants au travail ou en apprentissage en atelier, eux et leur famille seront visités par les Assistantes Sociales et éventuellement convoqués au Centre.

Les examens psychotechniques ne se feront plus collectivement dans les Ecoles, mais obligatoirement dans les Centres où les enfants pourront être convoqués individuellement ou par groupes. Ils y seront conduits soit par leur famille, soit par les Assistantes Sociales scolaires. L'Inspection Académique devra remettre en janvier la liste de tous les enfants en âge de passer l'examen, afin que les dossiers puissent être constitués.

Dans tous les cas, les Assistantes Sociales scolaires devront remettre, dûment complété, le dossier de chaque enfant préparé par le Centre, dossier qui comprendra :

Le questionnaire rempli par la famille ;

Le questionnaire rempli par le maître d'école ;

Le questionnaire rempli par l'Assistante Sociale scolaire après enquête ;

Le questionnaire rempli par le médecin attaché à l'école, après visite médicale récente et obligatoire ;

Les devoirs faits par les enfants après les Conférences d'Orientation Professionnelle et corrigés par les Maîtres.

Les Centres auront la faculté de faire vérifier les données de ces questionnaires soit par les médecins, soit par les Assistantes Sociales attachés au Centre.

Les dossiers de chaque enfant demeureront la propriété exclusive du Centre, qui en gardera la responsabilité sous le sceau du secret professionnel.

Dans tous les cas, il y aura au Centre même, *consultation individuelle de chaque enfant* par les *Conseillers d'Orientation Professionnelle*, convocation des familles pour une conversation préalable avec les *Conseillers d'Orientation*, et pour une conversation finale afin de leur faire part des conclusions de l'examen psychotechnique et leur donner les Conseils qui leur permettront de prendre une décision.

Une organisation de ce genre ne peut être rudimentaire, ni pensée, ni réalisée approximativement. Elle suppose une responsabilité unique, indépendante, à tête froide, à la disposition de laquelle on mettra des moyens matériels et financiers importants : on ne fait rien avec rien. Le contrôle se limitera à la bonne exécution du plan adopté une fois pour toutes, de concert entre les organismes professionnels et l'Inspection Académique, et à la bonne utilisation des crédits mis à disposition.

Mais, dira-t-on, il faudra des sommes importantes, et comment trouver de pareils crédits ? Etudions les chiffres pour une ville de l'importance de Marseille. Il y a environ 80.000 enfants dans les Ecoles primaires et primaires supérieures de Marseille, ce qui représente pour les classes du Certificat d'études, environ 8.000 garçons ou filles. En forçant les chiffres, comptons 10 % de retardés à revoir annuellement ; soit en tout 9.000 dossiers annuels. Il ne faut pas compter qu'une Conseillère

d'Orientation, aidée de tous les services complémentaires, puisse conclure plus de 4 à 500 dossiers par an ; il faudrait donc compter au moins 12 services complets de Conseillères d'Orientation. L'expérience démontre qu'en 1940, chaque dossier a coûté 125 francs tout compris et en 1941 près de 225 francs. La préorientation scolaire coûterait, étant donné l'achat de matériel de Tests, la location de locaux importants, l'organisation de Conférences, la rémunération des conférenciers et l'organisation des bibliothèques de documentation, deux millions et demi environ.

Pour une ville de l'importance de Marseille, cela représente environ 2 fr. 50 par tête d'habitant et 'le 0,1 % du montant total du budget. Qu'est-ce que cela, et n'est-il pas opportun de citer à nouveau le Supérieur de Don Bosco ? : « Est-ce user de trop de soins lorsqu'il s'agit de trouver sa place à un enfant dans notre Société moderne, aux rouages si multiples et aux besoins si compliqués ? Est-ce user de trop de soins lorsqu'il s'agit d'arrêter le point précis, unique, où se réalisera l'épanouissement le plus heureux de l'intelligence et de la personnalité, et pour tout dire, de sa vie totale matérielle et morale ? Et puis, le sujet bien adapté, exactement à sa place, ne fera-t-il pas regagner plus tard à la collectivité, l'argent qui aura été dépensé pour lui. Le bien commun ne vaut-il pas de tels sacrifices ? »

Nous croyons savoir que ce projet de réorganisation agréé par les organismes professionnels dont dépend le Centre a été soumis aux Administrations intéressées. Qu'en sortira-t-il ? *Adhuc sub judice lis est.*

IV. — LES PROCÉDES UTILISES.

Mais, nous dira-t-on, puisque vous ne faites pas de préorientation, puisque vous n'avez pas suivi l'enfant

depuis son âge scolaire, puisque vous le voyez pour la première fois lorsqu'il se présente chez vous à 14 ans et plus, comment donc allez-vous faire pour découvrir sa personnalité en quelques minutes ?

La même question pourrait, n'est-ce pas, être posée au médecin consultant, à qui on va demander un diagnostic en quelques minutes ? Celui-ci, s'il est prudent, s'entourera de nombreuses garanties, analyses diverses, radio, consultation avec le médecin traitant, etc... ce qui est légitime, puisqu'on lui demande de découvrir l'inconnu, et de donner des directives qui engageront gravement sa responsabilité et l'avenir du sujet.

La situation étant exactement la même pour un Conseiller d'Orientation, celui-ci doit s'entourer de garanties sur lesquelles nous avons suffisamment insisté pour n'y plus revenir.

Mais, dira-t-on encore, quelques garanties dont vous vous entouriez, quelque prudent que soit votre diagnostic, vous avez affaire à une matière mouvante, non évoluée, en plein devenir ; comment allez-vous, une fois pour toutes, définir la personnalité de l'enfant, alors que son évolution ne saurait être terminée avant quelques années.

Nous avons déjà répondu à ces questions ; l'Orientation ne peut être qu'une opération continue, l'enfant doit être suivi pendant plusieurs années, et en aucun cas, le rôle de l'Orientation ne saurait se terminer à 14 ans au moment où, « administrativement », on remet un papier à l'enfant, disant : pas de contre-indication pour... pourrait être orienté vers tel groupe de professions. Même si l'enfant est placé, même s'il est dans une Ecole d'apprentissage, il doit être suivi.

Mais, dira-t-on, enfin, vous recevez beaucoup d'enfants de l'enseignement secondaire, comment allez-vous

procéder avec une Jeunesse de 16 à 20 ans qui, quelquefois, est encore en pleine crise de personnalité, et qui, pour ce motif ou d'autres, est retardée dans son évolution psychique. Là est la question ; la science de l'Orienteur consistera justement à trouver le point de vibration qui le conduira à la découverte. Il faut ne pas oublier que nous sommes en pleine science expérimentale et que l'application de la science ne vaudra que par la qualité et la valeur professionnelle de l'expérimentateur.

Il nous est arrivé d'assister à des Conférences médicales ayant à statuer sur un état clinique difficile et grave, et la question posée était de trouver quel pouvait être le point de réaction du patient : c'est exactement la même chose en psychotechnique. Une fois trouvé ce point de réaction, tout devient aisé, les sujets les plus butés se détendent, et les plus fermés se découvrent. L'opération présente d'ailleurs un intérêt intense, et l'opérateur ne doit pas perdre de vue que s'il ne voit pas juste, sa décision peut avoir des conséquences redoutables.

Notre intention n'est pas de donner le détail de nos méthodes opératoires, ni de faire connaître le détail de nos questionnaires et de nos Tests. Les ouvrages spécialisés sont pleins de ces modèles, et il n'y a que l'embarras du choix. Il suffit de savoir utiliser ce qui est le mieux adapté au but poursuivi. Les Tests contenus dans nos dossiers varient suivant l'âge du sujet, son éducation, son milieu social, son niveau intellectuel, la profession qu'il désire exercer. Les résultats des épreuves sont confidentiels et une seule personne voit le dossier complet, c'est le Chef des Services d'Orientation, qui a le devoir de conclure et la mission de conseiller la famille et la Jeunesse.

Comme nous le disions plus haut, chaque dossier comporte une part d'informations et une part d'observa-

tions. Après examen, le dossier comprend quatre séries de graphiques : le profil biométrique, le profil psychologique, le profil d'aptitudes techniques, le profil d'aptitudes manuelles, une analyse de ces profils et la conclusion, plus ou moins développée, suivant les cas. Ces conclusions peuvent être remises en totalité ou en partie à la famille lorsqu'elle le désire, puisque c'est elle seule qui a le droit et le devoir de décider. Le Conseiller d'Orientation n'est là que pour éclairer la décision à prendre, aider la famille en vue de cette décision, et non pour placer le sujet.

Les familles tiennent-elles compte des conseils donnés ? Suivant les familles comme nous le faisons, nous pouvons être très affirmatifs. Les familles populaires suivent nos conseils dans la proportion de 95 % ; les familles bourgeoises dans la proportion de 85 à 90 %. C'est d'ailleurs ce qui a fait la clientèle du Centre. Aucun ordre administratif n'oblige les familles à faire passer les enfants par le Centre de la Chambre de Commerce. Même pour ses propres écoles, la Chambre de Commerce laisse les familles aller au Centre de leur choix. Si donc la clientèle devient surabondante, c'est que la Jeunesse et les familles se le disent les unes aux autres. Deux faits le prouvent : si au début d'année, nous voyons arriver un jeune homme ou une jeune fille, nous sommes certains de voir arriver tous leurs amis et camarades. Les familles nous disent : je viens de la part de M^{me} X...; vous vous êtes occupés de son enfant il y a un an, deux ans... Il est très fréquent de voir arriver de très braves gens avec des fleurs et qui viennent nous remercier.

Des médecins, des fonctionnaires, des magistrats, des professeurs de tous les ordres d'enseignement, nous amènent leurs enfants et nous envoient leurs clients ou leurs élèves ; cela peut être une preuve que la méthode

est bonne, et la formule heureuse pour la Jeunesse et les Familles. Il y a un fait, c'est que le succès est évident.

Ce succès démontre que la formule choisie pour l'organisation et l'administration du Centre et la doctrine qu'il applique et qui consiste à considérer l'Orientation Professionnelle comme un « Service Social » et non comme un métier, une profession ou une fonction, est la seule qui doit être retenue à l'heure actuelle, si l'on veut servir le bien commun.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

Voilà donc deux expériences faites dans une même ville, l'une due à l'initiative administrative, l'autre due à l'initiative familiale et professionnelle, l'une ayant une clientèle obligatoire, l'autre une clientèle libre.

La première a accompli un premier périple de trente ans, et au bout de ce périple, une réorganisation s'impose ; l'autre, après cinq ans, a une clientèle sans cesse croissante, qui l'oblige à prévoir de nouveaux et très importants agrandissements.

Il serait injuste de laisser supposer qu'il y a eu faute de la part de ceux qui, courageusement, ont déployé leur activité, pour faire aboutir la première. Les résultats obtenus par d'autres Centres organisés d'après le principe du « Placement » n'ont pas donné de meilleurs résultats : les statistiques pour toute la France pour l'année 1938 et le tableau de la situation en zone libre à ce jour, que nous avons précédemment indiqués le prouvent. Tout est à réorganiser. Seuls les Centres créés par l'initiative privée développent leur action, et réussissent : la rue Viala, la J. O. C. de Paris, le Centre de la Chambre de Commerce de Toulouse, celui de Marseille, le plus important de la zone libre.

« La France est à reprendre de haut en bas » insistait le Maréchal au cours de son voyage à Aix. Or, pour se reprendre, il faut vouloir regarder courageusement, les

causes de ses erreurs. La cause de nos échecs ne serait-elle pas, surtout, dans l'esprit de nos lois ? L'idée d'intérêt général, qu'elles proclamaient hautement, n'était-elle pas le moyen de servir des doctrines philosophiques contre d'autres doctrines, et d'asservir ces dernières au profit des premières ?

Nous espérons avoir fait suffisamment ressortir les idées qui ont inspiré la législation de notre époque et démontré que, si les résultats sont différents de ceux qu'elle escomptait, cela provient d'une méconnaissance totale de l'homme, dont elle a voulu ignorer par système, la valeur sociale et spirituelle, pour ne se préoccuper que de sa valeur marchande.

Nous avons vu que certaines nominations, même dans des organismes libres pouvaient être, dans plusieurs cas, non seulement soumises à l'agrément du Ministre, mais faites par lui ; cela laisse supposer sinon le régime de la contrainte, tout au moins celui du bon plaisir.

Nous avons montré que certaines lois ou décrets enserrèrent leur application dans une série de conseils et d'organismes administratifs, sans la moindre responsabilité et sans beaucoup plus de compétences, quelle que soit leur place dans la hiérarchie. Tous ces organismes ne pouvaient qu'étouffer l'initiative et, en régime de liberté, constituer des monopoles au profit de l'Administration.

Dans son ouvrage « L'Homme, cet inconnu », Alexis CARREL prétend que la qualité d'un groupe humain diminue quand son volume augmente au delà de certaines limites. Ainsi la Cour Suprême des Etats-Unis se compose de neuf hommes vraiment éminents par leur habileté professionnelle et par leur caractère. Mais si elle se composait de neuf cents juristes, au lieu de neuf, le public perdrait immédiatement, et avec raison, le respect qu'il a pour elle. La comparaison est facile.

On pourrait répondre à cela que dans certaines nations où l'on a utilisé largement la psychotechnique

pour adapter les aptitudes de l'homme à la fonction qui lui permettrait de donner son plein rendement humain, l'Orientation était obligatoire, autoritaire, et que l'initiative privée était bridée par des directives administratives. Cette critique est juste, mais l'on doit ajouter qu'il y a eu, au moins, à la base de cette méthode une idée directrice, une doctrine au bénéfice du bien commun de la nation.

Nous n'avons pas su trouver dans notre législation sur l'Orientation Professionnelle, une doctrine, une idée directrice au bénéfice de la personne humaine, au bénéfice du bien commun de la profession ou de la nation : il y a des règlements, des décrets, mais pas de doctrines scientifiques ou sociales. L'Union est encore loin d'être réalisée !

Tout est donc à reprendre, mais le succès ne saurait venir sans des principes directeurs, sans une doctrine et sans de nouvelles lois, de nouvelles formules et des hommes nouveaux.

Nos lois sur l'Orientation Professionnelle contiennent, comme nous l'avons déjà dit, des dispositions à maintenir, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent, qu'avant de les faire appliquer il faut les simplifier, donner une place plus large à l'initiative privée, fixer les valeurs, les mettre à leur place et établir des responsabilités.

Il semble que l'individu et le bien commun aient tout à gagner si l'on intégrait l'Orientation dans la réforme corporative de chaque profession.

Mais tout échouera si l'on ne s'appuie sur l'idée de « Service ». Lorsque le Secrétariat de la Jeunesse avait la charge de la réorganisation de l'Orientation Professionnelle, il déclarait que l'Orientation ne saurait être une fonction, un métier, mais un *apostolat*. Le don de soi est à la base du « Service Social ». Si le Centre Technique d'Orientation Professionnelle a pu se développer,

c'est parce qu'il a utilisé cette formule, qui l'oblige à considérer l'individu comme un être humain et non comme un objet en vue du placement.

C'est elle qui a rendu possible la collaboration franche de la famille qui vit avec son enfant, celle du médecin qui éclaire de son diagnostic le développement physiologique et biologique de l'adolescent, celle, si précieuse, de l'école, image de la vie, celle des organismes professionnels de notre ville.

Le Centre a réussi enfin, parce que cette formule lui a permis d'utiliser les procédés d'investigation sociaux et scientifiques indispensables pour entourer le conseil à donner des meilleures garanties possibles, et de contrôler le bien-fondé de ce conseil en suivant l'enfant pendant son apprentissage, ses études, jusqu'à ce qu'il soit définitivement orienté dans la vie.

Si cette idée de « Service Social » au profit du bien commun peut pénétrer dans l'esprit de nos lois, si vraiment chaque homme bien orienté est mis exactement à sa place pour travailler en équipe et avec l'esprit d'équipe, au bien commun, la France s'orientera à nouveau vers la mission de rayonnement qui est la sienne, et notre thèse aura été entendue.

Pour appuyer une dernière fois notre théorie, avant de clore cette étude, nous citerons cette phrase prononcée par le Maréchal Pétain dans son discours aux élèves de l'Ecole Militaire à Aix : « Je n'ai jamais considéré qu'une seule chose : celle de pouvoir servir là où j'étais placé ; vous qui êtes jeunes, n'ayez pas d'autre but que de servir. Servir toujours et dans toutes les situations où vous vous trouverez ».

Et nous reviendrons sur cette pensée de M. le Doyen Barthélemy REYNAUD : « Ici comme ailleurs, pour réussir il faut beaucoup d'amour, beaucoup d'amour de ce que l'on fait d'abord, beaucoup d'amour aussi pour aider et servir les autres ».

EPILOGUE

LA TROISIEME EXPERIENCE DE MARSEILLE

En période révolutionnaire, l'évolution des événements se précipite, et quelque rapidité que l'on apporte à fixer l'état d'une situation, on risque de se trouver en retard sur les faits.

Depuis la conclusion de notre étude, des événements qui méritent de retenir l'attention se sont produits sur le plan régional et sur le plan national : chacun de ces événements peut créer novation à l'encontre du décret du 24 mai 1938, que l'Enseignement technique essaye pourtant de mettre en application dans certaines régions de la zone libre, du moins en ce qui concerne l'Orientation Professionnelle.

La Charte du Travail a été promulguée le 26 octobre 1941. Cette Charte donne raison à ceux qui estimaient que la formation de la Jeunesse au travail était du ressort de la profession et non de l'Enseignement technique.

La Charte crée des Comités sociaux composés de patrons, de techniciens, de la maîtrise, d'employés et d'ouvriers. Ces Comités sociaux auront la charge de toutes les œuvres sociales afférentes à l'Entreprise, de l'apprentissage et de la formation professionnelle. L'article 80 porte suppression de toute la législation antérieure, qui serait contraire aux stipulations de la Charte : doivent donc être retirées à l'Enseignement technique toutes les œuvres créées ou gérées par lui : Ecoles pratiques, Ecoles de métiers, Ecoles professionnelles ; ces

Ecoles de formation professionnelle seront-elles gérées par la profession ?

Disparaîtraient par le fait même les Commissions locales, les Conseils départementaux de l'Enseignement technique, les Inspecteurs de l'Enseignement technique et toutes les stipulations du décret du 24 mai 1938, relatives à l'apprentissage, y compris les stipulations de la loi Astier, donnant à l'Enseignement technique la mission de la formation professionnelle.

De ce fait, l'Enseignement technique redevient l'un des trois ordres d'enseignement : primaire, secondaire, technique ; il devra éduquer des élèves, mais non les former professionnellement. C'est la réponse de la profession à tous les essais tentés depuis la loi Astier.

Le texte de la Charte ne mentionne pas une seule fois l'Orientation Professionnelle: ressortira-t-elle des Comités sociaux, ou bien relève-t-elle encore du Décret du 24 mai 1938 ? Quoique l'Orientation Professionnelle ne soit nommée nulle part, il semble qu'elle soit sous-entendue dans certains textes, puisqu'elle est indispensable à toute formation d'apprentis, aucune formation sérieuse ne pouvant être donnée si, à la base, il n'y a pas examen d'Orientation Professionnelle.

ART. 31. — Les attributions des Comités sociaux comportent notamment... les questions de formation professionnelle, apprentissage, perfectionnement, reclassement, écoles de cadres, etc...

ART. 35. — Les institutions sociales de toute nature créées par des particuliers ou des collectivités dans l'intérêt du personnel d'une entreprise ou d'une profession ou des familles de ce personnel, sont obligatoirement gérées par le Comité Social...

ART. 36. — Le Comité Social National...

conduit et oriente l'action sociale de la famille ou de la profession, et gère les institutions et caisses...

Le Comité local gère les institutions et œuvres qui fonctionnent localement.

ART. 59. — Les questions de formation professionnelle : apprentissage, perfectionnement, reclassement et promotion ouvrière, sont essentiellement d'ordre corporatif.

Une loi fixera le rôle respectif des organismes professionnels et des Pouvoirs publics dans cette matière, etc...

Il faut donc attendre les lois annoncées pour savoir de qui ressortira l'Orientation Professionnelle, de la profession ou de la Direction de l'Enseignement technique. Il n'est pas douteux, à notre avis, que les Centres dépendant d'organismes professionnels comme celui des Caisses de Compensation de la région parisienne, celui de Nice, ceux de Carcassonne, Avignon, Perpignan et le nôtre, seront du ressort de la profession comme œuvres sociales créées antérieurement par la profession ; l'avenir le dira.

En attendant, le Préfet régional de Marseille a pris, le 30 octobre 1941, une décision qui a reçu l'approbation ministérielle et qui crée, elle aussi, une sérieuse novation : La première expérience de Marseille n'ayant pas réussi, la deuxième étant en plein succès, on tente une troisième expérience, en adoptant la formule de la deuxième expérience.

Le Conseil Départemental de l'Orientation Professionnelle, prévu au Décret de mai 1938 et composé de 32 membres à choisir au sein du Comité départemental de l'Enseignement Technique est supprimé.

Il est remplacé par un Conseil d'Orientation restreint, composé :

du Préfet,
de l'Inspecteur d'Académie,
de l'Inspecteur du Travail,
de l'Inspecteur de la reconstruction industrielle,
des Délégués à la Jeunesse et à la Famille,
du Président de la Chambre de Commerce,
d'un Délégué des organisations patronales,
d'un Délégué des cadres et des techniciens,
d'un Délégué des Syndicats ouvriers,
de trois Membres du Conseil d'Administration du
Centre technique de la rue Saint-Jacques,

Soit 12 Membres au lieu de 32.

Le poste de Secrétaire départemental, qui était l'axe du Décret du 24 mai 1938, ne sera pas créé. Le Centre officiel attaché à l'Office Départemental de la Main-d'Œuvre sera fermé.

Le Centre Technique de Documentation et d'Orientalion Professionnelle. 2, rue Saint-Jacques (notre Centre), sera chargé de mission pour la réorganisation de l'Orientalion Professionnelle à Marseille et dans le département. Il ne deviendra pas Centre officiel, il conservera, au contraire, son autonomie absolue, son indépendance, son organisation et ses méthodes de travail. Il recevra seulement les directives du nouveau Conseil départemental, qui fixera les tâches à accomplir suivant les instructions du Ministère et les nécessités locales, et qui exercera le contrôle technique et financier.

Le Délégué départemental à la Jeunesse est nommé par le Préfet agent de liaison permanent entre la Préfecture et le Conseil d'Administration du Centre.

Le Centre aura deux Sous-sections, l'une chargée de la préorientation dans les Ecoles, l'autre à l'Office de la Main-d'Œuvre pour la réorientation des chômeurs et chômeuses.

La préorientation dans les Ecoles primaires sera assurée par le Centre, avec le concours d'un Comité comprenant l'Inspecteur d'Académie Président, le Délégué à la Jeunesse, et deux représentants du Centre Technique.

La Section d'Orientation, adjointe à l'Office régional de la Main-d'Œuvre pour l'Orientation des chômeurs, jeunes et adultes, fonctionnera avec le concours du Centre Technique et un Comité comprenant l'Inspecteur du Travail, le Délégué à la Jeunesse, deux représentants du Centre Technique.

En un mot, ce sera la consécration de nos idées et de nos méthodes et leur mise en application : ce sera la suite de la deuxième expérience et le début d'une troisième expérience basée sur les méthodes de la deuxième, avec des formules toutes nouvelles. Comme le Centre a un Conseil d'Administration au sein duquel sont représentés tous les organismes professionnels de la région, il se trouve à l'axe de toutes les professions, et deviendra par le fait même organisme commun à toutes les corporations : cela lui laisse entrevoir un développement considérable. Dieu veuille que ceux qui, dans 30 ans, jugeront les conclusions de cette nouvelle expérience, ne nous soient pas trop sévères.

Comme la question est pleine d'intérêt, nous joignons en annexe les deux notes qui ont été remises au Conseil départemental et qui ont recueilli approbation unanime. Ces notes contiennent le détail de toute l'organisation de la préorientation dans les Ecoles.

D'ailleurs, le rayonnement du Centre ne se limite plus, depuis longtemps, à Marseille et à la Provence : des Préfectures, des Chambres de Commerce, l'Etat-Major de l'Armée, la Résidence du Maroc, le Gouvernement général d'Algérie, ont écrit ou ont envoyé des visiteurs pour connaître les détails de l'organisation et les raisons de son succès : plusieurs Centres se créent ou vont être créés suivant cette formule.

D'autres événements méritent aussi de retenir l'attention, événements qui, eux aussi, créent novation :

Le Secrétariat à l'Education Nationale a annexé à l'Université de Clermont un Centre de formation d'Orienteurs pour la zone libre, sous la direction de M. le Docteur BAYLE, médecin principal de la Marine de guerre, avec le concours de professeurs éminents : M. le Docteur LAGACHE, professeur de philosophie à la Faculté des Lettres de Strasbourg ; M. GAEMELHING, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Strasbourg ; M. l'Abbé BESSON, diplômé de l'Institut National d'Orientation Professionnelle et professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Au moment où nous écrivons, deux sessions comprenant chacune 25 élèves, viennent d'avoir lieu. Les méthodes de formation diffèrent de celles de l'Institut National. Parmi les sortants de Clermont, il y a des sujets excellents qui feront sans doute des conseillers d'Orientation de premier ordre, après quelques mois de pratique. La Direction de l'Enseignement Technique délivre un diplôme à la fin de chaque session.

L'Etat-Major de l'armée a fait visiter le Centre de la rue Saint-Jacques par deux officiers supérieurs de chaque division militaire. L'armée veut faire de la sélection et de l'orientation, et l'Etat-Major a tenu à faire connaître les méthodes d'un Centre de plein exercice comme celui de Marseille.

Enfin, la formation des jeunes et l'Orientation Professionnelle seraient à nouveau du ressort de la Jeunesse et non plus du ressort de l'Enseignement Technique.

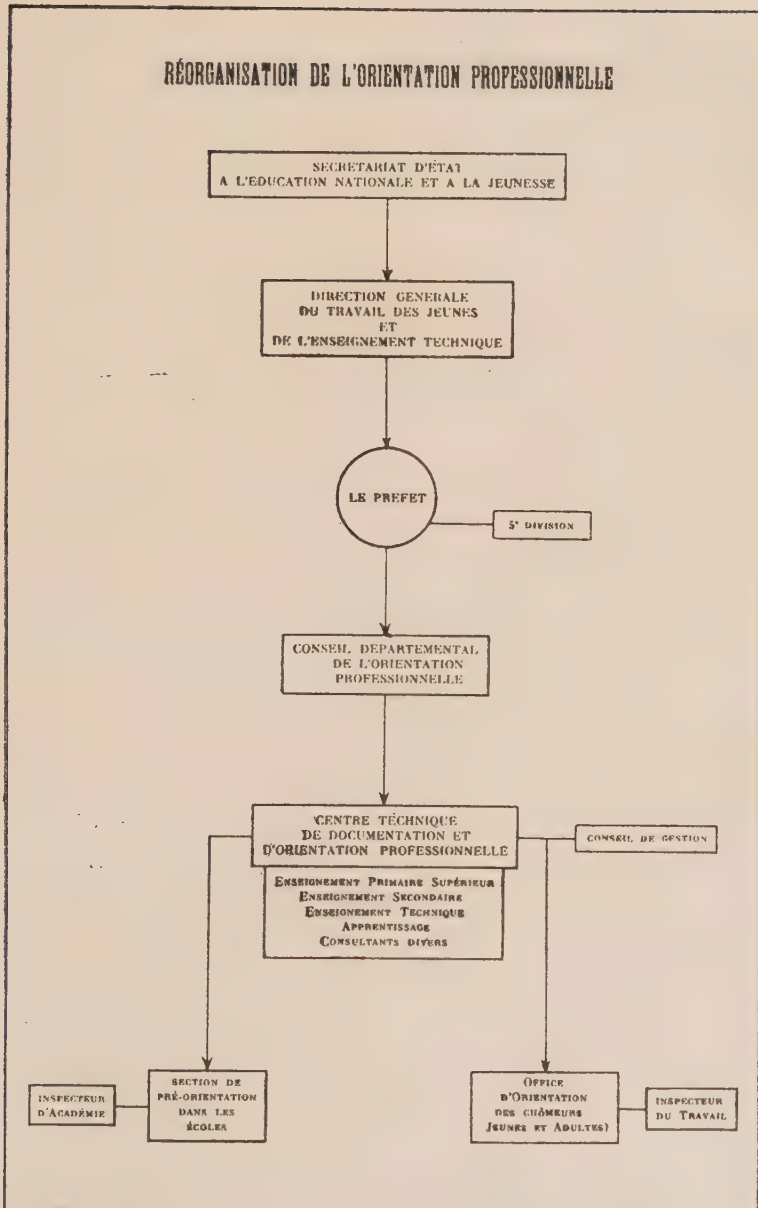
Les événements se succèdent et évoluent avec rapidité, Marseille apporte sa contribution à cette évolution en progrès ; suivant sa tradition, elle est, cette fois encore, à l'avant-garde ; nous nous en réjouissons pour le rayonnement de notre belle et chère Cité.

Vu :
Le Président de la Thèse :
J. BRY.

Vu :
Le Doyen :
B. RAYNAUD.

Vu et permis d'imprimer :
Aix, le 2 janvier 1942
Le Recteur : P. MARTINO.

RÉORGANISATION DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE



DECRET RELATIF A L'ORIENTATION ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLES

(J. O. N° 123 du 25 Mai 1938, page 5904)

RAPPORT

AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 24 Mai 1938

Monsieur le Président,

Le décret que nous avons l'honneur de vous soumettre a pour objet d'assurer au pays la *main-d'œuvre qualifiée* sans laquelle les mesures que nous vous présentons par ailleurs, en vue de redresser l'économie et les finances de la nation, ne sauraient garder qu'une faible part de leur efficacité.

La France doit accroître sa production. La défense nationale a pour condition essentielle, sinon suffisante, la puissance économique du pays. La stabilisation des prix et du coût de la vie, donc la paix sociale, — l'équilibre de nos importations et de nos exportations, donc le sort du franc — le rétablissement d'un rapport normal entre les charges publiques et le revenu national, donc l'équilibre du budget, l'aisance de la trésorerie, la possibilité de poursuivre l'effort de justice sociale et de solidarité humaine déjà accompli par la présente législature, dépendent directement d'un accroissement sensible de notre production, *c'est-à-dire au premier chef de la qualité* de nos producteurs, ouvriers et techniciens, et de leur nombre.

Or, le Comité National d'enquête sur la production, dans son rapport général publié au « Journal Officiel » du 16 décembre 1937, note qu'« en dépit du chômage persistant, les industries éprouvent de sérieuses difficultés à recruter la *main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin* — situation qui nuit à la production et fait persister le chômage, puisque l'embauchage d'un ouvrier qualifié entraîne celui de plusieurs manœuvres et

manœuvres spécialisés » — soit méconnaissance de leurs intérêts les plus certains, soit nécessité de serrer au maximum les prix de revient pour soutenir une concurrence difficile, les grandes entreprises, en effet, forment peu de professionnels. L'apprentissage artisanal et familial ne répond ni aux besoins de l'économie, ni aux exigences d'une technique qui évolue sans cesse. Les écoles d'enseignement professionnel ne s'adressent encore qu'à un public relativement restreint. Sur 40.000 chômeurs actuellement secourus, les ouvriers qualifiés sont peu nombreux et leur réadaptation au travail s'avère difficile et souvent décevante. Aussi, dans le rapport précité, le Comité National d'enquête sur la production demande-t-il « que le problème reçoive une solution rapide ». Il signale, en outre, « qu'un projet a été établi par le Gouvernement » et « que la question fait l'objet d'une étude entreprise par le Conseil National économique ». Ce projet est celui que nous avons l'honneur de vous soumettre aujourd'hui et qui nous paraît instituer une *organisation de l'apprentissage* assez précise et assez large pour que le pays dispose enfin de la main-d'œuvre sans laquelle sa vie ne pourrait être assurée, ni son indépendance garantie.

L'intérêt personnel des travailleurs coïncide sur ce point avec l'intérêt de la nation. La machine, de plus en plus, supplée au manœuvre dans l'accomplissement des tâches matérielles et mécaniques. Et des ouvriers très qualifiés peuvent seuls la mettre au point, la régler, la conduire, la réparer aussi bien que la concevoir et la construire. Ainsi l'homme dont la valeur professionnelle est faite surtout de force physique n'a de stabilité dans son emploi que dans la mesure où, *par une formation proprement humaine*, il domine son outil et son métier, et peut au besoin s'adapter aux tâches nouvelles que crée chaque jour le progrès des techniques. La qualification professionnelle est pour tout travailleur la garantie la plus sûre de la liberté, de la dignité de la vie même.

Le présent décret satisfait donc à une double nécessité, économique et humaine. De ce point de vue, les dispositions en ont été approuvées par le Conseil supérieur de l'enseignement technique le 14 décembre 1937 et par le Conseil National économique les 28 et 29 mars 1938. Il précise, élargit, renforce et coordonne les mesures qui résultent d'un effort législatif de dix-neuf années, aussi bien dans le titre I, qui touche à l'orientation professionnelle, que dans le titre II, relatif à l'éducation professionnelle.

Ces deux parties du décret se lient étroitement l'une à l'autre.

L'éducation professionnelle est d'autant plus fructueuse qu'elle s'adresse à des jeunes gens dont les aptitudes et les goûts répondent aux exigences du métier : *pas de qualification sans orientation préalable*. Nous croyons devoir souligner à cet égard que notre texte respecte pleinement la liberté de l'enfant et celle de la famille comme celle de l'employeur. *Il ne s'agit pas d'imposer un choix, mais de rendre obligatoire une consultation*. Et nous avons tenu à entourer cette consultation de toutes les garanties utiles. Elles seront réalisées par la création de secrétariats départementaux ou interdépartementaux et des centres d'orientation professionnelle obligatoires, par la composition de la Commission administrative des secrétariats, par la coordination étroite de l'œuvre d'orientation et de l'œuvre d'éducation, par la collaboration depuis longtemps éprouvée des organismes d'enseignement technique et des organismes de placement, *par le contrôle permanent de l'utilité et de la qualité des centres facultatifs*. Il nous a paru que l'organisation projetée pouvait et devait être mise en activité dans un délai de trois ans, les progrès déjà accomplis par l'orientation professionnelle autorisant cette ambition.

Traitant d'éducation professionnelle, notre texte ne pouvait tracer que les lignes générales d'une entreprise aussi complexe que l'économie française elle-même. Il ouvre à la main-d'œuvre juvénile les portes du travail par l'obligation qu'il impose aux entreprises d'accueillir un nombre d'enfants de quatorze à dix-sept ans proportionnel à celui des ouvriers et employés qualifiés, ou des ouvriers et employés adultes qu'elles occupent.

Il rend obligatoire l'éducation professionnelle, pratique et théorique, dans tous les métiers, qu'ils supposent ou non un apprentissage donné sous une forme méthodique et complète, et, pourvoyant ainsi aux besoins de l'économie nationale, il ouvre à chaque enfant le droit d'atteindre au plus haut niveau de qualification professionnelle qui lui soit accessible.

Ces considérations éclairent les dispositions essentielles du titre 2. Elles justifient notamment notre souci de créer des cours professionnels obligatoires à l'intention de tous les enfants âgés de 14 à 17 ans, à l'exception de ceux qui sont occupés à des travaux agricoles, de ceux qui poursuivent leurs études et des jeunes filles occupées à des tâches ménagères et familiales, d'instituer un contrôle sérieux de l'apprentissage et de prévoir des sanctions propres à le rendre efficace.

Telles sont, Monsieur le Président, les dispositions principales de la mesure que nous avons l'honneur de proposer à votre

approbation. Son efficacité dépend pour une large part, l'expérience l'a montré, de la constitution et de l'activité des groupements professionnels — Chambres d'apprentissage notamment — où se conjuguent les efforts des chefs d'entreprises et des travailleurs d'entreprises et des travailleurs associés dans l'accomplissement d'une tâche aussi utile aux uns qu'aux autres. L'immense portée que le présent décret peut atteindre dans ces conditions doit payer amplement la peine et les dépenses que suppose sa mise en application. Nous vous prions, si vous en approuvez les termes, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Finances, du Ministre du Travail et du Ministre de l'Éducation Nationale ;

Vu la loi du 13 Avril 1938 tendant au redressement financier ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrète :

TITRE PREMIER

De l'orientation professionnelle

ARTICLE PREMIER. — Il sera institué par décret, dans chaque département ou groupe de départements, un secrétariat d'orientation professionnelle soumis à l'autorité préfectorale et placé dans les attributions de l'Inspecteur d'Académie du département ou de l'Inspecteur d'Académie du département où est fixé le siège du secrétariat. La création de ces secrétariats sera échelonnée sur une période de trois ans.

Les secrétariats d'orientation professionnelle ont pour mission de coordonner les travaux des centres d'orientation professionnelle, d'en contrôler le fonctionnement et d'assurer, avec la collaboration de l'Inspection de l'enseignement technique, la liaison de ces centres avec les écoles et les offices de placement.

ARTICLE 2. — Chaque secrétariat d'orientation professionnelle est assuré par un secrétaire nommé par le ministre chargé de l'enseignement technique et auquel est attribué, à la charge de l'État, le même traitement qu'aux secrétaires d'inspection d'académie.

Les conditions de nomination à l'emploi de secrétaire seront déterminées par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

L'autorisation de créer des emplois de secrétaire sera demandée au Parlement par voie budgétaire.

ARTICLE 3. — Sous l'autorité de l'Inspecteur d'Académie, le secrétaire est assisté d'une Commission, dont la composition est fixée par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique et du Ministre du travail. Les membres de cette Commission où un représentant du Ministère de l'agriculture sera appelé à siéger à côté de praticiens de l'orientation, d'éducateurs, d'industriels, de commerçants, d'ouvriers et d'employés, seront choisis, après avis du Préfet, en majorité au sein de Comités départementaux de l'enseignement technique.

L'Inspecteur d'Académie est membre et vice-président de droit de la dite Commission, laquelle élit son Président.

Les délibérations de la Commission sont soumises à l'approbation du Préfet.

ARTICLE 4. — Un décret pris après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique déterminera les conditions de fonctionnement des secrétariats, et, notamment, leurs rapports avec les offices de placement prévus par les articles 85 et suivants du livre premier du Code du travail.

ARTICLE 5. — Dans chaque département, il est créé obligatoirement un centre d'orientation professionnelle au chef-lieu du département ou dans la ville la plus peuplée. *Il peut, en outre, être institué facultativement plusieurs centres dans le même département par décisions de Conseils municipaux ou des groupements professionnels.*

Des missions d'orientation professionnelle pourront être confiées par le secrétariat départemental ou interdépartemental à des médecins qui collaboreront avec les personnalités compétentes.

La mise en application des dispositions du présent article ne pourra donner lieu à aucune création d'emploi public.

ARTICLE 6. — Un décret ultérieur fixera les conditions dans lesquelles seront assurées les dépenses afférentes au fonctionnement des secrétariats et des centres d'orientation professionnelle.

ARTICLE 7. — Un décret pris sur la proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique, déterminera les conditions d'ouverture et de fonctionnement requises, au point de vue de la compétence, *des centres facultatifs* créés par les communes ou *par les associations et groupements professionnels*. Ce décret déterminera les modalités d'un contrôle permanent des centres facultatifs.

ARTICLE 8. — Après le délai de trois ans fixé par l'article premier susvisé, *aucun enfant âgé de moins de dix-sept ans* ne pourra être employé dans une des entreprises visées à l'article 9 s'il n'est muni d'un certificat délivré gratuitement par le secrétariat départemental ou interdépartemental d'orientation professionnelle sur attestation des centres publics ou *privés d'orientation professionnelle*.

Ce certificat devra comporter au moins l'indication du ou des métiers qui ont été reconnus dangereux pour la santé de l'enfant.

TITRE II

De l'éducation professionnelle obligatoire

ARTICLE 9. — De quatorze à dix-sept ans révolus, tous les enfants employés ou admis dans les entreprises industrielles ou commerciales ou à caractère industriel ou commercial, *publiques ou privées*, ainsi que dans les entreprises concessionnaires de services publics ou se livrant à l'exploitation minière, dans les sociétés coopératives, quel que soit leur objet, qu'elles possèdent ou non des établissements, boutiques ou magasins pour leurs opérations de crédit ou pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises, dans les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires, dans les sociétés de crédit maritime mutuel, dans les concessions de mines de pétrole et de gaz combustibles, doivent recevoir dans les conditions fixées aux articles 14 et 16 suivants, une éducation professionnelle pratique et théorique, sans préjudice d'un complément de culture générale, à l'exception de ceux qui auraient été déclarés inaptes à toute éducation professionnelle par le secrétariat d'orientation professionnelle, après avis des centres d'orientation professionnelle publics ou *privés*.

Pendant la période de trois années prévue à l'article premier,

à défaut de centre d'orientation professionnelle, l'inaptitude sera prononcée par la Commission locale professionnelle là où il en existe ou, à défaut, par un médecin appartenant aux catégories suivantes : médecins chargés de la surveillance du premier âge, médecins inspecteurs des écoles ou médecins chargés de tout autre service public.

ARTICLE 10. — Le contrat d'apprentissage qui s'établirait à défaut de convention écrite est soumis aux prescriptions des chapitres II, III, IV, V du titre premier du livre premier du Code du travail.

ARTICLE 11. — Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

ARTICLE 12. — Les chefs d'entreprise qui ne ressortissent pas à une Chambre des métiers ou qui emploient plus de cinq ouvriers ou employés adultes, sont tenus d'engager les enfants de quatorze à dix-sept ans dans les conditions ci-après :

Le rapport minimum entre le nombre des apprentis dans chaque métier qui comporte apprentissage méthodique et complet, et celui des ouvriers et employés qualifiés adultes, est fixé par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique et du Ministre du travail, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique. Ce rapport minimum est révisé en la même forme au moins tous les cinq ans. Des élèves des écoles publiques et *privées d'enseignement technique* peuvent être décomptés dans le nombre des apprentis d'une entreprise s'ils font dans ces écoles l'apprentissage d'un métier correspondant aux activités de la dite entreprise et *s'ils bénéficient de bourses allouées par elle*. Un décret pris sur la proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique déterminera les modalités de versement et d'attribution de ces bourses qui représenteront chacune une charge équivalente aux frais de la formation professionnelle d'un apprenti.

Les rapports minimum et maximum entre le nombre des enfants de quatorze à dix-sept ans employés par chaque entreprise dans les métiers qui ne comportent pas un apprentissage méthodique et complet et celui des adultes de dix-huit à vingt-cinq ans, sont fixés et révisés dans les mêmes conditions.

Toute entreprise doit verser une contribution annuelle de

deux mille francs pour chaque enfant non engagé dans les conditions ci-dessus fixées.

Sera toutefois exonéré de cette contribution le chef d'entreprise qui aura justifié de l'impossibilité de recruter des enfants de quatorze à dix-sept ans, après avoir consulté l'office public de placement de sa résidence.

Les modalités d'assiette et de recouvrement de la dite contribution seront fixées par un arrêté contresigné des Ministres de l'éducation nationale et des finances.

ARTICLE 13. — Les Comités départementaux de l'enseignement technique institués par la loi du 25 juillet 1919 sont chargés du contrôle et de la surveillance de l'éducation professionnelle.

ARTICLE 14. — Des décrets pris après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique préciseront les conditions de désignation d'inspecteurs non rémunérés de l'apprentissage, les moyens de contrôle qu'ils exerceront, les modalités d'établissement, par les Comités départementaux de l'enseignement technique, des règlements d'apprentissage, la qualification des maîtres chargés de la formation professionnelle pratique, ainsi que des mesures à prendre à l'égard des employeurs qui auraient organisé l'apprentissage de façon défectueuse.

ARTICLE 15. — Les inspecteurs d'apprentissage sont autorisés à visiter, pendant la durée du travail, les ateliers, entreprises, chantiers, magasins, comptoirs où se fait l'apprentissage, à s'informer de la formation professionnelle, de l'emploi et de la tenue de l'apprenti.

Les inspecteurs du travail sont chargés de constater, outre les contraventions aux dispositions des articles 7 et 8, alinéa 3 du livre premier du Code du travail, les infractions aux dispositions de la loi du 25 juillet 1919, titre V, ainsi qu'aux dispositions du présent décret.

ARTICLE 16. — La fréquentation des cours professionnels institués par la loi du 25 juillet 1919 est obligatoire, là où les cours ont pu être créés, pour tous les *enfants de quatorze à dix-sept ans*, à l'exception de ceux qui sont occupés à des travaux agricoles, de ceux qui poursuivent leurs études soit dans des écoles publiques *ou privées*, soit *dans leurs familles*, et des jeunes filles occupées à des tâches ménagères et familiales.

Pour tous les enfants qui atteindraient l'âge limite de dix-sept ans révolus en cours d'année scolaire, la fréquentation obligatoire est prolongée jusqu'à la fin de cette année.

L'horaire annuel de ces cours ne peut être inférieur à cent cinquante heures qui devront être groupées par deux ou trois heures consécutives.

ARTICLE 17. — L'article 37 de la loi du 25 juillet 1919 est remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 37. — Des cours professionnels ou de perfectionnement sont organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie.

L'ouverture de cours privés professionnels ou de perfectionnement et leur inspection sont soumises aux règles édictées pour les écoles privées, par les articles 26 à 31 de la présente loi. Les titres exigibles des directeurs et professeurs seront fixés par décret, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

ARTICLE 18. — Les chefs d'entreprise industrielle ou commerciale devront présenter les apprentis aux examens organisés en application de la loi du 25 juillet 1919 ou de l'article II a du livre premier du Code du travail, et leur laisser le temps nécessaire pour participer aux épreuves.

Toutes infractions aux dispositions du présent article seront passibles des pénalités prévues à l'article 50 de la loi du 25 juillet 1919.

TITRE III

Des contraventions aux lois sur l'éducation professionnelle et aux règlements d'apprentissage

ARTICLE 19. — Des contraventions aux dispositions du titre V de la loi du 25 juillet 1919, ainsi qu'aux dispositions du présent décret et des règlements d'apprentissage des Comités départementaux sont, en ce qui concerne la sanction pénale, assimilées aux contraventions énumérées à l'article 99 du livre premier du Code du travail.

ARTICLE 20. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 13 avril 1938.

ARTICLE 21. — Le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, et les Ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Paris, le 24 mai 1938.

Par le Président de la République :

Albert LEBRUN.

*Le Président du Conseil,
Ministre de la Défense Nationale
et de la Guerre,*
Edouard DALADIER.

Le Ministre des Finances,
Paul MARCHANDEAU.

Le Ministre de l'Intérieur,
Albert SARRAUT.

Le Ministre du Travail,
Paul RAMADIER.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Jean ZAY.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

RECRUTEMENT DES SECRETAIRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Le Président de la République Française :

Vu l'article 2 du décret du 24 mai 1938 relatif à l'orientation et à la formation professionnelles ;

Vu l'article premier du décret du 17 juin 1938 relatif à la formation professionnelle agricole ;

Vu le décret du 29 octobre 1936, article 7 ;

Le Conseil Supérieur de l'enseignement technique entendu,

Sur la proposition du Ministre de l'éducation nationale et du Ministre de l'agriculture,

Décète :

TITRE PREMIER

Conditions d'accession aux fonctions de Secrétaire d'Orientation Professionnelle

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut être délégué dans les fonctions de secrétaire :

1° S'il n'a fait un stage dans un centre d'orientation professionnelle désigné par le Ministre de l'Education nationale ;

2° S'il n'est en possession du certificat d'aptitude aux fonctions de secrétaire.

ARTICLE 2. — Nul ne peut être admis au stage organisé spécialement pour les fonctions de secrétaire, s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° Etre de nationalité française ;

2° Pour les hommes, avoir satisfait aux obligations de la loi militaire ;

3° Etre âgé de 25 ans révolus ;

4° Etre pourvu du baccalauréat ou du brevet supérieur ou d'un diplôme jugé équivalent par le Ministre de l'Education nationale sur avis du Comité d'inspection ;

5° Etre en possession du diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

ARTICLE 3. — La durée du stage prévu à l'article premier est de trois mois.

A l'issue de leur stage, les stagiaires sont l'objet d'un rapport du Directeur du centre où ils sont placés. L'Inspecteur d'Académie transmet ce rapport, accompagné de ses observations, au Ministre de l'Education nationale, qui les soumet pour avis au Comité de direction de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

ARTICLE 4. — Une Commission d'examen comprenant au moins un représentant du Ministre de l'agriculture est nommée chaque année par le Ministre de l'Education nationale, à l'effet d'examiner les candidats au certificat d'aptitude aux fonctions de secrétaire dont la liste est arrêtée par le Ministre de l'Education nationale.

Les épreuves de l'examen se divisent en trois parties :

Première partie. — Examen de rapport de stage prévu à l'article premier.

Deuxième partie. — Epreuves écrites.

Troisième partie. — Epreuves orales.

Les candidats qui ont subi avec succès les épreuves de la première partie sont déclarés admissibles.

ARTICLE 5. — La Commission dresse la liste des candidats proposés à l'obtention du certificat d'aptitude.

Cette liste est soumise au Ministre de l'Education nationale qui délivre les certificats.

ARTICLE 6. — L'organisation de l'examen pour le certificat d'aptitude aux fonctions de secrétaire, le règlement et le programme des épreuves sont déterminés par arrêté du Ministre de l'Education nationale.

TITRE II

Dispositions transitoires

ARTICLE 7. — Pendant une période d'une durée de trois années, peuvent être dispensés du diplôme de l'Institut National

d'Orientation Professionnelle, les candidats au stage prévu à l'article 2 qui, toutes autres conditions réunies, pourraient exciper du certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

Pendant une période de trois ans, les candidats aux fonctions de secrétaire qui justifieront d'une pratique suffisante de l'orientation professionnelle, pourront être dispensés du stage prévu à l'article premier, après avis du Comité de direction de l'Institut National d'Orientation Professionnelle. Ils devront faire un rapport sur leur pratique de l'orientation professionnelle.

ARTICLE 8. — Pendant une période de trois années, pourront être déléguées dans les fonctions de secrétaire, à la condition de posséder le diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle, les personnes exerçant ou ayant exercé une fonction publique. Dans ce cas, leur traitement ou leur pension de retraite se cumulerait avec l'indemnité qu'elles recevraient comme secrétaire dans les limites et conditions réglementaires.

ARTICLE 4. — Le Ministre de l'Education nationale et le Ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Paris, le 24 février 1939.

Par le Président de la République.

Albert LEBRUN.

Le Ministre de l'Education Nationale :

J. ZAY.

Le Ministre de l'Agriculture :

H. QUEUILLE.

DECRET DU 24 FEVRIER 1940

(J. O. N° 60, du 3 Mars 1940, page 1568)

SECRETARIATS ET CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Le Président de la République Française,
Vu l'article 6 du décret du 24 mai 1938 relatif à l'orientation et à la formation professionnelle ;

Vu le décret du 17 juin 1938, relatif à la formation professionnelle agricole ;

Le Conseil supérieur de l'enseignement technique entendu ;

Sur la proposition du Ministre de l'Education nationale, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Finances,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les secrétariats d'orientation professionnelle sont entretenus au moyen des ressources d'une caisse départementale d'orientation professionnelle créée par délibération du Conseil général, dont les recettes et les dépenses sont inscrites au budget du département. Les ressources de cette caisse se composent de subventions des départements et, éventuellement, de l'Etat, des communes, des établissements publics, et de souscriptions et cotisations des particuliers.

ARTICLE 2. — Les ressources de cette caisse sont affectées :

1° A l'installation et à l'entretien du secrétariat d'orientation professionnelle ;

2° Au service des rémunérations et frais de déplacement des médecins chargés de mission d'orientation professionnelle ;

3° A l'attribution de subventions aux centres d'orientation professionnelle obligatoires ; s'il existe des ressources disponibles, de subventions aux centres d'orientation professionnelle facultatifs, dans les deux cas, après avis de la Commission administrative siégeant auprès du secrétariat d'orientation professionnelle.

Le service de la caisse est fait gratuitement par le trésorier-payeur général, le préfet est ordonnateur des dépenses.

ARTICLE 3. — Les centres d'orientation professionnelle obligatoires sont créés dans la commune, chef-lieu du département, ou dans les communes les plus peuplées du département, par arrêté ministériel pris sur le vu d'une délibération du Conseil municipal intéressé. Ces communes ont la faculté d'instituer par délibération du Conseil municipal, approuvée par le Préfet, une caisse d'orientation professionnelle dont les dépenses et les recettes sont inscrites au budget municipal.

Les ressources de cette caisse se composent des sommes qui sont affectées à son entretien et à son fonctionnement dans le budget municipal, de subventions de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des souscriptions et cotisations des particuliers.

Le service de la caisse est fait gratuitement par le receveur municipal. Le maire est ordonnateur des dépenses.

ARTICLE 4. — Lorsqu'une commune est désignée comme siège d'un centre d'orientation professionnelle obligatoire, s'il y existe un centre d'orientation professionnelle reconnu suffisant par la Commission administrative siégeant auprès du secrétariat d'orientation professionnelle, ce centre peut être rendu obligatoire par décision du Ministre de l'Education nationale à la demande de la municipalité.

ARTICLE 5. — Le Ministre de l'Education nationale, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Paris, le 24 février 1940.

Par le Président de la République,

Albert LEBRUN.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Yvon DELBOS.

Le Ministre de l'Intérieur,
Albert SARRAUT.

Le Ministre de l'Agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le Ministre des Finances,
Paul REYNAUD.

DECRET DU 6 AVRIL 1939

CENTRES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE OBLIGATOIRES

ARTICLE PREMIER. — Le Directeur et le personnel du Centre d'orientation professionnelle obligatoire sont désignés par le Maire, après agrément du Préfet, donné sur avis favorable de la Commission instituée auprès du secrétariat départemental d'orientation professionnelle.

ARTICLE 2. — Sont incapables de diriger un centre d'orientation professionnelle obligatoire ou d'y remplir la fonction de conseiller d'orientation professionnelle :

1° Les personnes qui ont subi une condamnation pour crime de droit commun ou pour délit contraire à la probité et aux bonnes mœurs ;

2° Les personnes qui sont privées par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal ou qui ont été déchues de la puissance paternelle ;

3° Les personnes qui ont été frappées d'interdiction d'enseigner.

ARTICLE 3. — Nul ne peut être Directeur d'un centre obligatoire ou conseiller d'orientation professionnelle, s'il n'est français, âgé de vingt-cinq ans accomplis au moins, et s'il ne justifie d'un des titres suivants :

— Diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

— Doctorat en médecine complété par le certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

ARTICLE 4. — Les personnes ayant appartenu à l'enseignement public ou au cadre des Inspecteurs du travail ou à celui des contrôleurs de la main-d'œuvre, ou celles qui ont dirigé pendant cinq ans au moins un office public de placement pourront être choisies comme directeur ou conseiller d'orientation professionnelle, à la condition de justifier du certificat de stage

complet au cours complémentaire de l'Institut National d'Oriental Professionnelle.

Des membres de l'enseignement public, des inspecteurs du travail, des contrôleurs de la main-d'œuvre ayant effectué le même stage pourront être détachés dans les emplois de directeur ou de conseiller d'orientation professionnelle, dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

ARTICLE 5. — Les centres d'orientation professionnelle obligatoires sont ouverts par arrêté du Maire pris après avis favorable de la Commission administrative siégeant auprès du secrétariat d'orientation professionnelle.

ARTICLE 6. — Le centre d'orientation professionnelle obligatoire est placé sous le contrôle du secrétariat d'orientation professionnelle et de l'Inspection Générale de l'Enseignement technique. Le directeur est tenu de fournir tous documents et renseignements sur le fonctionnement du Centre qu'il dirige. Il adresse chaque année au secrétariat d'orientation professionnelle un rapport sur le fonctionnement de ce centre.

ARTICLE 7. — Les centres obligatoires sont soumis aux mêmes conditions de contrôle que les centres facultatifs.

ARTICLE 8. — Le Ministre de l'Education Nationale, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Paris, le 6 avril 1939.

Par le Président de la République.

Albert LÉBRUN. *

Le Ministre de l'Education Nationale,

Jean ZAY.

Le Ministre de l'Agriculture,

Henri QUEUILLE.

Le Ministre du Travail,

Charles POMARET.

DECRET DU 18 FEVRIER 1939

(J. O. N° 29 du 14 Avril 1939, page 4808)

MODIFIE PAR LE

DECRET DU 5 JUILLET 1939

ORIENTATION ET FORMATION PROFESSIONNELLES

Le Président de la République Française,
Vu les articles 5 et 7 du décret du 24 mai 1938 relatif à
l'orientation et à la formation professionnelles ;
Le Conseil supérieur de l'Enseignement technique entendu,
Sur la proposition du Ministre de l'Education nationale,

Décète :

TITRE PREMIER

Des conditions d'ouverture des centres d'orientation professionnelle facultatifs

ARTICLE PREMIER. — Les communes, les associations professionnelles, les groupements professionnels légalement constitués qui voudraient ouvrir un centre d'orientation professionnelle, doivent, préalablement, déclarer leur intention au secrétariat d'orientation professionnelle et désigner le local.

Ils doivent joindre à leur déclaration :

1° Une expédition de la délibération décidant la création d'un centre et, s'il s'agit d'un centre non communal, une copie des statuts du groupement professionnel ou de l'association professionnelle ;

2° Le plan des locaux ;

3° Une notice mentionnant le nom et le domicile du directeur, son acte de naissance, l'extrait de son casier judiciaire ayant moins de six mois de date, ses diplômes universitaires, ses titres aux fonctions d'orienteur, l'indication des lieux où il a résidé et les professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes, une note sur les méthodes d'orientation

professionnelle qu'il compte appliquer, un état contenant la nomenclature des appareils, instruments, documents permettant de procéder à l'examen d'orientation professionnelle. Si le directeur se fait suppléer dans les fonctions de Conseiller d'orientation professionnelle il devra donner les noms, prénoms, adresses de son ou de ses collaborateurs en mentionnant les diplômes qu'ils possèdent, leurs titres aux fonctions d'orienteur, fournir pour chacun d'eux un extrait de leur casier judiciaire ayant moins de six mois de date ;

4° L'engagement de ne percevoir aucune rémunération pour les opérations et conseils d'orientation professionnelle.

Le postulant adresse une simple déclaration d'ouverture au Ministre de l'Education nationale et au Procureur de la République.

ARTICLE 2. — L'Inspecteur d'Académie, le Procureur de la République, l'Inspecteur de l'Enseignement technique désigné par le Ministre, peuvent faire opposition à l'ouverture d'un Centre facultatif :

a) Dans l'intérêt de l'ordre public, des bonnes mœurs et de l'hygiène ;

b) Lorsque le directeur ou son suppléant ne remplissent pas les conditions requises ;

c) Lorsque l'organisation projetée est insuffisante.

d) Lorsque le service des enquêtes médicales n'aura pas été organisé d'une manière suffisante.

ARTICLE 3. — A défaut d'opposition, le centre est ouvert à l'expiration d'un délai de deux mois, sans autre formalité. Ce délai a pour point de départ le jour où la dernière déclaration a été adressée par le postulant.

ARTICLE 4. — Les oppositions à l'ouverture d'un centre sont jugées contradictoirement par la Commission administrative du secrétariat d'orientation professionnelle. A la demande d'une des parties, le jugement ne pourra être rendu qu'après expertise. Les experts seront alors désignés conformément à l'article 14 de la loi du 21 juillet 1889. Le jugement sera rendu dans le délai d'un mois s'il n'y a pas lieu à expertise, dans le délai de trois mois en cas d'expertise.

Appel de la décision de la Commission administrative peut être interjeté par le postulant ou par l'autorité administrative qui a fait opposition dans le délai de dix jours à partir de la signification de cette décision.

L'appel est reçu par le secrétaire qui devra, sans délai, en faire notification à la partie non appelante et en assurer la transmission au Ministre de l'Education nationale, direction générale de l'Enseignement technique. L'appel est soumis à la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Enseignement technique et jugé contradictoirement dans le délai de deux mois.

Le postulant peut se faire assister ou représenter par un Conseil devant la Commission administrative et devant la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

En aucun cas, l'ouverture ne pourra avoir lieu avant la décision d'appel.

TITRE II

Du Directeur et du Personnel

ARTICLE 5. — Sont incapables de diriger un centre d'orientation professionnelle facultatif ou d'y remplir la fonction de Conseiller d'orientation professionnelle, ou d'y être employées à quelque titre que ce soit :

1° Les personnes qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime de droit commun ou pour délit contraire à la probité et aux bonnes mœurs ;

2° Les personnes qui ont été privées par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal ou qui ont été déchues de la puissance paternelle.

ARTICLE 6. — Nul ne peut être Directeur d'un centre facultatif ou conseiller d'orientation professionnelle s'il n'est Français, âgé de vingt-cinq ans accomplis au moins et s'il ne justifie d'un des titres suivants :

Diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle ou d'un diplôme français ou étranger de même nature reconnu équivalent par le Ministre de l'Education nationale, après avis de la Commission permanente du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique. Doctorat en médecine complété par le certificat de stage complet du cours complémentaire de l'Institut National d'Orientation Professionnelle ou d'un cours complémentaire organisé par un établissement d'enseignement supérieur et reconnu suffisant par le Ministre de l'Education Nationale, après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'orientation professionnelle, ou d'un cours complémentaire de l'enseignement technique.

ARTICLE 7. — Les personnes ayant appartenu soit aux cadres de l'enseignement public, soit aux cadres des inspecteurs du travail, ou des contrôleurs de la main-d'œuvre, ayant dirigé pendant cinq ans au moins un office public de placement ou une école privée régulièrement ouverte, pourront être choisies comme Directeur ou conseiller d'orientation professionnelle, à la condition de justifier du certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'Orientation Professionnelle ou à un cours complémentaire organisé par un établissement d'enseignement supérieur et reconnu suffisant par le Ministre de l'Education Nationale, après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Dans les centres facultatifs subventionnés par l'Etat, des membres de l'enseignement public, des inspecteurs du travail, des contrôleurs de la main-d'œuvre ayant effectué le même stage pourront être détachés dans les emplois de Directeur ou de conseiller d'orientation professionnelle dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

TITRE III

Fonctionnement des centres facultatifs d'orientation professionnelle

ARTICLE 8. — Les centres d'orientation professionnelle facultatifs sont tenus de faire établir ou d'établir une fiche scolaire et une fiche médico-physiologique sur les enfants qu'ils seront appelés à examiner. Ces fiches seront du modèle adopté par le secrétariat d'orientation professionnelle.

ARTICLE 9. — Avant le 1^{er} juillet de chaque année, les fiches d'orientation professionnelle accompagnées, s'il y a lieu, des observations du Directeur du Centre seront adressées à sa diligence au secrétariat d'orientation professionnelle.

ARTICLE 10. — Lorsque le centre d'orientation professionnelle facultatif sera créé par une commune, et bénéficiera de subventions soit du département, soit de l'Etat, des écoles primaires publiques pourront lui être rattachées dans les mêmes conditions où ces écoles sont rattachées au centre obligatoire.

ARTICLE 11. — Chaque année, les centres d'orientation professionnelle facultatifs, subventionnés ou non subventionnés par

l'Etat ou par le département, feront parvenir au secrétariat d'orientation professionnelle un rapport sur leur fonctionnement ; ce rapport sera communiqué à la Commission administrative.

TITRE IV

Du contrôle des centres d'orientation professionnelle facultatifs

ARTICLE 12. — Le contrôle permanent des centres d'orientation professionnelle facultatifs, subventionnés ou non subventionnés, est exercé par l'Inspecteur d'Académie ou par son délégué et, pour la partie administrative, par le secrétaire départemental ou interdépartemental d'orientation professionnelle.

Le contrôle porte sur l'exécution des obligations légales imposées à ces centres, sur la manière dont il est procédé par eux aux opérations d'orientation professionnelle.

L'Inspecteur d'Académie ou son délégué peut assister aux opérations d'orientation professionnelle.

ARTICLE 13. — Les centres facultatifs devront fournir au secrétariat d'orientation professionnelle tous les renseignements qui pourront leur être réclamés soit par ce secrétariat, soit par l'inspection générale de l'Enseignement technique qui a légalement mission de les inspecter.

Les rapports de l'inspection générale de l'Enseignement technique sont communiqués au Ministre de l'Education Nationale, au Ministre du Travail et au Ministre de l'Agriculture, ainsi qu'à la Commission administrative, par l'intermédiaire du secrétaire.

ARTICLE 14. — Le droit de diriger un centre facultatif peut être retiré à son Directeur, à la requête de l'inspecteur d'Académie ou de l'inspection générale de l'Enseignement technique pour faute grave dans l'exercice de ses fonctions ou pour incapacité, ou en cas d'inconduite. Le centre peut être fermé, si ce centre est détourné du but pour lequel il est institué ou s'il est insuffisamment organisé pour assurer l'orientation professionnelle des enfants.

ARTICLE 15. — Le retrait du droit de diriger un centre d'orientation professionnelle ou la fermeture d'un centre sont prononcés par la Commission administrative. Un exemplaire de la

requête introductive est notifiée à la fois à la collectivité qui a fondé le centre et au directeur du centre.

ARTICLE 16. — Le Maire de la commune ou le Président de l'Association professionnelle ou celui du groupement professionnel intéressé, le Directeur, seront assignés à comparaître devant la Commission administrative et pourront s'y faire représenter. Ils seront entendus et pourront produire tous éléments d'information, tous mémoires et conclusions orales et écrites qu'ils jugeront utiles.

Ils pourront, ainsi que l'Inspecteur d'Académie et l'Inspecteur général de l'Enseignement technique, faire appel, dans le délai de deux mois, de la décision devant la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Enseignement technique.

Le recours sera jugé contradictoirement dans le délai de trois mois. Ce recours est suspensif.

A la demande de l'une des parties, le jugement ne pourra être rendu qu'après expertise. Les experts seront alors désignés conformément à l'article 14 de la loi du 21 juillet 1889.

ARTICLE 17. — La Commission administrative peut adresser des observations et avertissements au Directeur du centre.

TITRE V

Mesures transitoires

ARTICLE 18. — « Les centres d'orientation professionnelle existants subventionnés, soit par le Ministère de l'Education Nationale (Enseignement technique), soit par des départements, soit par des communes ou des établissements publics pourront, sur avis favorable de la Commission administrative, être autorisés par décision du Ministre de l'Education Nationale à continuer de fonctionner sans être astreints à l'ensemble des obligations énumérées par les titres premier et deux du présent décret. La décision ministérielle est prise après consultation de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique ».

ARTICLE 19. — Pendant un délai de trois ans pourront, en outre, diriger un centre d'orientation professionnelle facultatif ou y collaborer, les personnes qui, sans justifier du certificat de stage prévu à l'article 7 ci-dessus, justifieraient qu'elles ont

accompli un stage de même nature dans un centre français ou étranger de formation d'orienteurs reconnus suffisants par le Ministre de l'Education Nationale après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Enseignement technique.

ARTICLE 20. — Le Ministre de l'Education Nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Fait à Paris, le 18 février 1939.

Par le Président de la République.

Albert LEBRUN.

Le Ministre de l'Education Nationale :
Jean ZAY.

(Paru au « Journal Officiel » du 14 avril 1939)

LOI DU 23 AVRIL 1941

PORTANT REORGANISATION DU SECRETARIAT D'ETAT A L'EDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,
Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Indépendamment du cabinet du ministre auquel sont rattachés :

- Le bureau du cabinet ;
- La direction de l'administration générale, du personnel et de la comptabilité ;
- La direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique pour toutes les questions techniques ou professionnelles ;
- Le centre national de la recherche scientifique ;
- L'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse comprend :
 - Le Secrétariat général de l'Instruction publique,
 - Le Secrétariat général des Beaux-Arts,
 - Le Secrétariat général de la Jeunesse,
 - Le Commissariat général aux Chantiers de la Jeunesse,
 - Le Commissariat général de l'Education générale et aux Sports,
 - La Direction de la formation des jeunes.

ARTICLE 2. — Le Secrétariat général de l'Instruction publique comprend :

- La direction de l'Enseignement supérieur,
- La direction de l'Enseignement secondaire,
- La direction de l'Enseignement primaire,
- La direction du travail des jeunes et de l'Enseignement technique, pour tout ce qui concerne les écoles techniques en vue de la coordination de divers ordres d'enseignement,
- La direction des Archives nationales.

ARTICLE 3. — Le Secrétaire général de la Jeunesse est adjoint au Secrétaire d'Etat pour représenter sous son autorité, le Gouvernement auprès de la Jeunesse française. A ce titre :

1° Il contrôle dans toutes les organisations et institutions relevant du Secrétariat d'Etat, la formation morale, sociale, civique et professionnelle des jeunes ;

2° Il peut, à tout moment, recevoir une délégation spéciale du Secrétaire d'Etat pour donner toutes instructions ou injonctions utiles à la bonne marche des organisations et institutions relevant du Secrétariat d'Etat ;

3° Il a la délégation permanente du Secrétaire d'Etat pour toutes les questions ressortissant à la formation des jeunes ou concernant les associations ou groupements, les œuvres de caractère moral, social ou artistique créés par la jeunesse.

4° Il est chargé de la propagande des jeunes.

ARTICLE 4. — Un Inspecteur général de l'Enseignement agricole (poste créé) est chargé sous l'autorité du Secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, d'organiser et de contrôler l'enseignement agricole dans les établissements relevant du Secrétariat d'Etat, en liaison avec les fonctionnaires des services extérieurs de l'agriculture.

L'Inspecteur général de l'enseignement agricole est choisi par le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la jeunesse parmi les Inspecteurs généraux de l'Agriculture sur une liste de présentations établie par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ARTICLE 5. — La Direction du travail des jeunes et de l'Enseignement technique connaît, sous l'autorité du secrétaire général de l'Instruction publique, de toutes les questions concernant les écoles techniques. Elle connaît, en outre, sous l'autorité directe du Secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, de toutes les questions concernant les activités professionnelles. Un directeur adjoint est chargé, sous l'autorité et le contrôle du Directeur du travail des jeunes et de l'enseignement technique, de coordonner parmi les diverses activités professionnelles toutes les questions intéressant l'orientation professionnelle, les méthodes d'apprentissage et le placement des jeunes.

ARTICLE 6. — La direction de la formation des jeunes est chargée de la formation des cadres, du contrôle des groupements des jeunes, de la coordination des inspections et délégations régionales concernant la jeunesse.

ARTICLE 7. — Un des postes d'inspecteurs généraux prévu par l'article 2 de la loi du 5 décembre 1940 est transformé en poste d'inspecteur général des services économiques et administratifs et transféré à la direction de l'administration générale, du personnel et de la comptabilité. Le poste de chef de service prévu par l'article 2 de la loi du 3 novembre 1940 est supprimé.

ARTICLE 8. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent acte qui sera publié au « Journal Officiel » et exécuté comme loi d'Etat.

Fait à Vichy, le 23 avril 1941.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Ph. PÉTAÏN.

L'Amiral de la Flotte,

Ministre - Vice-Président du Conseil :

A. DARLAN,

*Le Ministre, Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances :*

Yves BOUTHILIER,

*Le Secrétaire d'Etat
à l'Education Nationale et à la Jeunesse :*

Jérôme CARCOPINO,

*Le Ministre,
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture :*

Pierre CAZIOT.

DIRECTION DU TRAVAIL DES JEUNES ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La direction du travail des jeunes et de l'Enseignement technique comprend :

1° Un secrétariat - Un bureau d'études - Un bureau de l'administration et du budget.

2° Une section des écoles techniques publiques et privées.

3° Une section de l'orientation professionnelle, de l'apprentissage et du placement des jeunes inoccupés.

ARTICLE 2. — Le bureau d'études assure la liaison de la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique avec les services de la propagande des jeunes dirigés par le secrétaire général de la jeunesse et avec la direction de la formation des jeunes. Il élabore la charte du travail de la jeunesse.

ARTICLE 3. — Le bureau de l'administration et du budget est chargé de la liaison de la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique, avec la direction de l'administration générale, du personnel et de la comptabilité du secrétariat d'Etat. Il gère les crédits attribués à sa direction.

ARTICLE 4. — Les services de l'enseignement technique dépendant antérieurement de la direction de l'enseignement technique sont rattachés à la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique. Ils y constituent la section des écoles techniques.

Il n'est en rien dérogé aux textes antérieurs réglant, sous le contrôle du secrétaire général de l'instruction publique, les rapports de l'enseignement technique avec les autorités universitaires.

ARTICLE 5. — La section de l'orientation professionnelle, de l'apprentissage et du placement des jeunes inoccupés réunit les services chargés antérieurement de ces divers problèmes, tant

à la direction de l'enseignement technique qu'au secrétariat général à la jeunesse.

Cette section comprend deux bureaux : l'un chargé de toutes les questions concernant l'apprentissage, l'autre chargé de l'orientation professionnelle et de la formation des jeunes inoccupés.

Un service de placement des jeunes inoccupés assume les fonctions antérieurement dévolues au commissariat au chômage des jeunes.

Un directeur adjoint connaît, sous l'autorité et le contrôle du directeur du travail des jeunes et de l'enseignement technique, de toutes les questions traitées par cette section.

ARTICLE 6. — Des arrêtés ultérieurs fixeront les attributions et la composition des divers bureaux, ainsi que les modalités du fonctionnement à titre temporaire, du service de placement.

ARTICLE 7. — Le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 23 avril 1941.

DIRECTION DE LA FORMATION DES JEUNES

Le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse:
Vu la loi du 23 avril 1941,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La direction de la formation des jeunes comprend :

1° Deux sections :

- Section administrative,
- Section d'études.

2° Trois bureaux :

- Bureau de la formation des cadres,
- Bureau des groupements de jeunesse,
- Bureau des services régionaux de la jeunesse.

ARTICLE 2. — La section administrative assure la liaison de la direction de la formation des jeunes avec la direction de l'administration générale, du personnel et de la comptabilité du Secrétariat d'Etat. Elle gère les crédits alloués à la direction. Elle assure spécialement le contrôle des groupements et associations subventionnés.

ARTICLE 3. — La section d'études assure la liaison de la direction de la formation des jeunes avec les services de la propagande des jeunes dirigés par le secrétaire général de la jeunesse. Pour toute étude demandée par le Secrétaire d'Etat, elle se met en relations avec les autres organismes dépendant du Secrétariat d'Etat. Les questions de doctrine et de pédagogie, les enquêtes et informations, les questions médicales et sociales ressortissent à cette section.

ARTICLE 4. — Le bureau de la formation des cadres connaît de toutes les affaires concernant l'administration des écoles de cadres spécialisés ou non, les programmes de ces écoles, leur personnel d'encadrement, le placement et le contrôle des élèves à leur sortie de l'école.

ARTICLE 5. — Ressortissent au bureau des groupements de jeunesse les rapports avec les différents groupements, le contrôle, l'aide et les directives qu'appellent ces groupements, les questions concernant les maisons et auberges de la jeunesse, les étudiants, les questions féminines.

ARTICLE 6. — Le bureau des services régionaux est chargé d'établir une liaison entre les activités des inspecteurs et délégués régionaux relevant :

Du Commissariat général à l'éducation générale et aux sports ;

De la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique ;

De la direction de la formation des jeunes.

Ce bureau soumet au Secrétaire d'Etat toutes les mesures susceptibles d'assurer à ces diverses activités une communauté de doctrine ou destinées à prévenir et empêcher les doubles emplois.

ARTICLE 7. — Le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 25 avril 1941.

LOIS

LOI PORTANT ORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE DANS LES ENTREPRISES ARTISANALES

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

ARTICLE PREMIER. — En conformité avec l'article 17 de la loi du 26 juillet 1925, portant création de Chambres de métiers, celles-ci participeront, dans les conditions fixées par la présente loi, à l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales définies par l'article premier de ladite loi.

Cet apprentissage est celui qui se fait dans l'atelier et sous la responsabilité d'un artisan et qui est complété par l'enseignement des cours professionnels.

ARTICLE 2. — Des décrets rendus sur la proposition du Ministre de l'Education nationale et du Ministre du Travail détermineront, après avis des Chambres de métiers, des organisations artisanales syndicales et des organisations patronales et ouvrières des professions intéressées, les métiers dans lesquels l'apprentissage est obligatoire et qui ne pourront être exercés à leur propre compte que par les personnes ayant passé avec succès l'examen d'apprentissage institué à l'article 11 a du livre premier du Code du travail. Dans les mêmes conditions sera fixée la date de la mise en vigueur du présent article.

ARTICLE 3. — Ne doivent être employées comme apprentis dans un métier que les personnes ayant satisfait à leurs obligations scolaires.

ARTICLE 4. — Il pourra être institué, auprès de chaque Chambre de métiers, un service d'orientation professionnelle pour les métiers, dont les modalités d'organisation et de fonctionnement seront déterminées par décret rendu sur proposition du

Ministre du Travail, du Ministre de l'éducation nationale et du Ministre de la santé publique.

ARTICLE 5. — Avant l'entrée en apprentissage, les jeunes gens désireux de choisir un métier devront, obligatoirement, subir au service d'orientation professionnelle, créé ou désigné par la Chambre de métiers, un examen médical et psychotechnique destiné à déceler leurs aptitudes et contre-indications professionnelles.

Le service d'orientation professionnelle de la Chambre de métiers est chargé, sur le vu du résultat de cet examen, de conseiller les futurs apprentis et de les orienter vers les métiers qui répondent à leurs aptitudes et à leurs goûts, en tenant compte des besoins du marché du travail.

La Chambre des métiers pourra adjoindre au service d'orientation professionnelle un service de placement en apprentissage.

ARTICLE 6. — Les Chambres de métiers sont chargées de réglementer et de surveiller l'apprentissage dans les entreprises artisanales de leur ressort.

Elles doivent établir à cet effet, après avoir consulté les organisations artisanales de leur ressort, un règlement d'apprentissage déterminant, dans le cadre des lois en vigueur et compte tenu des usages et coutumes des métiers, les conditions, modalités et sanctions de l'apprentissage et du contrat d'apprentissage.

Le règlement d'apprentissage établi en vertu de l'alinéa précédent est soumis à l'approbation du Ministre chargé de l'Enseignement technique, après consultation du Comité départemental de l'Enseignement technique.

Les Chambres de métiers peuvent, par l'intermédiaire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de métiers, se concerter pour l'établissement d'un règlement d'apprentissage commun à plusieurs ou à tous les départements, en procédant de préférence par région économique.

ARTICLE 7. — Les Chambres de métiers doivent instituer un service d'inspection de l'apprentissage, chargé de surveiller, dans les entreprises artisanales de leur ressort, l'application des lois et des règlements d'apprentissage.

Les Inspecteurs d'apprentissage des Chambres de métiers, qui seront proposés par la Chambre de métiers après avis des organisations artisanales et nommés par le Ministre chargé de l'Enseignement technique, sont autorisés à visiter, pendant la durée du travail, les ateliers, entreprises et chantiers ressortissants de

la Chambre, ainsi que les logis d'apprentis, à s'informer sur la formation professionnelle, l'emploi et la tenue de l'apprenti et à constater les contraventions aux lois et règlements concernant l'apprentissage.

Les procès-verbaux dressés par leurs soins seront transmis à l'Inspecteur départemental du travail et devront être poursuivis à la diligence de ce dernier.

Les contraventions aux règlements d'apprentissage des Chambres de métiers sont, en ce qui concerne la sanction pénale, assimilées aux contraventions énumérées à l'article 479 du Code pénal.

ARTICLE 8. — Les Chambres de métiers reçoivent un exemplaire du contrat d'apprentissage qui sera porté sur le registre d'apprentissage tenu par la Chambre de métiers pour son ressort.

ARTICLE 9. — Le droit de former des apprentis est réservé aux personnes âgées de vingt-quatre ans, ayant acquis le titre de maître par un examen de capacité institué et organisé par la Chambre des métiers, après avis des organisations syndicales artisanales, ou aux anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie des écoles désignées par le Ministre chargé de l'Enseignement technique ou, enfin, aux artisans ayant obtenu une autorisation de l'administration préfectorale sur avis de la Chambre des métiers et de l'organisation professionnelle compétente. Le droit ainsi conféré s'étend aux métiers déclarés connexes et aux spécialités reconnues par la Chambre de métiers, après consultation des organisations syndicales artisanales. Il peut être étendu à un ou plusieurs autres métiers s'exerçant dans la même entreprise, par l'autorité préfectorale, sur avis de la Chambre de métiers et après consultation des organisations syndicales artisanales intéressées. Toutefois, les artisans établis au moment de la promulgation de la présente loi et âgés de vingt-quatre ans révolus conserveront le droit de former des apprentis.

ARTICLE 10. — La Chambre de métiers peut déterminer la durée minimum de l'apprentissage des métiers dans son règlement d'apprentissage après avoir consulté les organisations artisanales de son ressort. Elle peut aussi limiter le nombre des apprentis admissibles dans les entreprises artisanales de son ressort, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, cette limitation n'étant applicable

qu'après approbation du Ministre chargé de l'Enseignement technique.

ARTICLE 11. — La Chambre de métiers est chargée d'organiser pour les apprentis de son ressort l'examen de fin d'apprentissage prévu par l'article II a du livre premier du Code du travail. Les Commissions d'examen désignées par la Chambre des métiers se composent d'un Président, d'un professeur d'Enseignement technique et d'un nombre pair d'assesseurs, dont la moitié comprend des maîtres et l'autre moitié des compagnons.

Les assesseurs seront nommés par la Chambre des métiers sur une liste de candidats présentés par les organisations professionnelles artisanales et les organisations ouvrières.

L'examen de fin d'apprentissage doit fournir la preuve que l'apprenti possède les capacités requises pour exercer son métier comme compagnon tant au point de vue de l'habileté manuelle qu'au point de vue des connaissances techniques exigées dans sa profession.

La procédure d'examen, ainsi que le montant des droits d'inscription, seront déterminés par un règlement d'examen élaboré par la Chambre de métiers après avis des organisations artisanales, et approuvés par le Ministre chargé de l'Enseignement technique.

Les certificats de compagnon délivrés aux candidats ayant satisfait aux épreuves de l'examen sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Le Ministre chargé de l'Enseignement technique déterminera les certificats et brevets sanctionnant un apprentissage accompli dans une entreprise non artisanale et qui sont à considérer comme équivalents à l'examen prévu par le présent article.

ARTICLE 12. — Les apprentis occupés chez un artisan sont tenus de suivre assidument, sous la responsabilité de leurs maîtres, les cours professionnels institués dans la localité. Les contrats d'apprentissage feront mention de cette obligation.

Après accord avec les organisations intéressées, les Chambres de métiers peuvent, dans les mêmes conditions que les Chambres de Commerce, créer des écoles de métiers et des cours professionnels pour favoriser la formation des apprentis et le perfectionnement des jeunes artisans.

Les programmes de ces écoles et cours sont soumis à l'approbation du Ministre chargé de l'Enseignement technique.

Tous les apprentis doivent être en possession d'un livret d'assiduité où seront portées les absences. Le maître d'apprentissage et le représentant légal de l'apprenti devront signer ce livret chaque mois. Si l'apprenti n'a pas assisté aux deux tiers au moins du total des heures de cours obligatoires de la localité, la Chambre de métiers pourra ajourner son admission à l'examen de fin d'apprentissage. Dans ce cas, et s'il y a faute ou négligence du maître d'apprentissage, le représentant légal de l'apprenti pourra demander des dommages-intérêts au maître d'apprentissage.

La Chambre de métiers pourra déterminer, après consultation des organisations artisanales intéressées, les cours professionnels dont la fréquentation sera obligatoire pour les apprentis travaillant ou habitant dans une localité environnante, en tenant compte des facilités de transport existantes.

Dans ce cas, les frais de transport seront remboursés par la Chambre de métiers sur la foi du livret d'assiduité, si le représentant légal de l'apprenti justifie qu'il ne peut supporter cette dépense.

Pour le cas où l'apprenti n'a pas l'occasion de fréquenter un cours professionnel, la formation théorique doit être assurée par les soins du maître d'apprentissage.

ARTICLE 13. — Après consultation des organisations artisanales intéressées, les Chambres de métiers peuvent prendre toutes les mesures susceptibles de favoriser la formation professionnelle, technique et artisanale des apprentis, compagnons et maîtres, notamment subventionner des écoles de métiers et des cours professionnels.

ARTICLE 14. — Les Chambres de métiers pourront recevoir de leurs ressortissants des versements qui donneront lieu à des exonérations de la taxe d'apprentissage dans les conditions prévues par l'article 44 du Code général des impôts directs.

ARTICLE 15. — La Chambre de métiers peut, après avis des organisations artisanales intéressées, accorder des bourses d'apprentissage, ainsi que des primes aux maîtres d'apprentissage méritants pour encourager l'apprentissage des métiers.

ARTICLE 16. — Les conditions d'admission à l'examen de maîtrise, les modalités et la procédure de cet examen, ainsi que la composition des Commissions d'examen, sont déterminées par un règlement d'examen de maîtrise établi par la Chambre de métiers, après avis des organisations artisanales syndicalés et

approuvées par le Ministre chargé de l'enseignement technique, après consultation du Comité départemental de l'enseignement technique.

Les certificats et brevets de maîtrise sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 17. — Les dispositions des lois en vigueur sur l'apprentissage et sur le contrat d'apprentissage s'appliquent à l'apprentissage des métiers dans les entreprises artisanales en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 mars 1937.

Par le Président de la République :

Albert LEBRUN.

Le Ministre de l'Education Nationale :

Jean ZAY.

Le Ministre du Travail :

Jean LEBAS.

**MODALITES D'ORGANISATION
ET DE FONCTIONNEMENT
DES OFFICES
D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
CREES PAR LES CHAMBRES DE METIERS**

Le Président de la République française,

Vu la loi du 26 juillet 1925 portant création de la Chambre des Métiers ;

Vu la loi du 10 mars 1937 portant organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales et notamment l'article 2 ainsi conçu :

« Il pourra être institué auprès de chaque Chambre de métiers un service d'orientation professionnelle pour les métiers dont les modalités d'organisation seront déterminées par décret rendu sur proposition du Ministre du Travail, du Ministre de l'Education Nationale et du Ministre de la Santé publique ».

Sur la proposition du Ministre du Travail, du Ministre de l'Education Nationale, du Ministre de la Santé publique,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Des Offices d'orientation professionnelle peuvent être créés par délibération des Chambres de métiers comportant l'engagement d'assurer le fonctionnement de l'Office au moins pendant 6 ans. Cette délibération sera soumise, pour approbation, au Ministre chargé de l'Enseignement technique et au Ministre du Travail.

ARTICLE 2. — Les dépenses des Offices d'orientation professionnelle sont, comme les autres dépenses annuelles et permanentes, fixées chaque année par les Chambres de métiers et imputées sur leurs ressources ordinaires ; elles font l'objet dans leur budget d'un chapitre spécial.

La gestion financière de ces Offices est assurée par la Chambre de métiers.

ARTICLE 3. — Le Directeur ou conseiller d'orientation professionnelle, ainsi que le personnel de l'Office d'orientation professionnelle, sont nommés par le Président de la Chambre des métiers. Un médecin, désigné par le Préfet sur la proposition de l'Inspecteur départemental d'hygiène, est obligatoirement attaché à l'Office.

ARTICLE 4. — Sont incapables de diriger un Office d'orientation professionnelle, d'y remplir les fonctions de conseiller d'orientation professionnelle ou d'y être employées à quelque titre que ce soit :

1° Les personnes qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime de droit commun ou pour délit contraire à la probité et aux bonnes mœurs ;

2° Les personnes qui ont été privées par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal ou qui ont été déchues de la puissance paternelle ;

3° Les personnes qui ont été frappées d'interdiction absolue d'enseigner.

ARTICLE 5. — Les Directeurs ou conseillers d'orientation professionnelle doivent être Français, âgés de vingt-cinq ans accomplis au moins, et justifier d'un des titres suivants : diplôme de l'Institut National d'orientation professionnelle, docteur en médecine ayant obtenu le certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'orientation professionnelle.

ARTICLE 6. — Les personnes ayant appartenu à l'Enseignement public ou au cadre des Inspecteurs du travail, pourront être choisies comme directeur ou conseiller d'orientation professionnelle, à la condition de justifier du certificat du stage complet au cours complémentaire de l'Institut National d'orientation professionnelle.

Les membres de l'Enseignement public, les inspecteurs du travail ayant effectué le même stage, pourront être détachés dans ces emplois dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions civiles, complétée par l'article 26 de la loi du 27 décembre 1923 et par l'article 15 de la loi du 14 avril 1924.

ARTICLE 7. — Le Directeur de l'Office ou le conseiller d'orientation professionnelle ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir été agréés par le Ministre chargé de l'Enseignement technique.

ARTICLE 8. — Auprès de chaque Office d'orientation professionnelle, il sera institué par la Chambre de métiers un Conseil d'administration présidé par le Président de la Chambre de métiers ou son délégué et comprenant de 8 à 12 membres désignés par la Chambre de métiers. L'Inspecteur d'Académie ou son délégué, l'Inspecteur départemental ou son délégué, l'Inspecteur départemental d'hygiène ou son délégué, un Inspecteur du travail et un représentant de l'Office départemental de placement désignés par le Ministre du Travail, un Inspecteur de l'Enseignement technique désigné par le Préfet, feront partie de droit du Conseil d'administration de l'Office, avec voix délibérative.

ARTICLE 9. — Le Conseil d'administration sera régulièrement informé de la marche de l'Office ; il entendra le Directeur qui lui rendra compte des opérations effectuées. Un exemplaire du procès-verbal sera adressé au Ministre chargé de l'Enseignement technique.

ARTICLE 10. — Les Chambres de métiers peuvent s'entendre avec le département, les communes, les établissements publics, les associations ou sociétés, les syndicats ou fédérations de syndicats qui auront institué un Office d'orientation professionnelle, sur les conditions dans lesquelles elles désigneront ceux de ces Offices qui feront subir aux jeunes gens désireux de choisir un métier artisanal, l'examen d'orientation professionnelle prévu à l'article 5 de la loi du 10 mars 1937.

ARTICLE 11. — Les règles concernant le recrutement des directeurs et conseillers des Offices d'orientation professionnelle créés par les Chambres de métiers, s'appliquent aux Offices d'orientation professionnelle désignés par les Chambres de métiers.

ARTICLE 12. — L'Office d'orientation professionnelle créé par les Chambres de métiers ou désigné par elles, ne pourra commencer à fonctionner qu'après avoir obtenu l'autorisation du Ministre chargé de l'Enseignement technique et du Ministre du Travail. La nomenclature des appareils, instruments, documents permettant de procéder à l'examen médical et psychotechnique sera adressée, avec la demande d'autorisation, en même temps qu'un exemplaire des monographies professionnelles des différents métiers artisanaux exercés dans le ressort de la Chambre des métiers.

ARTICLE 13. — Au moins une fois par an, la Chambre de métiers établira pour l'Office départemental de placement, la liste des métiers artisanaux ayant besoin d'apprentis.

ARTICLE 14. — Les directeurs des écoles primaires publiques devront fournir aux Offices d'orientation professionnelle des Chambres de métiers, les renseignements qui pourront lui être réclamés en vue de l'orientation professionnelle.

ARTICLE 15. — Le Directeur et le personnel de l'Office d'orientation professionnelle sont tenus au secret professionnel.

ARTICLE 16. — Les Offices d'orientation professionnelle créés par les Chambres de métiers, ou désignés par elles, sont soumis au contrôle de l'Inspecteur de l'Enseignement technique, de l'Inspecteur du travail et de l'Inspecteur départemental d'hygiène.

Fait à Paris, le 22 février 1938.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET BROCHURES

- ABRAMSON. — « L'enfant et l'adolescent instables » (Paris, Alcan, 1940).
- « Le profil mental de l'enfant » (Paris, Doin, 1923).
- ADLER. — « Le tempérament nerveux » (Paris, Payot et C^{ie}, 1926).
- ALDOU (M^{me} M.). — « Le rôle du médecin dans l'O. P. de l'adolescent » (Maloine, Paris, 116 p.).
- AMAR (J.). — « L'Orientation professionnelle » (Supplément à « L'Organisation Psychologique du Travail », gr., in-8°, Dunod, 1920).
- ANDERSON (Harold H.). — « Les cliniques psychologiques aux E.-U. et l'œuvre du Dr Healy (Delachaux et Niestlé, Neuchâtel et Paris, 1929, in-8°).
- AUBE (L.). — « Carrières, Documentation pour guider le choix des jeunes gens » (in-8°, *Editions Spes*, 1930).
- AUDEMARS et LAFENDEL. — « La maison des petits de l'Institut J. J. Rousseau » (Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, Suisse, 1925).
- BARDOUL-EMERAUD. — « Essai sur l'apprentissage industriel en France » (*Thèse de Droit*, Paris, 1919).
- BARTHE (R.). — « Le Rôle du Médecin » (*Thèse de Paris*, 1938).
- BAUMGARTEN. — « Les examens d'aptitude professionnelle », (Paris, *Dunod*, 1931).
- BEAUMONT (Guy de). — « Guide pratique de l'Orientation Professionnelle - Préface de M. Noyelle, Professeur à la Faculté de Droit de Paris (Etudes Corporatives) - (Paris, *Dunod*, 1938, avec nombreux tableaux, in-8°).
- BINET. — « L'Etude expérimentale de l'intelligence » (Paris, *Schleicher Frères*).
- « Les idées modernes sur les enfants » (Paris, *Flammarion*, 1938).
- BINET et SIMON. — « Les enfants anormaux » (Paris, *Collin*, éditeur, 1 vol. in-18).
- « La mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants » (Paris, *Pub. de la Société Alfred Binet*, 1938).

- BIDOU (Gabriel). — « De la condition du travail humain », 1934.
- BLEIWEISS. — « L'O. P. » (*Thèse de Médecine*, Paris, 1933).
- BOON (G.). — « Initiation générale aux idées Decrolyennes et essai d'application dans l'enseignement primaire », 1938.
- BORREMANS (P.), MAQUET (J.), MOUCHAMPS (M^{lle} E.) et VANDERVEST (G.). — « Un nouveau problème d'économie sociale. L'Orientation professionnelle. La mesure des aptitudes. La connaissance de l'enfant et de la profession » (in-8°, Bruxelles, Van Campenhout, 1923).
- BORREMANS-PONTHIÈRE, MAQUET (J.), MOUCHAMPS (M^{lle} E.) et VANDERVEST (G.). — « L'Orientation professionnelle (*Librairie Falk et Fils*, Bruxelles, 1923).
- BOUILLLOUX-LAFONT. — « Les Chambres de Métiers ; comment nous les concevons » (*Paris, Payot*, 1919).
- BOUCHART (R.). — « Le Médecin d'usine » (*Thèse de Paris*, 1938).
- BOUDOURESQUE (G.). — « L'Orientation professionnelle, matière d'enseignement » (*Imprimerie Méridionale*, Marseille, 1934).
- BOULLET. — « L'Organisation de l'Orientation professionnelle et de l'apprentissage » (*Paris, Dunod*, 1941).
- BOURGUIN (P.). — « La protection sociale de l'enfance en France » (*Paris, Masson*, 1938).
- BOURJADE (Jean). — « L'intelligence et la pensée de l'enfant », (*Paris, Alcan*, 1937).
- BOWEN (W.). — « La science du caractère. Essais de caractériologie générale » (*Paris, Alcan*, 1932).
- BOUTINAUD. — « Parents et Educateurs modernes » (*Librairie « L'Ecole »*, 11, rue de Sèvres, Paris).
- BRUYÈRE (Jean). — « Histoire littéraire des Gens de Métier en France », 1932.
- CAILLARD (C.). — « Chambres de Métiers et Conseils de Métiers », (*Paris, Librairie de l'Enseignement technique*, 1920, 324 p.).
- CAPART (P.). — « M^{onsieur} ! des Carrières » (Louvain, 1930, *Collection Jécistes*, in-8°).
- CARPENTIER (D^r P.). — « Notions simples de psychologie et de psychiatrie utiles aux Maîtres pour connaître et diriger leurs élèves », 1937.
- CARRARD (Alfred). — « Le développement de la psychotechnique en Suisse » (*Zurich, Hofer et C^{ie}*, 1927).
- « Le Chef » (Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, Suisse, 1938).
- CARREL. — « L'Homme, cet inconnu » (Paris, *Plon*, 1935).
- CARRIÈRES (Les) féminines (Le livre que toutes les jeunes filles doivent consulter) - Paris, *Eyrolles*, 1933, in-16°.
- CARRIÈRES (les) de la Marine Nationale (*Figuière*, 1933, in-8°).

- CATTEL (R.-B.). — « A guide to mental Testing for Psychological » (*Clinics Schools and Industrial Psychologists*, 1937).
- CENDRIER (Alfred). — « Organisation de l'orientation professionnelle » (*Thèse Paris*) (Paris, in-8°, *Belzacq*, 147, bd Saint-Michel, Paris, 1931).
- CHASSANG. — « L'Avenir des jeunes » (Paris, *Spes*, 1939).
- CHAVIGNY (Dr P.). — « La vocation de nos enfants. Essai d'orientation professionnelle après les études secondaires et après l'enseignement primaire supérieur », in-8° (Paris, *Delagrave*, 1928).
- CHRISTIAENS (A.). — « Une méthode d'orientation professionnelle », 2° éd., in-8° (Bruxelles, *Lamertin*, 1925).
- « L'Orientation professionnelle des enfants » (1914, in-8°, id.).
- CHRISTIAENS (A.-G.). — « Une méthode d'orientation professionnelle - Théorie et Pratique » (3° édition, in-8°, avec figures, Bruxelles, *Lamertin*, 1934).
- CARITE (M.). — « Sort de l'enfance arriérée » (Paris, *Blond et Gay*, 1937).
- CLAPARÈDE (E.). — « Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers » (Paris, *Flammarion*, 1940).
- « Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale », (Genève, *Kunding*, 1926).
- CLÉMENT (M^{lle} J.). — « Le mouvement d'orientation professionnelle. Etude synthétique et critique » (*Thèse d'Aix*) (1924, in-8°, 224 p.).
- COLLIN (André). — « Les enfants nerveux - Diagnostic - Pronostic - Aptitudes » (Paris, *J.-B. Baillière et Fils*, 1924).
- CORDELIER (Suzanne). — « Service social féminin » (Paris, *Plon*, 1938).
- DEBESSE. — « Comment étudier les adolescents » (Paris, *Alcan*, 1938).
- « La crise d'originalité juvénile » (Paris, *Alcan*, 1936).
- DECROLY (O) et BUYSE (R.). — « Introduction à la pédagogie quantitative » (Bruxelles, *Lamertin*, 1930).
- « La pratique des tests mentaux » (Paris, *Alcan*, 1929).
- DECROLY. — « L'affectivité dans le choix et l'exercice des professions » (Bruxelles, *Lamertin*, 1925).
- « La caractériologie et l'orientation professionnelle » (Bruxelles, *Lamertin*, 1929).
- DELMAS, et BOLL. — « La personnalité humaine » (Paris, *Flammarion*).
- DUMAS (G.). — « Nouveau traité de psychologie » (Paris, *Alcan*).

- DOLLEANS. — « L'histoire du travail » (Paris, *Collin*, 1939).
- DUPUIS. — « Les aboulies sociales - scrupule - timidité - susceptibilité ».
- DUPRÉ. — « Pathologie de l'imagination et de l'émotivité », (Paris, *Payot*, 1925).
- DUVOIR (M.) et DESOILLE (M.). — « Le médecin d'usine. Hygiène sociale » (Novembre 1938).
- EGGER. — « Les écoles techniques et le choix d'une carrière » (*Bienne*).
- FAY (Dr H.-M.). — « L'intelligence et le caractère », 1935.
- FERRIÈRE (Ad.). — « L'autonomie des écoliers » (Neuchâtel, *Delachaux et Niestlé*, 1921).
- « L'école active » (Genève, *Ed. Forum*, 3^e éd., 1926).
- « La pratique de l'école active » (Genève, *Ed. Forum*, 1924, 2^e éd. 1929).
- « L'éducation constructive », Tome I : « Le progrès spirituel » (Genève, *Ed. Forum*, 1927).
- FISCHER (G.). — « Le médecin d'usine » (*Concours Médical*, 8 mai 1938).
- FONTÈGNE (J.). — L'Orientation professionnelle et l'apprentissage dans les métiers de la maçonnerie » (*Editions de la Chambre d'Apprentissage de la Maçonnerie*, 3, rue de Lutèce, Paris, 4^e).
- « L'Orientation professionnelle et la détermination des aptitudes », in-8° (Neuchâtel et Paris, *Delachaux et Niestlé*, 1921, 263 p.).
- « Monographies professionnelles », in-8° (Paris, *Eyrolles*, 1925, 151 p.).
- « Nouveaux entretiens sur l'Orientation professionnelle », in-8° (Paris, *Eyrolles*, 1925).
- « Le choix d'un métier et les aptitudes physiques » (Paris, *Ravisce*, 1922, 46 p.).
- « Manualisme et Education » (Paris, *Eyrolles*, 1923).
- FOUCAULT. — « La mesure de l'intelligence chez les écoliers » (Paris, *Delagrave*).
- GAILLARD (H.) et LOMONT (A.). — « Du choix d'un métier. Orientation professionnelle pratique par la méthode expérimentale des ateliers-écoles » (Paris, 1931, *Bourrellet et Cie*).
- GILSON. — « Réalisme thomiste et critique de la connaissance ».
- GILBERT-ROBIN (Dr). — « Comment dépister les perturbations intellectuelles et psychiques des tout-petits » (*J. Vautrain*, Paris, 1937).

- GIRAUD (A.). — « Monographie de quelques professions pour servir à l'Orientation professionnelle », in-16°, Nice, 1925 (*Chambre Syndicale des Horlogers, Bijoutiers, Joaillers et Orfèvres de la Ville*, 45 pages).
- GUILLAUME (Pierre). — « L'imitation chez l'enfant » (*Alcan*, Paris).
- HALLER. — « L'Avenir professionnel des enfants anormaux » (*Thèse de Droit, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*).
- HARTNESS (J.). — « Le facteur humain dans l'organisation du travail », Paris (*Dunod et Pinat*, 1916).
- HEUYER (G.). — « Enfants anormaux et délinquants juvénils » (*Thèse 1914, Ed. G. Steinheil*).
- JOTEYKO (J.). — « La science du travail et son organisation » (Paris, *Alcan*, 1917).
- « La Fatigue » (Paris, *Flammarion*, 1920).
- HALBWACHS. — « Morphologie sociale » (Paris, *Colin*).
- HUBERT (René). — « L'Orientation professionnelle et la formation technique », in-8°, 1935 (*Société d'études et d'informations économiques* (Mémoires et documents)).
- KACZINSKA (M.). — « Succès scolaires et Intelligence » (in-8°, *Delachaux et Niestlé*, Neuchâtel, Paris).
- KLAGES (L.). — « Les principes de la caractériologie » (Traduction par W. Real, Paris, *Alcan*, 1930).
- KREBS (W.). — « Méthode pour le choix d'une profession (Lausanne, *Bridel et C^{ie}*, 1910).
- LAET (D^r M. de) et COOSSENS (D^r J.). — « Précis médical de sélection professionnelle » (Bruxelles, in-8°, *J. Vromant*, 1939).
- LAMIRAND (G.). — « Le rôle social de l'Ingénieur » (*Desclée*, Paris, 1937).
- LAUFER (D^r). — « L'Organisation physiologique du travail » (Paris, 1907).
- LEDENT (D^r R.) et WELLENS (L.). — « Enfants difficiles, parents perplexes » (*Vaillant Carmone*, Liège, 1935).
- LEGROUX. — « L'examen médical en vue de l'orientation professionnelle » (*Médecine scolaire*, 1932).
- LEFÈVRE et HENRY. — « La préorientation professionnelle à l'école primaire » (Paris, *Eyrolles*, 1927).
- LE SERME. — « Mensonge et Caractère » (Paris, *Alcan*).
- LOOSLI-USTERI (Marguerite). — « Les enfants difficiles et leur milieu familial » (*Delachaux et Niestlé*, Paris, 1935).

- LUC (H.) et FONTÈGNE (J.). — « Généralités sur le préapprentissage ; le travail manuel », 1936 (*Ed. de l'Association Française pour le développement de l'Enseignement technique*, 4, rue Saint-Martin, Paris).
- « Les Métiers du Bâtiment », 1936 (id.).
- MANN (de). — « La joie au travail - Enquête basée sur des témoignages d'ouvriers et d'employés » (Paris, *Alcan*, 1935).
- MATA. — « L'examen psychotechnique dans la sélection professionnelle ».
- MAZEL (Cécile). — « L'Organisation de l'orientation professionnelle » (*Thèse Montpellier*, in-8°, 1938, 164 p.).
- MAUVEZIN (F.). — « Orientation professionnelle : Rose des Métiers », *Edition populaire (garçons)*, in-8°, Bordeaux - *Editions des Roses*, 1923).¹
- « Ingénieur E. C. P. - Conseiller d'Orientation » - « L'école préparera-t-elle nos enfants à trouver une situation ? », (Bordeaux, in-8°, *Editions des Roses*, 1934).
- MENDOUSSE. — « L'Ame de l'adolescent » (Paris, *Alcan*, 5^e éd., 1938).
- « L'Ame de l'adolescente » (*Presses Universitaires de France*, 1928).
- MORGAUT (Marc-E.). — « Les intérêts de l'enfant et l'orientation professionnelle ». 1936 (*Institut National d'Orientation Professionnelle*, 41, rue Gay-Lussac, Paris).
- MORITZ (M^{me} E.). — « Etudes expérimentales et critiques sur les tests mentaux » (*Adaptation belge du Test de groupe de Ballard*, 1935).
- MOSSE (Elié). — « Comment choisir une profession ou un métier ? ou comment préparer une carrière ? » (Paris, *Hachette*, 1931).
- MOUVET (E.). — « Orientation professionnelle des jeunes gens et jeunes filles » (*Recueil de 100 monographies professionnelles avec indications relatives à leur technique d'emploi*, 1928 - *Mons. Leich - Dunod*, in-8°).
- MOUVET (E.). — « Orientation professionnelle des jeunes gens et enfants » (*Recueil de 220 monographies professionnelles avec indications relatives à leur technique d'emploi*, 2^e éd. in-8°, Bruxelles, A. de Bœck - *Dunod*, 1930).
- NOBECOURT et BABONNEIX. — « Traité de médecine des enfants. Les enfants et jeunes gens anormaux » (Paris, *Masson*, 1939).
- OMBRÉDANE (André). — « Le problème des aptitudes à l'âge scolaire » (*Actualités scientifiques et industrielles*, n° 439)

- Exposés sur la psycho-biologie de l'enfant, publiés sous la direction de H. Wallon (Paris, Hermann, 1936, gr. in-8°).
- D^r PARREL et M^{me} MATHA. — « Enfants dans la brume » (Paris, Hachette, 1940).
- PAULHAN. — « Les Caractères » (Paris, Alcan).
- PAUL-BONCOUR et PHILIPP. — « Les anomalies mentales chez les écoliers » (Paris, Alcan, 1925).
- PEYRONDAT. — « L'Orientation professionnelle des Intellectuels » (*Médecin d'Usine*, 1^{re} année, 1938).
- PICQUENARD (Ch.). — « Code du travail annoté » (Sirey, 1938).
- PIERON (H.). — « Le Développement mental et l'Intelligence », (Paris, Alcan, 1931).
- « Psychologie expérimentale » (A. Colin, 1934, in-16°).
- PIAGET. — « Le Jugement et le raisonnement chez l'enfant » (*Delachaux et Niestlé, Neuchâtel*, Paris, 1924).
- PIAGET. — « Le langage et la pensée chez l'enfant » (*Delachaux et Niestlé, Neuchâtel et Paris*, 1923).
- PIAGET. — « Le jugement moral chez l'enfant » (Paris, Alcan, 1932).
- POYER. — « Les problèmes généraux de l'hérédité psychologique » (Paris, Alcan, 1921).
- PRATIQUE (La) de l'Orientation. « Une année de fonctionnement à l'Office de l'Orientation professionnelle de la J.O.C. », septembre 1936, août 1937 (*Librairie de la Jeunesse Ouvrière*, in-16°, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris, 1938).
- ROSSOLIMO (G.). — « L'individualité de l'enfant » - La personnalité de l'enfant » (Paris, Alcan, 1929).
- ROBBE. — « Les facteurs qui compliquent l'orientation professionnelle des mineurs délinquants » (*Thèse de Médecine*, Lyon, 1934).
- ROBERT (A.). — « La méthode psychophysiologique du travail et l'orientation professionnelle » (Luxembourg, Imprimerie Joseph Beffort, 1910 - *Rose des Métiers de Bellegarde*, 1922)
- SALMONT (D^r A.). — « Les services de Médecine et d'Hygiène industrielles et l'organisation scientifique du travail » (1929).
- SCHUHL (P.-M.). — « Machinisme et Philosophie » (Paris, Alcan, 1938).
- SAND (R.). — « Organisation industrielle, médecine sociale et éducation civique en Angleterre et aux Etats-Unis » (Paris, Baillière et Fils, 1920).
- SAND (R. D^r). — « Le service social à travers le monde » (Paris, Armand Colin, 1931).

- SCHAPIRO-POLLACK (M^{me}). — « Contribution à l'étude psychologique de la puberté à l'aide du Test de Rorschach » (1936).
- SEWAL GARDNER (Mary). — « L'infirmière visiteuse » (Paris, *Presses Universitaires de France*, 1926).
- SIMON (Odette). — « L'Orientation professionnelle » (*Thèse Paris*, 1927 - Alcan, in-8°).
- SIMON (D^r Th.). — « Pédagogie expérimentale » (*Colin Armand*, 1930).
- SOLLIER (P.) et DRABS (J.). — « La psychotechnique » (*Alcan*, Paris, 1936).
- SPEARMAN (C.). — « Les aptitudes de l'homme, leur nature, et leur mesure » - Traduction de F. Brachet, Paris (*Publication du Travail Humain*).
- SPEARMAN (C.). — « The Psychology down the ages ».
- SPRENG (H.). — « La sélection professionnelle et son utilité sociale » (*Thèse Genève*) - (*Bibliothèque professionnelle et sociale*, in-8°, Neuchâtel et Paris - *Delachaux et Niestlé*, 1929).
- « La formation professionnelle des apprentis » (Paris, in-8°, *Dunod*, 1939).
- THOMPSON (C.-B.). — « Le système Taylor » (Paris, *Payot*, 1919).
- TOULOUSE (Ed.) et PIERON (H.). — « Technique de Psychologie Expérimentale » (2^e éd., 2 vol. in-16°, Paris, *Doin*, 1911).
- VENARD (Madeleine). — « Le rôle de l'école en orientation professionnelle » (*Thèse Paris*, 1929, in-8°).
- VERMEYLEN. — « Psychologie de l'enfant et de l'adolescent », (Bruxelles, *Lamertin*, 1926).
- « Les débiles mentaux », *Etude expérimentale et clinique* (Bruxelles, *Lamertin*, 1929).
- VOGEL (Léon). — « L'intervention médicale dans l'orientation professionnelle des adolescents » (*Jouve*, Ed., Paris, 1934).
- WALLON. — « Les origines du caractère chez l'enfant » (Paris, *Boivin*, 1934).
- « L'enfant turbulent » (Paris, *Alcan*, 1925).
- « Principes de psychologie appliquée » (Paris, *A. Colin*, 1930, 224 p.).
- WALTHER (Léon). — « L'Orientation professionnelle et les carrières libérales. Etude psychologique » (*Collection d'Actualités pédagogiques*), in-8° (1936, Neuchâtel et Paris, *Delachaux et Niestlé*).
- « La Technopsychologie du travail industriel » (*Delachaux et Niestlé*, Paris, 1926).

COMPTES RENDUS DE CONGRES

Première Conférence internationale de psychotechnique appliquée à l'orientation professionnelle » (Genève, 1920).

Deuxième Congrès sociologique international (Vienne, 1-8 octobre 1922).

Rapports de MM. Claparède et Mira.

Congrès international d'orientation professionnelle féminine (Bordeaux, 23-26 septembre 1926).

Rapport du Dr Maria Diez Gasca : Une réalisation pratique en orientation professionnelle (Italie).

9^e Congrès International de Psychologie, Université de Yale-New Hawen (Connecticut) (2-7 septembre 1929).

4^e Congrès International d'organisation scientifique du travail, Paris, 19-23 juin 1929 (Communications du Dr Allendy, de M. Simon, de Tchécoslovaquie).

Rapport de la Sous-Commission technique de la C. G. T., sur l'organisation de l'orientation professionnelle (*Voix du Peuple*, novembre 1930) - Rapport adopté par la Commission Confédérale de l'Enseignement le 27 novembre 1930).

Comité National d'Etudes Sociales et Politiques. Séance du 18 mai 1931 « Orientation et sélection professionnelle ».

Congrès International de l'Enseignement technique », Paris, 24-27 septembre 1931, par J. Fontègne (*B. I. N. O. P.*, décembre 1931).

20^e Anniversaire de l'Association médico-pédagogique liégeoise - Cycles de conférences sur l'étude des aptitudes et de l'éducation musicale (*B. I. N. O. P.*, janvier 1932).

Congrès International de l'Enseignement technique, 26-27-28 septembre 1932, Bruxelles. Rapport sur « le rôle du médecin en O. P. ».

Circulaire du Ministre de l'Education Nationale, M. de MONZIE sur « Ecole unique et sélection » (*B. I. N. O. P.*, n° 7, 1932).

Congrès pour la sécurité de la Route, Paris, 5 et 8 octobre 1933.

5^e Congrès Tchécoslovaque de Pédagogie. Prague, 29-31 octobre 1933.

1^{er} Congrès municipal de Madrid de la circulation (sélection psychotechnique des conducteurs de véhicule) - (*Boletín de las oficinas de Orientacion Profesional*, n°s 4, 5, 6, février, mars, avril, 1934).

Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences. Rabat, mai 1934.

- Congrès International de l'Enseignement Technique, Barcelone, 17-19 mai 1934.
- 8^e Conférence Internationale de Psychotechnique sur l'orientation professionnelle à Prague. 10-15 septembre 1934.
- Congrès de l'Association Française pour l'avancement des sciences. Compte-rendu sur l'orientation et la sélection professionnelles, Nantes, 21-28 juillet 1935.
- Congrès National des Orienteurs de France. Paris, 25-27 septembre 1935. Rapports sur « l'orientation professionnelle et les écoles ». « Les rapports de l'orientation professionnelle avec les groupements professionnels ».
- 11^e Congrès de Psychologie. Madrid, 6-12 septembre 1936.
- 2^e Congrès de la Società Italiana di Medicina sociale. Rapport d'Ag. Gemelli et Mario Ponzó « sur les facteurs psychophysiques prédisposant aux accidents de la route et les bases d'une organisation psychotechnique préventive ».
- Conférence Nationale de l'organisation scientifique « Journée de l'Homme au travail ». Promotion ouvrière et rééducation, un facteur négligé, le « rendement patronal » par Ernest Hijmans, ingénieur-conseil.
- « L'expérience de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières en matière de prévention des accidents du travail », par J. Pluyette.
- « Facteur Humain et Sciences Sociales », par G. Friedmann, 1^{er} octobre 1937).
- 2^e Congrès National d'Orientation Professionnelle. Lille, 17-18-19, juillet 1939 - Compte rendu sur « L'Orientation Professionnelle et la Famille », par M. Menessier.

ARTICLES

- ACADÉMIE d'éducation et d'entraide sociales. Famille. Travail. Epargne. Manuel de vie pratique. V. a. « Orientation professionnelle », in-16°, *Editions Spes*, 1929.
- ADEY (J.-W.). — « Circulaire concernant l'orientation professionnelle » adressée aux instituteurs en Australie par le Directeur de l'Education (*B. I. N. O. P.*, octobre 1934).
- ALLARD (Paul). — « Que faire de nos fils et de nos filles ? » (*Les Editions de France*, 1934, in-16°).

- APPRENTISSAGE et Orientation professionnelle (1^{er} Congrès de la Fédération Nationale des Commissions paritaires des offices publics de main-d'œuvre, Nice, 5-8 septembre 1938). (Rapports présentés par E. Chereau et A. Bernard), in-folio, 1938, S. L., 15 p.
- BAC (G.). — « L'Orientation professionnelle » (*Les Archives du Droit Médical et de l'Hygiène*).
- BOYET (Albert). — « Relations de la famille et de l'Ecole » (*L'Action Familiale*, mars 1931).
- B. I. T. — « Le placement des travailleurs - Les problèmes de l'Orientation professionnelle » (Genève, 1935).
- BERTIN. — « Action de la Chambre de Commerce de Paris en matière d'apprentissage » (*Revue Générale d'Electricité*, octobre, 1932).
- BONNARDEL et LAUGIER. — « Grilles pour l'orientation professionnelle et la sélection professionnelle » (*B. I. N. O. P.*, janvier 1934).
- BOURDEL (L.). — « L'Instruction publique et la question professionnelle en Bulgarie » (*B. I. N. O. P.*, novembre 1929).
- BOUTINAUD. — « Caractériologie et enfants difficiles » (*Revue pour l'enfance coupable*, n° 21, novembre-décembre 1938).
- « Caractériologie et retards scolaires » (*Bulletin de la Société d'Education*, n° 1, janvier 1938).
- La caractériologie et le problème des retards scolaires » (*Revue apologetique*, février 1938).
- La caractériologie et le problème des éducations difficiles » (*Revue Belge de Pédagogie*, octobre 1937).
- BOVET (P.). — « L'Institut Jean-Jacques Rousseau et la préparation au service social » (*Service social*, février-mars 1922, pp. 25-29).
- BÜHLER (Charlotte). — « Kind und Familie » (*Bulletin de l'Institut National d'Etude du Travail et d'Orientation Professionnelle*, 1939-1940).
- BURREL. — « L'Orientation Professionnelle à l'Ecole Primaire » (Directeur de l'Office d'O. P. de Neuilly-sur-Seine, Paris).
- BUSOLD (Dr K.). — « Portée de l'orientation professionnelle et de la consultation professionnelle dans l'ensemble du problème de la politique nationale » (*Jugend und Beruf*, n° 9 septembre 1933).

- CANDY-ROBINSON. — « Les facteurs émotifs comme causes morbides dans l'Industrie » (*Archives de Médecine Sociale et d'Hygiène et Revue de Pathologie, de Physiologie du Travail*, 2^e année, 1939).
- CARRARD (Alfred). — « La formation professionnelle et la formation des chefs » (Extr. d'un cours donné à Genève, organisé par la Commission romande de rationalisation), résumé par W. Dériaz, ingénieur, in-8°, 1929, Lausanne, Imp. Réunies, 16 p.
- CHARENTREAU. — Communication sur « l'orientation professionnelle à l'entrée et à la sortie de l'Ecole Primaire Supérieure » (Fédération des Œuvres post-scolaires laïques de la Seine, 3, rue Récamier, Paris (7^e)).
- COURTHIAL (Andrée). — « Le service d'orientation et de sélection professionnelle des Caisses de Compensation des Allocations familiales de la région parisienne » (Journée de « L'Homme au Travail », conférence nationale de l'organisation scientifique, octobre 1937).
- Conférences diverses. Journées Nationales de Service Social de Reims (avril 1939). Centre de Formation Sociale des Cadres de l'Industrie et du Commerce (Paris, mars 1939).
- ENGELMANN (W.). — « Jusqu'où peut aller l'application psychotechnique dans les offices du travail » (*Der öffentliche Arbeits nachweis*, 24 mars 1933).
- FERRIÈRE (Ad.). — « Transformons l'école. Appel aux parents et aux autorités » (Bâle. Ed. du Bureau International des Ecoles Nouvelles, 1920).
- FONTÈGNE (J.). — « L'Orientation Professionnelle à Munich » (*B. I. N. O. P.*, 3-1929).
- « L'Orientation professionnelle et l'Apprentissage » (*Journal des Surintendantes*, 25 juin 1939).
- GLEY, MAGNE, PIERON, FROIS, CHRISTIAENS. — Dix conférences sur l'« Orientation Professionnelle et l'Apprentissage », (Paris, Alcan, 1923).
- HEERING (W.). — « Le système de l'Enseignement professionnel dans le III^e Reich » (*Technische Erziehung*, 7-5 juillet 1932)
- HEUYER et HORINSON (M^{me} S.). — « De l'utilité des placements à la campagne des enfants de la Ville - L'adaptation sociale des anormaux de l'intelligence et du caractère » (*Bulletin de l'Institut National d'Etude et du Travail et d'Orientation Professionnelle*, 1937)

HEUYER (G.). — « Le rôle du médecin scolaire dans l'orientation professionnelle de l'écolier » (*Le Bulletin Médical*, n° 22 du 22 mai 1922).

— « L'Orientation intellectuelle et professionnelle à la fin des études secondaires - L'Orientation et la documentation professionnelles » (Conférences à la Sorbonne, 20 mai 1936). « L'enfant à l'âge scolaire » (*Médecine Générale Française*, n° 1, janvier 1936).

HEUYER et LECONTE. — « Evolution des troubles de l'intelligence et du caractère à la puberté » (*Société de Pédiatrie*, 6 juillet 1937).

HEUYER, SERIN (M^{lle}), HORINSON (M^{me}) et BAILLE (D^r). — « L'Orientation professionnelle des jeunes délinquants » (*Hygiène Mentale*, février 1932).

HORINSON (M^{me} S.). — « Le rôle de la famille et de l'orientation dans le choix d'une profession » (*B. I. N. O. P.*, décembre 1932).

HUGONÔT (M.-G.-A.). — « La sélection et la spécialisation du contingent. Essai sur l'adaptation à l'armée des méthodes psychotechniques et biotypologiques » (*Revue du Service de Santé Militaire*, C. VII, 4, 1937, pp. 513-547).

LALLAU. — « Le rôle de l'Office Départemental du Nord » (*Archives de l'Industrie de Médecine Légiste et de Médecine Sociale de Lille*, 1938).

LAUGIER et BONCOUR (Paul). — Rapport sur la fiche médicale d'orientation professionnelle au nom de la Commission Scientifique d'Orientation Professionnelle.

— « L'Orientation professionnelle du point de vue scolaire. La préadaptation scolaire. La médecine scolaire », octobre 1924.

— « Le rôle du médecin et la fiche médicale au point de vue de l'Orientation professionnelle » (*La Médecine Scolaire*, 1^{er} mars 1923).

LAUGIER (H.). — « La Psychologie et l'Orientation professionnelle » (*Bulletin de l'Institut National d'Orientation Professionnelle*, 1929).

LAUGIER (H.). — « Rôle du médecin d'Orientation professionnelle » (Congrès International de l'Enseignement Technique) « Les bases physiologiques de l'Orientation professionnelles » (*L'Education*, 1934).

LEVITOF. — « L'Examen psychotechnique de la consultation professionnelle de Moscou » (*B. I. N. O. P.*, juillet 1929).

- LEVY (Pierre). — Conférence Nationale de l'organisation scientifique, 1^{er} octobre 1937. «Journée de l'Homme au Travail». Quelques enseignements tirés de l'expérience du laboratoire du travail créé aux chemins de fer de l'Etat et concernant les méthodes psychophysiques de sélection du personnel.
- LOMONT (A.). — « L'Orientation Professionnelle et sa continuité » (*Bulletin de l'Office des Métiers*, n° 146, 2^e trimestre 1937).
- MANOIL (A.). — L'Homme et le Travail, « Du Taylorisme à la Psychotechnique » (*B. I. N. O. P.*, n° 1-2, 1940).
- MARTINY (M. Dr). — « Sur le rôle de la médecine et de la biotopologie en Orientation professionnelle » (*La Vie Médicale*, 25 août 1936).
- MARTINY (M. Dr) et MÓRLAAS (J. Dr). — « L'Orientation professionnelle. Dépistage médical réalisé aux Ateliers-Ecoles de la Chambre de Commerce de Paris » (*La Vie Médicale*, 10 décembre 1931).
- MATEJKA (Dr Félix). — « Examens d'aptitude dans une grande entreprise de métallurgie (*Organisation und Wirtschaftlichkeit der Psychotechnik im Eisenwerke Witkowitz, Industrielle Psychotechnik, Berlin*, janvier 1933) » (*B. I. O. Travail*, avril 1933 - *B. I. N. O. P.*, juin 1933).
- MINKOWSKI (Dr). — « L'Assistance à l'enfance anormale. La Prophylaxie mentale, n° 41, avril-décembre 1935).
- PAUL-BONCOUR (G. Dr). — « L'Orientation professionnelle et le Corps médical et ses auxiliaires » (Rapport présenté au Congrès National d'Orientation Professionnelle, Paris, septembre 1935).
- PIERON (H.) et M^{me}. — « Instructions pour l'emploi de la fiche psychologique et technique d'Orientation professionnelle » (*Bulletin de l'Institut National d'Orientation Professionnelle*, juillet 1930, juin-juillet 1934, Paris).
- PIERON (M^{me}). — « Les premiers efforts d'organisation de l'Orientation professionnelle » (*B. I. N. O. P.*, 1930).
- RUPP (Hans). — « L'Orientation Professionnelle des Bacheliers en Allemagne » (*Travail Humain*, 1^{re} année, n° 4, décembre 1933) - (*B. I. N. O. P.*, janvier 1934).
- WALTHER (Léon). — « L'Orientation Professionnelle vers les carrières libérales. Ses bases psychologiques » (*Revue Philosophique*, 58^e année, 7-8, 1933).

PERIODIQUES

- Actualité Sociale* (L'), 31, rue Guyot, Paris, 1941.
- Annales de la seccion de orientacion professional de la Escuela del Trabajo*, Urgel, 187, Barcelone (Espagne).
- Annales de l'Enfance*, février 1938, 64, rue du Rocher, Paris (8°).
- Année Psychologique*, Librairie Félix Alcan, Paris.
- Apprentissage (L') et l'Orientalion Professionnelle*, 4, rue Robert-Estienne, Paris (16°).
- Archives Belges des Sciences de l'Education*, Secrétariat de la Revue A. Jadoune, rue de l'Hôtel-de-Ville, 17, Angleur, Belgique.
- Archives des maladies professionnelles*, Paris, Masson et C^{ie}, Editeurs.
- Archives de l'Orientalion Professionnelle dans le Nord*, 1938, boulevard Paul-Painlevé, Lille (Nord).
- Archives de Psychologie*, Librairie Manille et C^{ie}, publiée par Ed. Claparède, 1, place du Lac, Genève.
- Berufsberatung und Berufsbildung*, 1, Seilergraben, Zurich (Suisse).
- Bulletin de la Chambre de Commerce de Marseille*.
- Bulletin des Comités d'Orientalion Professionnelle de la Banque Parisienne*, 84, avenue Marceau, Courbevoie (Seine).
- Bulletin de la Confédération des Travailleurs Intellectuels*, Paris. A partir de 1931.
- Bulletin de l'Institut International d'Organisation Scientifique du Travail*, 2, boulevard du Théâtre, Genève (Suisse).
- Bulletin du Bureau International d'Education*, Genève. Bureau International d'Education, Palais Wilson, Genève.
- Bulletin d'Informations Professionnelles*, Rennes. Office de Documentation économique.
- Bulletin de l'Institut National d'Orientalion Professionnelle*, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5°).
- Bulletin International de l'Enseignement Technique* (enquête sur l'apprentissage des jeunes dans les différents pays), Paris, 2, place de la Bourse.
- Bulletin du Ministère du Travail et Inspection du Travail*. Librairie Berger Levrault, 229, bd St-Germain, Paris (6°).
- Bulletin de la Société Alfred Binet*, 29, rue Madame, Paris (6°).
- Bulletin de la Société de Biotypologie*, Imprimerie Chantenay, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.

- Child development. Society for research in child development.*
2101 Constitution Avenue, Washington, D. C.
- Coopération intellectuelle*, publiée par l'Institut International de
Coopération Intellectuelle de la S. D. N., 2, rue de Mont-
pensier, Paris.
- Documents du Travail* (Les), 61, bd Pasteur, Paris.
- Dossiers de l'Action Populaire*. Edition Spes, 17, rue Soufflot,
Paris.
- Ecole et la Vie* (L). Librairie Armand Colin, 103, bd Saint-
Michel, Paris.
- Education*. Edition sociale française, 31, rue Guyot, Paris, 1941.
- Enseignement (L') Technique*. Revue publiée par l'Association
Française pour le développement de l'Enseignement Techni-
que, 4, rue Saint-Martin, Paris (4°).
- Femme (La) au Travail*. Paris. Editions Berran. A partir de
1936.
- Formation (La) Professionnelle*, 31, rue de Bourgogne, Paris (7°).
- Gazette (La) des Métiers*, 34-36, avenue des Vosges, Strasbourg.
- Groupement Français d'Etudes de Neuro-Psychopathologie*
infantile, Cahors, Impr. A. Coueslan.
- Information Pédagogique*, Paris, J.-B. Bailliére et Fils
- Information (L') Professionnelle et ses suppléments*, 31, rue de
Bourgogne, Paris (7°).
- Journal (The) of applied psychology*, James P. Porter, éditeur.
Ohio University Athens, Ohio.
- Journal des Economistes*, Félix Alcan, Paris.
- Journal of the national institute of industrial psychology*,
Aldwych House, W. C., 2, London (Angleterre).
- Journal de Psychologie normale et Pathologique*. Librairie Félix
Alcan, P. N. F., 108, bd St-Germain, Paris (6°).
- Jugend und Beruf*, Carl Heymanns Verlag, Berlin, W. 8.
- Manuel Général de l'Instruction Primaire. Journal hebdoma-
daire des Instituteurs et Institutrices*. Librairie Hachette,
79, bd St-Vernain, Paris.
- Médecine (La) du Travail*. G. Doin et C^e, 8, pl. de l'Odéon, Paris.
- Médecine (La) d'Usine*. Jouvet et C^e, 15, rue Racine, Paris.
- Mon Métier*. Sté d'Editions Techniques, 15, rue Bleue, Paris (9°).
- Orientation (L') Professionnelle*, 7, rue Marbeuf, Paris (8°).
- Psychologie (La) et la Vie*. Institut Pelman, Paris.
- Rapport sur l'expérience des classes d'orientation*, année 1937-38.
- Revista de formacion profesional*, Prado, 26, Madrid (Espagne).

Revue de Biotypologie, Imprimerie Chantenay, 15, rue de l'Abbé-Grégoire (44, rue des Maraichers, Genève).

Revue de l'Orientation Intellectuelle, 119, rue Cardinet, Paris (17°).

Revue des Sciences Pédagogiques, 67, avenue de Limburg-Stirum, Wemmel Les Bruxelles.

Siècle (Le) Médical. Septembre 1930. L'Institut départemental des sourds-muets d'Asnières.

Travail (Le) Humain, Conservatoire des Arts et Métiers, Paris.

Vocational (The) guidance Magazine, Harvard University, Cambridge Mass, U. S. A.

pub
ic l'.

ERRATA

- Page 6. — Lire : RIPERT, *, † I, *Doyen de la Faculté de Droit de Paris*, au lieu de Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- Page 7. — 16^e ligne, lire : *José Drabs* et non José Brabs.
18^e ligne, lire : *Spranger* et non Sprenger.
- Page 8. — 1^{re} ligne, lire : *Méthode Carrard* et non Méthode Carret.
- Page 14. — 5^e alinéa, lire : *que d'ébaucher* et non *pas d'ébaucher*.
- Page 59. — 3^e alinéa, lire : *l'Usine saura, d'après ce tableau, qu'il y a des sujets qui sont les meilleurs manuels*, et non l'Usine saura, d'après ce tableau, les sujets qui sont les meilleurs manuels.
- Page 72. — 2^e alinéa, lire : *Nous aurons toujours devant les yeux, ce navrant défilé de Jeunes qui, après l'Armistice, sont passés par centaines dans nos services*, et non, nous aurons toujours devant les yeux, ce navrant défilé de Jeunesse qui, après l'Armistice, est passée par centaines dans nos services.
- Page 109. — Titre III, lire : PROFESSIONNELLE et non PROFESSIONNELLEMENT.
- Page 124. — 3^e ligne, lire : *soit-disant* et non soi-disant.
- Page 128. — 24^e ligne, lire : *grâce d'état* et non grâce d'Etat.
- Page 139. — 27^e ligne, lire : *Centres d'Orientation* et non Centres d'Orienteurs.
- Page 145. — 13^e ligne, lire : *examinés* et non examinées.
- Page 153. — 24^e ligne, lire : *le préjudicier* et non les préjudicier.
- Page 245. — Lire : ALDOU (M^{me} F.) et non ALDOU (M^{me} M.).
- Page 246. — Lire : BOVEN (W.) et non BOWEN (W.).
- Page 246. — Lire : CAPART (P.), Manuel des Carrières.
- Page 251. — Lire : D^r DE PARREL et non D^r PARREL.
- Page 256. — Lire : *Bulletin de l'Institut National d'Etude du Travail et d'Orientation Professionnelle* et non Institut National d'Etude et du Travail et d'Orientation Professionnelle.
- Page 258. — Lire : PIERON (M^{me}) et non PIERÔN (M^{me}).
- Page 260. — Lire : 79, *bd St-Germain* et non 79, *bd St-Vermain*.





IMP. ANT. GED

48. RUE PARADIS

:: MARSEILLE ::





